

# JOURNAL OFFICIEL

**DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****Philippe MACHENAUD-JACQUIER**  
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISSANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 164  
N° 5**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 16  
no Tenuare 2015

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 2288 AC/DIR du 19 novembre 2014 relatif aux mesures de sûreté et de sécurité applicables sur l'aérodrome de Raiatea .....	434
Arrêté n° 2562 AC/DIR du 31 décembre 2014 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française .....	440
Arrêté n° HC 3 DMME/BRHT/mp du 6 janvier 2015 modifiant l'arrêté n° HC 498 DMME/BRHT/mp du 19 décembre 2014 portant composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service déconcentré unique compétent à l'égard des services du haut-commissariat et du secrétariat général pour l'administration de la police. ....	442
Arrêté n° HC 7 DIE du 7 janvier 2015 portant attribution aux communes de la Polynésie française d'acomptes au titre de la dotation non affectée de fonctionnement (DNAF) et la dotation non affectée d'investissement (DNAI) du Fonds intercommunal de péréquation, pour les mois de janvier à février 2015 .....	443

##### EXTRAITS

Arrêté n° 8 DIE/FIP du 7 janvier 2015 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 3 720 750 F CFP, soit 31 179,89 euros, à la commune de Mahina pour le financement de l'opération "Acquisition d'un chargeur-excavateur", volet : Environnement, année de programmation : 2014 .....	447
Arrêté n° 9 DIE/FIP du 7 janvier 2015 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 2 277 961 F CFP, soit 19 089,31 euros, à la commune de Mahina pour le financement de l'opération "Acquisition de 2 relais, 7 mobiles et 8 portatifs", volet : Incendie secours, année de programmation : 2014 .....	447
Arrêté n° 10 DIE/FIP du 7 janvier 2015 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 1 537 500 F CFP, soit 12 884,25 euros, à la commune de Mahina pour le financement de l'opération "Acquisition d'un jet-ski d'intervention pour le centre d'incendie et de secours", volet : Incendie secours, année de programmation : 2014 .....	448

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

###### Présidence

Arrêté n° 11 PR du 8 janvier 2015 accordant une dérogation exceptionnelle à l'article 62, IV-B de l'arrêté n° 2619 PR du 2 septembre 2011 modifié relatif aux véhicules de transport en commun du GIE Maire Ouest. ....	450
---	-----

Arrêté n° 12 PR du 8 janvier 2015 accordant une dérogation exceptionnelle à l'article 62, IV-B de l'arrêté n° 2619 PR du 2 septembre 2011 modifié relatif aux véhicules de transport en commun de la commune de Tumaraa (Raïatea) . 450

Arrêté n° 13 PR du 8 janvier 2015 portant modification de la liste annexée à l'arrêté n° 221 PR du 5 mai 2014 et modifiant l'arrêté n° 751 PR du 3 octobre 2014 portant dérogation à l'obligation pour les personnes exerçant la profession d'infirmier en Polynésie française de disposer d'un local pour l'accueil des patients . . . . . 451

Arrêté n° 14 PR du 9 janvier 2015 portant autorisation de conventionnement en zone 2 pour un infirmier libéral . . . . . 451

Arrêté n° 15 PR du 9 janvier 2015 portant autorisation de conventionnement en zone 2 pour un infirmier libéral . . . . . 452

### Vice-présidence

Arrêté n° 188 VP/DGRH du 8 janvier 2015 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, et interne, avec épreuves, pour le recrutement de 29 assistants socio-éducatifs de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française . . . . . 452

Arrêté n° 194 VP/DBF/CDE du 8 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° 36 VP/DBF/CDE du 6 janvier 2015 portant désignation de M. Daniel Toomaru, attaché d'administration, en qualité de contrôleur délégué des dépenses engagées . . . . . 456

Arrêté n° 238 VP/DGRH du 9 janvier 2015 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation de classe exceptionnelle du cadre d'emplois des adjoints d'éducation de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2014 . . . . . 456

Arrêté n° 239 VP/DGRH du 9 janvier 2015 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent médico-technique principal du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2014 pour les agents non soumis au calcul de l'effectif maximal par grade . . . . . 457

Arrêté n° 249 VP du 9 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013. 458

Arrêté n° 251 VP du 12 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013 . . 459

Arrêté n° 252 VP du 12 janvier 2015 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'agent social qualifié de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013 . . . . . 459

Arrêté n° 253 VP du 12 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'agent social qualifié de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013 . . . . . 460

Arrêté n° 254 VP du 12 janvier 2015 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'assistant socio-éducatif principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013 . . . . . 460

Arrêté n° 255 VP du 12 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'opérateur des activités physiques et sportives qualifié de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013 . . . . . 461

Arrêté n° 256 VP du 12 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013 . . . . . 461

Arrêté n° 257 VP du 12 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'opérateur des activités physiques et sportives principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013 . . . . . 462

Arrêté n° 266 VP du 12 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013 . . 462

### Ministère de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises

Arrêté n° 210 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant extension de 9 dessins et modèles délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle . . . . . 462

Arrêté n° 211 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant extension de 73 marques renouvelées par l'Institut national de la propriété industrielle. ....	473
Décision n° 212 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94543251, n° 9454325 et n° 94543259 .....	486
Décision n° 213 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94549051 et n° 3328960.....	486
Décision n° 214 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94544550 et n° 3315534.....	487
Décision n° 215 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3331515 et n° 3320400.....	488
Décision n° 216 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3343204 et n° 94537629.....	489
Décision n° 217 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1320059.....	489
Décision n° 218 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94549571.....	490
Décision n° 219 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3305107.....	491
Décision n° 220 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3336394.....	492
Décision n° 221 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3331532.....	493
Décision n° 222 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3293603.....	493
Décision n° 223 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3320387.....	494
Décision n° 224 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3298095.....	495
Décision n° 225 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1289370.....	496
Décision n° 226 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94536736.....	496
Décision n° 227 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3307859.....	497
Décision n° 228 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3326396.....	498
Décision n° 229 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3281598.....	499
Décision n° 230 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94508894.....	500
Décision n° 231 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94529031 et n° 94544549.....	500
Arrêté n° 279 MRE du 12 janvier 2014 portant délégation de signature à M. Eric Deat, tavana hau par intérim de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier .....	501

## Ministère du développement des activités du secteur primaire

- Arrêté n° 209 MDA du 8 janvier 2015 abrogeant l'arrêté n° 80 MRM du 7 janvier 2014 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Makemo, commune de Makemo, au profit de Mme Mata Haoa épouse Arutahi ..... 502

## Ministère du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine

- Arrêté n° 263 MTS du 12 janvier 2015 portant agrément de l'entreprise adaptée "Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées (APRP)" ..... 503

## Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine

- Arrêté n° 207 MLV du 8 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° 8793 MAA du 27 novembre 2012 modifié autorisant le renouvellement de la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction du travail, de locaux à usage de bureaux dépendant de l'immeuble Papineau situé à Papeete, et appartenant à la société SCI CPS Papineau ..... 503

## Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement

- Arrêté n° 196 MET du 8 janvier 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'Entreprise Alona Hubert Ah-Pong ..... 504

## EXTRAITS

- Arrêté n° 197 MET du 8 janvier 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 302 (plan 4) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes ..... 507
- Arrêté n° 198 MET du 8 janvier 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Tefakatokiga n° 6 et Tefakatokiga n° 7 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Fakarava, dans l'archipel des Tuamotu ..... 507
- Arrêté n° 199 MET du 8 janvier 2015 portant retrait de l'arrêté n° 11061 MET du 16 décembre 2014 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes ..... 507
- Arrêté n° 200 MET du 8 janvier 2015 portant retrait de l'arrêté n° 10765 MET du 8 décembre 2014 portant modification de l'arrêté n° 8479 MET du 9 septembre 2014 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15), nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes ..... 507
- Arrêté n° 201 MET du 8 janvier 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Tefakatokiga n° 6 et Tefakatokiga n° 7 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Fakarava, dans l'archipel des Tuamotu ..... 507

## ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

- Décision n° 2014-11 CESC du 23 décembre 2014 portant adoption du budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'année 2015. .... 507

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret n° 2015-2 du 2 janvier 2015 autorisant la rémunération du compte d'opérations de l'Institut d'émission d'outre-mer. .... 508
- Décret n° 2015-6 du 6 janvier 2015 fixant les règles relatives à la composition et au fonctionnement des conseils de l'Ecole supérieure du professorat et de l'éducation de l'université de Polynésie française ..... 509
- Arrêté interministériel du 2 janvier 2015 fixant la rémunération du compte d'opérations de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) en application de l'article R. 712-4-1 du code monétaire et financier ..... 510



---

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.....	511
Annonces diverses .....	513
Annonces marchés publics.....	519



# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

#### ARRETE n° HC 2288 AC/DIR du 19 novembre 2014 relatif aux mesures de sûreté et de sécurité applicables sur l'aérodrome de Raiatea.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le code des transports et notamment son article L. 6332-2 ;

Vu le code de l'aviation civile et notamment les articles R. 213-1-3 à R. 213-1-5 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 relatif à la sûreté de l'aviation civile ;

Vu le décret du 22 août 2013 portant nomination de M. Lionel Beffre, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 276 AC/DIR/NA du 8 février 1964 portant ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Raiatea-Uturoa ;

Vu l'arrêté du 28 août 2003 modifié relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes,

Arrête :

#### TITRE Ier - Dispositions générales

##### Article 1er. — *Objet*

En vertu du code des transports, notamment l'article L. 6332-2, la police des aérodromes et des installations aéronautiques est assurée par le haut-commissaire de la République qui exerce les pouvoirs impartis au maire dans leur emprise aéronautique.

Le présent arrêté a pour objet de fixer les mesures relatives :

- au bon ordre, à la sécurité de l'aviation civile et à la salubrité conformément à l'article R. 213-1-4 du code de l'aviation civile ;
- à la sûreté de l'aviation civile conformément à l'article R. 213-1-5 du code de l'aviation civile.

Ces mesures s'imposent au public et aux personnes physiques et morales autorisées à occuper ou utiliser les installations de l'aérodrome.

#### Art. 2. — *Définitions*

*Aire de manœuvre* : L'aire de manœuvre comprend les pistes, les voies de circulation avion et leurs dégagements associés ainsi que toutes les aires opérationnelles (aires critiques, aires sensibles, etc.).

*Aire de trafic* : Les aires de trafic sont des aires destinées aux aéronefs pendant l'embarquement ou le débarquement des voyageurs, le chargement ou le déchargement de la poste ou du fret, l'avitaillement ou la reprise de carburant, le stationnement ou l'entretien.

*Aire de mouvement* : L'aire de mouvement comprend l'aire de manœuvre et la ou les aires de trafic.

*Zone "côté piste"* : Aire de mouvement et la totalité ou une partie des terrains et des bâtiments adjacents de l'aérodrome, dont l'accès est réglementé.

*Zone "côté ville"* : Parties de l'aérodrome qui ne se trouvent pas du côté piste, y compris tout ou partie des terrains et des bâtiments limitrophes.

#### TITRE II - Délimitation des zones

##### Art. 3. — *Limites des zones constituant l'aérodrome*

L'ensemble des terrains est divisé en deux zones :

- une zone publique "côté ville" ;
- une zone "côté piste" non librement accessible.

Les limites de ces zones sont figurées sur le plan SREIDD n° SIA : 4329-C (plan détaillé de la navigation dans le canal côté piste) annexé au présent arrêté (annexe I).

Le plan en couleur est également consultable dans l'aérogare de Raiatea, à la mairie de Uturoa, à celle de Tahaa et au service d'Etat de l'aviation civile.

La zone "côté ville" comprend toute la partie de l'aérodrome accessible au public. Elle inclut notamment :

- les installations pour les passagers ;
- le parc de stationnement pour les véhicules ;
- le débarcadère.

La zone "côté piste" comprend notamment :

- l'aire de manœuvre et les accotements de la piste ;
- l'aire de trafic ;
- les bâtiments techniques : la vigie et les locaux annexes, le hangar et le bâtiment annexe du SSLIA (service de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs), la centrale électrique de secours et les locaux techniques, le local abritant les transformateurs du balisage de piste ;
- les hangars de l'aéroclub, de fret et de stockage ;
- la zone des logements dédiés aux personnels de l'aviation civile et/ou de l'exploitant de l'aérodrome, située en zone nord de l'aérodrome ;
- le canal navigable longeant la bande sud de la piste entre le seuil 07 et le débarcadère situé près de l'aérogare.

### TITRE III - Circulation des personnes

#### Art. 4.— Circulation en zone "côté ville"

La zone "côté ville" est librement accessible au public.

Toutefois, l'accès aux installations se trouvant en zone "côté ville" peut être réglementé par le directeur du service d'Etat de l'aviation civile pour des raisons relatives à la sécurité ou à la sûreté.

#### Art. 5.— Circulation sur l'aire de trafic

Les personnes admises à pénétrer et à circuler sur l'aire de trafic en raison de leurs fonctions sont les suivantes :

- les agents du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;
- les agents du SSLIA et de l'exploitant de l'aérodrome ;
- les prestataires de service chargés de l'entretien ou de l'exploitation de l'aérodrome ;
- les agents des compagnies aériennes ;
- les exploitants d'aéronefs privés et commerciaux ;
- les agents de police judiciaire, de la gendarmerie et des douanes, dans le cadre des opérations de contrôle.

Ces agents sont soumis à l'obligation de port du vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471) et doivent être munis de leur carte de service.

En cas de besoin, les agents du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, de l'exploitant de l'aérodrome ou de la gendarmerie des transports aériens peuvent procéder aux contrôles nécessaires.

Les personnes suivantes sont également admises à circuler "côté piste", sur les aires de trafic :

- passagers d'aviation commerciale munis d'un titre de transport et sous la responsabilité de l'exploitant d'aéronef ou de son représentant ;
- passagers d'aviation générale accompagnés par le commandant de bord ou par une personne autorisée par l'exploitant d'aérodrome et se conformant aux dispositions de l'arrêté de police ;

- membres d'équipage des aéronefs civils ou militaires, munis de leur licence, carte de pilote ou certificat de membre d'équipage en cours de validité.
- personnes autorisées par l'exploitant de l'aérodrome.

Pour les trois premières catégories de personnes, l'autorisation n'est valable que pour se rendre de l'aérogare ou du hangar de l'aviation générale à l'avion et vice et versa, en empruntant les accès aménagés à cet effet.

Lorsqu'ils agissent dans le cadre de leurs fonctions, les commandants de bord sont soumis à l'obligation de port du vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471), et doivent être munis de leur carte de service.

#### Art. 6.— Transfert de passagers

L'exploitant d'aéronef doit disposer du personnel nécessaire pour :

- assurer sous la conduite d'un ou plusieurs de ses agents ou de sa société d'assistance en escale, l'acheminement des passagers entre l'aérogare et l'aéronef, et inversement ;
- garantir le respect du périmètre de sécurité incendie d'un avitaillement.

#### Art. 7.— Conditions d'embarquement et de débarquement des passagers

Les opérations d'embarquement et de débarquement des passagers et de fret ne s'effectuent que si l'aéronef est calé, les moteurs à l'arrêt ou leurs hélices freinées.

#### Art. 8.— Accès aux bâtiments techniques

Sauf pour les missions d'urgence, les personnes admises à pénétrer dans les bâtiments techniques en raison de leurs fonctions sont les suivantes :

- les agents du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;
- les agents de l'exploitant d'aérodrome ;
- les prestataires de service chargés de l'entretien ;
- les personnes accompagnées ou convoyées par un agent du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, ou par un agent de l'exploitant d'aérodrome.

#### Art. 9.— Circulation sur l'aire de manœuvre

Les personnes autorisées à accéder aux zones de l'aire de manœuvre doivent être en possession d'un titre de circulation à moins qu'elles soient accompagnées ou convoyées par une personne titulaire d'un tel titre de circulation.

Durant l'exercice des fonctions exercées, les titres d'accès suivants constituent un titre de circulation :

- carte de service des agents de l'exploitant d'aérodrome ;
- carte de service des agents du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;
- carte professionnelle des agents de la gendarmerie des transports aériens ;
- autorisation délivrée par l'exploitant d'aérodrome portant mention de la période de validité.

Les personnes autorisées et circulant à pied sur l'aire de manœuvre doivent avoir reçu une formation relative aux risques inhérents aux activités en milieu aéronautique où elles sont amenées à travailler et sont tenues de respecter les règles suivantes :

- porter en permanence un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la réglementation en vigueur (norme EN471) comportant le sigle ou le nom de la société employant le piéton ;
- emprunter les voies matérialisées à cet effet ;
- laisser la priorité aux aéronefs dans tous les cas.

#### TITRE IV - Circulation des véhicules

##### Art. 10. — Conduite des véhicules

Les conducteurs de tout véhicule circulant ou stationnant sur l'aérodrome observent les règles générales de circulation édictées par le code de la route et sont tenus d'obtempérer aux injonctions des agents de la force publique, des agents des douanes, des agents relevant du service de contrôle ou des agents de l'exploitant d'aérodrome.

Sauf pour les véhicules du SSLIA en mission d'urgence, la vitesse est limitée à :

- 30 km/h sur les aires de trafic, voies associées et route en front d'aérogare ;
- 50 km/h sur les autres voies de circulation.

Les conducteurs circulant sur les voies de circulation avion restent responsables de la prévention des collisions avec les aéronefs auxquels ils laissent la priorité lorsque ceux-ci sont en mouvement ou sont tractés.

La traversée des voies de circulation avion s'effectue obligatoirement dans les cheminements véhicules établis et délimités à cet effet en respectant une distance minimale de 150 mètres devant les aéronefs en mouvement et de 200 mètres derrière ces aéronefs en mouvement.

##### Art. 11. — Conditions de circulation et de stationnement en zone "côté ville"

L'accès au parc de stationnement existant en zone "côté ville" est réservé aux véhicules privés ou administratifs ayant un besoin légitime de s'y trouver.

La durée du stationnement est strictement limitée à la durée de la présence sur l'aérodrome de la personne qui utilise le véhicule ou, s'il s'agit de véhicules appartenant à des passagers aériens, à la période comprise entre leur départ et leur retour.

Il est interdit de stationner en dehors des emplacements prévus à cet effet.

##### Art. 12. — Conditions de circulation et de stationnement en zone "côté piste"

Les véhicules des services suivants sont admis à circuler en zone "côté piste" :

- SSLIA de l'aérodrome ;
- services chargés de la navigation aérienne ;
- services chargés de l'entretien de la plate-forme y compris les engins spéciaux de l'exploitant d'aérodrome ;

- exploitants aériens, sociétés d'assistance et sociétés de distribution de carburant pour l'aviation, y compris les engins spéciaux ;
- gendarmerie des transports aériens ;
- véhicules et engins exceptionnels escortés par un véhicule du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ou de l'exploitant d'aérodrome.

L'accès à la zone "côté piste" au nord de l'aérodrome fait l'objet d'une procédure locale particulière établie entre l'exploitant de l'aérodrome et le service de la navigation aérienne.

Les véhicules ne doivent stationner qu'aux emplacements réservés à cet effet.

En cas d'accident ou d'incident et plus particulièrement lorsqu'un aéronef est immobilisé sur l'aire de mouvement, les services de secours d'urgence, de la gendarmerie nationale, ainsi que les personnes chargées du dépannage sont autorisés à accéder temporairement sur l'aire de mouvement en accord avec le service du contrôle ou, en cas de fermeture de ce service, de l'exploitant d'aérodrome.

##### Art. 13. — Règles spéciales de circulation et de stationnement sur les aires de trafic

Les conducteurs laissent en toutes circonstances la priorité aux aéronefs et aux passagers et se conforment aux instructions des personnels de l'exploitant d'aérodrome.

En outre :

- en dehors des emplacements réservés à cet effet, aucun véhicule, engin ou matériel, n'est laissé en stationnement sur les aires de trafic sauf ceux de l'exploitant d'aérodrome et du service de navigation aérienne dans le cadre de réalisation de travaux ;
- sur l'aire de trafic, la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules, engins et matériels, ainsi que des agents autorisés à les conduire, est assurée par le personnel de l'exploitant d'aérodrome ;
- sur l'aire de trafic, l'usage des feux de route (phares) est interdit en toute circonstance.

##### Art. 14. — Attestation de formation à la conduite sur les aires de trafic

L'autorisation de conduite est subordonnée à une formation préalable assurée par l'employeur qui délivre une attestation.

##### Art. 15. — Véhicules autorisés à circuler sur l'aire de manœuvre

Pour pouvoir circuler sur l'aire de manœuvre des aéronefs et ses zone de servitudes, les véhicules doivent être munis (sauf véhicules escortés) d'un équipement et d'une signalisation spéciale ainsi définis :

- équipement radio (fixe ou portatif) permettant une liaison bilatérale avec le service de contrôle (ou en l'absence de ce service, l'écoute et la transmission de messages d'auto-information) ;
- gyrophare ou feux à éclat de couleur jaune, la couleur bleue étant réservée aux véhicules spécifiés par le code de la route ;
- peintes de couleur jaune, à l'exception des véhicules SSLIA et des véhicules de la gendarmerie des transports aériens.

Sont seuls autorisés à circuler les véhicules suivants :

- a) Les véhicules techniques des services suivants (sous réserve qu'ils portent d'une manière apparente la marque de l'organisme propriétaire) :
  - SSLIA ou SPPA de l'aérodrome ;
  - service chargé de la navigation aérienne ;
  - service chargé de l'entretien de la plate-forme y compris les engins spéciaux de l'exploitant d'aérodrome ;
  - gendarmerie des transports aériens ;
- b) Les véhicules escortés par un véhicule du service chargé de la navigation aérienne ou de l'exploitant d'aérodrome.
- c) Les véhicules des entreprises en charge des travaux autorisés par l'exploitant d'aérodrome.

Art. 16.— *Règles spéciales de circulation et de stationnement sur l'aire de manœuvre*

La circulation et le stationnement sur l'aire de manœuvre et ses dégagements sont subordonnés à une autorisation du service de navigation aérienne et au maintien d'une liaison bilatérale permanente avec cet organisme.

Aucun véhicule ou engin n'est laissé en stationnement sans surveillance sur l'aire de manœuvre ou à ses abords.

Art. 17.— *Aires critiques de protection des moyens radioélectriques*

Les conducteurs font preuve de toute la prudence rendue nécessaire par l'existence des aires critiques qui définissent des zones protégées de tout obstacle dont la présence perturberait le signal électromagnétique des moyens de radio navigation de l'aérodrome.

Art. 18.— *Attestation de formation à la conduite sur l'aire de manœuvre*

Tout conducteur d'un véhicule, ou d'un engin ou d'un matériel, sur l'aire de manœuvre est détenteur de l'attestation de formation aux règles de circulation et de stationnement délivrée par l'exploitant d'aérodrome ou le service de navigation aérienne, dans les conditions définies par la circulaire du 5 août 2010 relative aux modalités de formation à la circulation des véhicules et engins sur les aérodromes.

Art. 19.— *Conditions particulières à respecter sur les postes de stationnement avions*

Les aéronefs stationnent impérativement aux emplacements désignés par l'exploitant d'aérodrome ou le service de navigation aérienne.

Les conducteurs marquent systématiquement un temps d'arrêt en limite du poste de stationnement en arrivant ou en quittant un poste de stationnement, ainsi que pour emprunter un cheminement véhicule.

La marche arrière ne sera pratiquée que si ce mouvement est guidé par une personne au sol.

L'accès à un poste de stationnement avion n'est autorisé que lorsque l'avion qui l'occupe est calé et moteurs à l'arrêt.

Le périmètre de sécurité collision d'un aéronef ne peut être franchi lorsque les feux anticollision sont allumés.

Art. 20.— *Contrôle de la circulation*

Le contrôle de la circulation des personnes et des véhicules sur l'aire de trafic et l'aire de manœuvre est assuré par les agents de l'exploitant d'aérodrome ou par la gendarmerie des transports aériens.

TITRE V - Circulation et stationnement des navires à proximité de l'aérodrome

Art. 21.— *Conditions de circulation maritime*

La circulation maritime sur le canal situé en zone non librement accessible au public, au sud de la piste de l'aérodrome de Raiatea, est réglementée conformément à la signalisation mise en place à l'Ouest, à l'entrée du canal et, à l'Est, auprès du débarcadère de l'aérogare.

En cas de feu clignotant pendant le mouvement d'un aéronef, la présence de personnes ou d'embarcations est interdite.

En cas de feu éteint, le franchissement du canal est autorisé. Cette opération doit être effectuée avec vigilance et à une vitesse maximale de 5 nœuds.

Tout utilisateur du débarcadère de l'aérogare doit détenir une autorisation délivrée par l'exploitant d'aérodrome, gestionnaire du quai.

La pêche et la baignade sont interdites dans le canal et aux abords de la rive jouxtant la piste de l'aérodrome.

En dehors du débarcadère, l'accostage et le mouillage des embarcations ainsi que le débarquement de personnes y sont également interdits.

Ces dispositions ne concernent pas les embarcations du SSLIA de l'aérodrome ni les embarcations engagées dans une opération de sauvetage.

TITRE VI - Mesures applicables pour les escales d'aéronefs

Art. 22.— *Mesures applicables aux exploitants d'aéronefs évoluant ou stationnant sur l'aire de trafic*

Sur l'aire de trafic, l'exploitant de l'aéronef, ou son assistant en escale, s'assure du respect des règles de sécurité lors de l'arrivée, du départ et de l'escale de l'aéronef, notamment de celles concernant la prévention des abordages, des collisions et des risques liés au souffle ou à l'aspiration des moteurs.

Art. 23.— *Règles applicables durant les opérations d'avitaillement*

L'avitaillement en carburant des aéronefs est réalisé en se conformant strictement aux dispositions des textes suivants :

- arrêté du 23 janvier 1980 modifié relatif aux précautions à prendre pour l'avitaillement des aéronefs en carburant sur les aérodromes ;
- arrêté du 12 décembre 2000 relatif à l'avitaillement des aéronefs sur les aérodromes.

Les règles complémentaires suivantes doivent être observées :

- seul le personnel nécessaire à l'avitaillement et aux opérations à effectuer sur l'avion peut pénétrer le périmètre de sécurité incendie. Ce personnel ne portera pas de chaussures à ferrure ;

- toute utilisation d'appareils susceptibles de provoquer des étincelles, de flashes photographiques ou de téléphones portables est interdite ;
- l'activation des feux anticollision indiquant la mise en route imminente des moteurs, il est impératif d'interrompre sans délais l'avitaillement et d'en avertir le pilote.

#### TITRE VII - Mesures de protection contre l'incendie

##### Art. 24. — *Précautions à prendre à l'égard des aéronefs et des véhicules*

Il est formellement interdit de fumer ou de faire usage de briquet ou d'allumettes sur l'aire de mouvement (aire de manœuvre et aire de trafic), dans les hangars, dans les ateliers où sont manipulées des matières inflammables et à moins de quinze mètres des aéronefs, camions-citernes et réservoirs à carburant.

Il est également interdit de jeter des cigarettes, allumettes ou débris enflammés sur les aires de stationnement des aéronefs et les emplacements réservés au stationnement des véhicules.

##### Art. 25. — *Protection des bâtiments et installations*

L'aérodrome dispose d'un service de sécurité incendie, chargé de la protection des personnes et des biens. Ce service s'assure du respect des obligations de sécurité pour l'ensemble de l'aérodrome et rend compte à l'exploitant d'aérodrome de toute anomalie.

Chaque bâtiment ou local mis à la disposition de tiers doit être équipé par l'occupant de dispositifs réglementaires de protection contre l'incendie. Le contrôle périodique des extincteurs et leur remise en état incombent à l'occupant.

Il est interdit :

- d'apporter des modifications aux installations électriques ;
- d'utiliser les moyens de lutte contre l'incendie pour un autre usage ;
- d'entraver la circulation et de constituer un obstacle à la reconnaissance et à l'attaque d'un foyer d'incendie ;
- en accord avec la réglementation en vigueur, d'allumer des feux, d'incinérer des détritrus, de procéder à des émissions de fumée, sans l'obtention d'un permis de feu par l'exploitant d'aérodrome, délivré après avis du service de navigation aérienne ;
- de créer des dépôts sauvages ou anarchiques de produits inflammables.

Le stockage et la distribution des carburants et de tous les autres produits inflammables ou volatils s'effectuent conformément à la réglementation en vigueur.

Les agents en poste sur l'aérodrome s'assurent du respect de ces obligations.

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française impose toutes mesures nécessaires à la sécurité.

#### TITRE VIII - Prescriptions sanitaires

##### Art. 26. — *Dispositions générales*

D'une manière générale, tout tiers occupant des locaux, bâtiments ou autres sur l'emprise de l'aérodrome est tenu de prendre les mesures nécessaires, conformément aux règles d'hygiène en vigueur en Polynésie française, pour maintenir

en bon état de propreté les ouvrages et les installations y compris leurs abords, ainsi que les matériels dont il est responsable.

Les agents en fonction sur l'aérodrome s'assurent du respect de ces obligations.

##### Art. 27. — *Dépôt et enlèvement des déchets et matières de décharge*

Tout dépôt de déchets ou de matières de décharge extérieurs à l'aérodrome est interdit sur l'aérodrome. Les déchets issus de l'activité de l'aérodrome et de ses occupants doivent être déposés aux emplacements prévus à cet effet par l'exploitant d'aérodrome.

Le dépôt, l'enlèvement et le traitement des déchets sont soumis aux réglementations en vigueur.

##### Art. 28. — *Maintien en bon état d'exploitation de l'aire de mouvement*

Les dispositions suivantes sont à observer :

- l'abandon de tout objet est interdit sur l'aire de mouvement ;
- toute personne circulant sur l'aire de mouvement est tenue de ramasser et d'évacuer tout objet pouvant représenter un danger pour la circulation des aéronefs et d'en signaler sans délais la présence à l'exploitant d'aérodrome.

##### Art. 29. — *Propreté des aires de trafic*

L'exploitant d'aérodrome est tenu d'installer des poubelles sur les aires de stationnement qui doivent être tenues en bon état de propreté.

Les exploitants d'aéronefs s'assurent, avant et après chaque mouvement de leur appareil, qu'aucun matériel ou débris n'a été laissé sur les postes qu'ils libèrent ou qu'ils vont occuper.

En cas d'incapacité, l'exploitant d'aérodrome doit en être informé.

Les opérations de remise en état sont facturées à l'exploitant de l'aéronef responsable de l'altération du bon état de propreté.

##### Art. 30. — *Nettoyage des aéronefs et risques de pollution*

Le nettoyage extérieur des aéronefs est exclu.

Les exploitants d'aéronefs s'assurent du nettoyage des postes de stationnement avions après les opérations d'avitaillement ou de vidange de fluides et prennent toutes les dispositions pour éviter toute forme de pollution.

#### TITRE IX - Police administrative générale

##### Art. 31. — *Interdiction temporaire d'accès*

Lorsque les circonstances ou nécessités l'exigent, le haut-commissaire peut interdire temporairement au public l'accès total ou partiel de l'aérodrome ainsi que la circulation des véhicules, quels qu'ils soient.

*Art. 32. — Consommation d'alcool et de substances ayant des effets sur la vigilance*

Il est formellement interdit :

- de consommer de l'alcool en zone "côté ville", en dehors du bar-restaurant de l'aéroport ;
- d'introduire ou de consommer en zone "côté piste" de l'alcool et des substances ayant des effets sur la vigilance ;
- de laisser entrer ou séjourner dans les lieux de travail des personnes en état d'ivresse.

Pour les personnes impliquées dans l'exploitation et l'entretien de l'aérodrome, le sauvetage et la lutte contre l'incendie des aéronefs, il est formellement interdit :

- de consommer de l'alcool durant leur période de service ;
- de réaliser des activités sous l'influence de l'alcool ou de substance ayant des effets sur la vigilance ou sur ses capacités qui seraient susceptibles de compromettre la sécurité aéroportuaire.

*Art. 33. — Interdictions diverses*

Il est interdit :

- de gêner l'exploitation de l'aérodrome par des attroupements ;
- de pénétrer ou circuler sur l'aérodrome en état d'ivresse ou dans une tenue inconvenante ;
- de se livrer à la mendicité ;
- de procéder, à l'intérieur de l'aérodrome, à des quêtes, des sollicitations, des offres de services, des distributions d'objets quelconques ou de prospectus, des jeux de toute nature, sauf autorisation spéciale délivrée par l'exploitant d'aérodrome après avis, selon le cas, du responsable local de la police ou de la gendarmerie ;
- de pénétrer ou de séjourner sur l'aéroport avec des animaux, ou de les laisser divaguer.

*Art. 34. — Garde et conservation*

La garde et la conservation des aéronefs, véhicules, matériels et marchandises utilisant les installations de l'aéroport, ne seront en aucun cas à la charge de l'exploitant d'aérodrome, dont la responsabilité ne sera pas engagée pour les pertes ou les dommages ne résultant pas de son fait ou de celui de ses agents.

*Art. 35. — Conservation du domaine de l'aérodrome*

Il est interdit d'effectuer des dégradations quelconques aux meubles ou immeubles du domaine de l'aérodrome, de mutiler les arbres, de marcher sur les gazons et massifs de fleurs, d'abandonner ou de jeter des papiers ou des détritiques ailleurs que dans les corbeilles réservées à cet effet.

*Art. 36. — Mesures antipollution*

Toute activité susceptible de provoquer une pollution peut faire l'objet de mesures supplémentaires édictées par l'exploitant d'aérodrome.

*Art. 37. — Plantations, cultures et fauchage*

Les plantations qui peuvent attirer, servir de reposoir, d'abris ou de zone de reproduction pour les oiseaux sont interdites et doivent être supprimées.

*Art. 38. — Exercice de la chasse*

Sur le domaine de l'aérodrome, seul le personnel en charge de la prévention du péril animalier est autorisé à faire usage de fusil de chasse dans le cadre de sa mission.

*Art. 39. — Stockage des matériaux et implantation de bâtiments*

Toute construction et stockage volumineux de matériaux et objets divers sont soumis à l'autorisation de l'exploitant d'aérodrome et, le cas échéant, du service administratif territorialement compétent.

*Art. 40. — Conditions d'usage des installations*

Les conditions d'usage des installations sont définies et publiées par l'exploitant d'aérodrome.

**TITRE X - Conditions d'exploitation**

*Art. 41. — Autorisation d'activité*

Aucune activité industrielle, commerciale ou artisanale ne peut être exercée à l'intérieur de l'aérodrome sans une autorisation spéciale délivrée par l'exploitant d'aérodrome.

**TITRE XI - Sanctions**

*Art. 42. — Infractions et contraventions*

Le non-respect de l'une ou l'autre des obligations décrites, notamment, aux titres III à IX du présent arrêté fera l'objet, selon les cas, de sanctions prévues par le code pénal, le code des transports, le code de l'aviation civile ou le code de la route en vigueur en Polynésie française. Ces infractions seront constatées par les agents assermentés de l'Etat, les agents de police judiciaire et de la gendarmerie nationale, chacun pour ce qui le concerne.

Dans le cas des contraventions de grande voirie et des contraventions au code de la route, toute personne contrevenant aux dispositions du présent arrêté prises en application du II de l'article R. 213-1-4 du code de l'aviation civile sera punie :

- de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>e</sup> classe, lorsque l'infraction aura été commise à l'intérieur de la zone "côté piste" ;
- de l'amende prévue pour les contraventions de la 3<sup>e</sup> classe lorsque l'infraction aura été commise en zone "côté ville".

**TITRE XII - Dispositions particulières**

*Art. 43. — Abrogation de l'arrêté précédent*

L'arrêté n° 34 AC/DIR du 2 février 2007 est abrogé.

**TITRE XIII - Exécution, publication, affichage**

Art. 44. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur du cabinet du haut-commissariat, le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, le commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et affiché par les soins de l'exploitant d'aérodrome aux emplacements réservés à cet effet dans l'enceinte de l'aérodrome.

Fait à Papeete, le 19 novembre 2014.  
Lionel BEFFRE.



**ARRETE n° 2562 AC/DIR du 31 décembre 2014 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 93-622 du 27 mars 1993 modifié relatif au statut particulier des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 2013-1011 du 12 novembre 2013 modifiant le décret n° 93-622 du 27 mars 1993 relatif au statut particulier des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté interministériel du 15 décembre 1970 modifié portant création de commissions administratives paritaires (corps de l'Etat des techniciens et aides-techniciens de la navigation aérienne, techniciens et aides-techniciens de la météorologie en Polynésie) ;

Vu l'arrêté n° 1962 AC/DIR du 29 septembre 2014 modifiant l'arrêté du 15 décembre 1970 portant création de commissions administrative paritaires de techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1579 DIR/DGR du 25 novembre 2011 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 160226 DIR/DGR du 22 septembre 2014 relative au renouvellement des représentants du personnel à la CAP n° 2 compétente à l'égard du corps des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (TSEEAC/CEAPF) ;

Vu le procès-verbal des élections des représentants de personnel auprès de la CAP compétente à l'égard des TSEEAC du CEAPF en date du 5 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Les membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile

du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française sont nommés comme suit :

#### REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

##### Titulaires :

- M. Patrick Mouysset, directeur du service d'Etat de l'aviation civile ;
- M. Nicolas Lochanski, chef du service de la navigation aérienne ;
- M. Yves Bertrand, chef du département de la gestion des ressources ;
- M. Pascal Bazer-Bachi, chef du département de la surveillance ;
- M. Charles Peretti, chef de la division circulation aérienne ;
- Mme Sylvie Perrot, adjoint au chef du département de la gestion des ressources.

##### Suppléants :

- M. Francis Sacault, chef de cabinet ;
- M. Joël Laulan, chef de la subdivision études ;
- M. Bertrand Cazes, chef de la division opérations aériennes ;
- Mme Bibiane Galan, chef de la division sécurité aéroportuaire et navigation aérienne ;
- M. Marcel Buluc, instructeur régional ;
- Mme Isabelle Mao Che, chef de la section des ressources humaines.

#### REPRESENTANTS DU PERSONNEL

##### TSEEAC de classe exceptionnelle

##### Titulaires :

- M. Loïc Mallart ;
- Mme Sandra Yansaud.

##### Suppléants :

- M. Frédéric Mou ;
- M. Thierry Pellemans.

##### TSEEAC de classe principale

##### Titulaires :

- M. Teva Saillard ;
- M. Jeffrey Wong.

##### Suppléants :

- M. Freddy Mou Chin Leung ;
- M. Yves Chene-Taaitoa.

##### TSEEAC de classe normale

##### Titulaires :

- M. Manuel Schneider ;
- M. Heremoana Tetuanui.

##### Suppléants :

- Mme Myriam Reverdy ;
- M. Moana Tetiarahi.

Art. 2. — Le présent arrêté prend effet à compter du 1er janvier 2015. L'arrêté n° 1579 DIR/DGR du 25 novembre 2011 susvisé est abrogé.

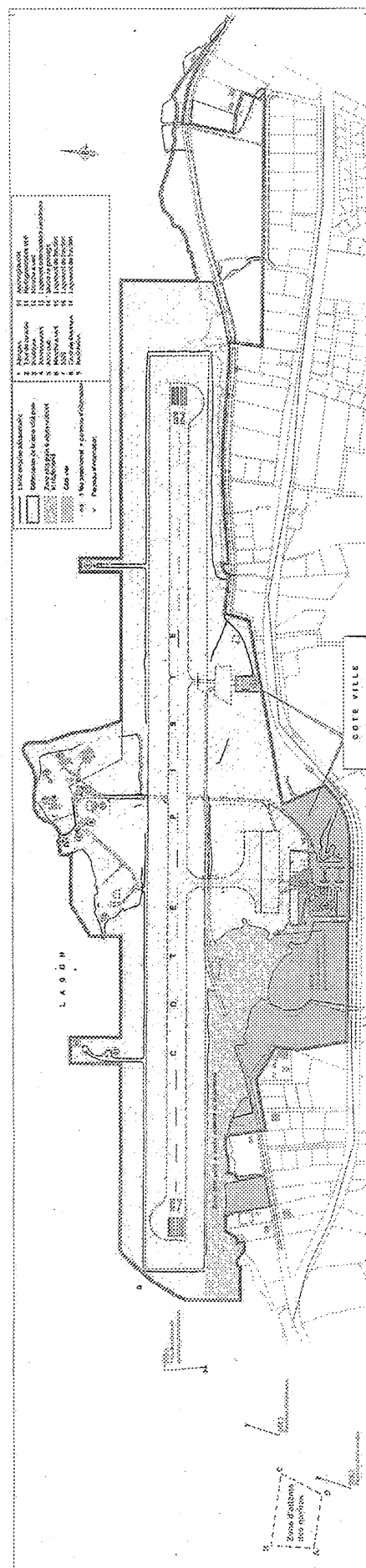
Art. 3. — Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 2014.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

Le secrétaire général  
du haut-commissariat,  
Gilles CANTAL.



**ARRETE n° HC 3 DMME/BRHT/ du 6 janvier 2015 modifiant l'arrêté n° HC 498 DMME/BRHT/mp du 19 décembre 2014 portant composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service déconcentré unique compétent à l'égard des services du haut-commissariat et du secrétariat général pour l'administration de la police.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit de travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 88-123 du 4 février 1988 modifié relatif à la création de comités d'hygiène et de sécurité des services de préfecture ;

Vu le décret n° 2002-916 du 30 mai 2002 modifié relatif aux secrétariats généraux pour l'administration de la police ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté NOR/INT/A/14/16318/A du 21 juillet 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service déconcentré pour les secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté NOR/INT/A/14/16298/A du 21 juillet 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service déconcentré dans certains services déconcentrés du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté NOR/INT/A/14/18988/A du 11 août 2014 portant création des comités techniques de service déconcentré dans certains services déconcentrés d'outre-mer du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté NOR/INT/A/14/24413/A du 23 octobre 2014 relatif au comité technique de proximité placé auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 406 DMME/BRHT/jt du 24 octobre 2014 portant création d'un comité technique unique de proximité placé auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 407 DMME/BRHT/tt du 24 octobre 2014 portant création d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service déconcentré auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 410 DMME/BRHT/mp du 29 octobre 2014 fixant la date et les modalités de vote pour les élections des représentants du personnel au sein du comité technique unique de proximité placé auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 498 DMME/BRHT/mp du 19 décembre 2014 portant composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service déconcentré unique compétent à l'égard des services du haut-commissariat et du secrétariat général pour l'administration de la police ;

Vu le procès-verbal du 4 décembre 2014 de proclamation des résultats de l'élection des représentants du personnel au comité technique de proximité unique compétent à l'égard des services du haut-commissariat et du secrétariat général pour l'administration de la police ;

Vu les courriers n°s HC 1478-1479-1480 DMME/BRHT/mp du 10 décembre 2014 relatifs à la désignation des représentants du personnel au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service déconcentré auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le courrier de la Confédération des syndicats des travailleurs de Polynésie - Force ouvrière en date du 17 décembre 2014 désignant ses représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service déconcentré auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le courrier du syndicat UNSA Intérieur ATS de Polynésie française en date du 18 décembre 2014 désignant ses représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service déconcentré auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le courrier de la Confédération A Ti'a I Mua en date du 19 décembre 2014 désignant ses représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service déconcentré auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le courrier de la Confédération A Ti'a I Mua en date du 5 janvier 2015 modifiant la désignation initiale de ses représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de service déconcentré auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'avis du comité technique placé auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française compétent à l'égard des services du haut-commissariat en date du 3 octobre 2014 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Le II de l'article 1er de l'arrêté n° HC 498 DMME/BRHT/mp du 19 décembre 2014 susvisé est modifié comme suit :

*Au lieu de : "Pour la Confédération A Ti'a I Mua : Titulaires :*

- M. Didier Passelaigues ;
- Mme Rose-Marie Levin.

*Suppléantes :*

Mme Béline Wong ;  
Mme Herenui Teihotaata."

*Lire : "Pour la Confédération A Ti'a I Mua :*

*Titulaires :*

- M. Didier Passelaigues ;
- Mme Béline Wong.

*Suppléantes :*

- Mme Rose-Marie Levin ;
- Mme Herenui Teihotaata."

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice de cabinet, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et le directeur de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 janvier 2015.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,  
Gilles CANTAL.*

**ARRETE n° HC 7 DIE du 7 janvier 2015 portant attribution aux communes de la Polynésie française d'acomptes au titre de la dotation non affectée de fonctionnement (DNAF) et la dotation non affectée d'investissement (DNAI) du Fonds intercommunal de péréquation, pour les mois de janvier à février 2015.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n° HC 2343 DIE du 28 novembre 2014 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 12 novembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° HC 2378 DIE du 3 décembre 2014 portant attribution aux communes de la Polynésie française d'acomptes sur la dotation non affectée de fonctionnement (DNAF) et la dotation non affectée d'investissement (DNAI) du Fonds intercommunal de péréquation, pour le mois de décembre de l'année 2014 ;

Considérant la nécessité d'assurer le versement aux communes de Polynésie française des dotations non affectées du Fonds intercommunal de péréquation jusqu'au vote par le comité des finances locales de son budget pour l'exercice 2015,

Arrête :

Article 1er.— Par anticipation sur les dotations qu'elles percevront au titre de l'exercice 2015, il est attribué aux communes de Polynésie française, pour les mois de janvier à février 2015 inclus, un acompte provisionnel égal à un douzième des montants des dotations non affectées de fonctionnement et des dotations non affectées d'investissement qu'elles ont perçues en 2014 arrondi au franc Pacifique inférieur.

La répartition des dotations par commune figure au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2.— Le versement des acomptes mentionnés ci-dessus interviendra selon les crédits disponibles du Fonds intercommunal de péréquation et à la diligence de monsieur l'administrateur général des finances publiques en Polynésie française au cours des mois considérés.

Art. 3.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 3 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, l'administrateur général des finances publiques en Polynésie française, les trésoriers et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 janvier 2015.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,  
Gilles CANTAL.*

FONDS INTERCOMMUNAL DE PERÉQUATION  
DOTATION NON AFFECTÉE DE FONCTIONNEMENT (DNAF)  
Période de janvier à février 2015

Communes	DNAF 2014 (en Fcfp)	Versements de janvier 2015	Versements de février 2015	Total versements de DNAF de janvier à février 2015
		Mensuel	Mensuel	
Raiavavae	65 295 843	5 441 320	5 441 320	10 882 640
Rapa	52 626 972	4 385 581	4 385 581	8 771 162
Rimatarā	73 324 781	6 110 398	6 110 398	12 220 796
Rurūtu	136 474 033	11 372 836	11 372 836	22 745 672
Tubuai	132 573 897	11 047 824	11 047 824	22 095 648
Total Australes	460 295 526	38 357 959	38 357 959	76 715 918
Amie	404 445 379	33 703 781	33 703 781	67 407 562
Faaa	1 209 230 813	100 769 234	100 769 234	201 538 468
Hitiā e te ra	343 371 405	28 614 283	28 614 283	57 228 566
Mahina	530 901 551	44 241 795	44 241 795	88 483 590
Moorea	688 359 077	57 363 256	57 363 256	114 726 512
Paea	483 842 515	40 320 209	40 320 209	80 640 418
Papara	406 384 748	33 865 395	33 865 395	67 730 790
Papeete	1 362 731 962	113 560 996	113 560 996	227 121 992
Pirae	607 480 818	50 623 401	50 623 401	101 246 802
Punaauia	930 156 069	77 513 005	77 513 005	155 026 010
Taiarapu est	484 415 643	40 367 970	40 367 970	80 735 940
Taiarapu ouest	268 918 104	22 409 842	22 409 842	44 819 684
Teva i Uha	359 183 107	29 931 925	29 931 925	59 863 850
Total IDV	8 079 421 191	673 285 092	673 285 092	1 346 570 184
Fatu Hiva	57 714 927	4 809 577	4 809 577	9 619 154
Hiva Oa	168 925 427	14 077 118	14 077 118	28 154 236
Nuku Hiva	216 263 357	18 021 946	18 021 946	36 043 892
Tahuata	60 736 219	5 061 351	5 061 351	10 122 702
Ua Huka	57 372 735	4 781 061	4 781 061	9 562 122
Ua Pou	157 692 955	13 141 079	13 141 079	26 282 158
Total Marquises	718 705 620	59 892 132	59 892 132	119 784 264
Bora Bora	421 864 782	35 155 398	35 155 398	70 310 796
Heahine	293 363 200	24 446 933	24 446 933	48 893 866
Maupiti	72 291 544	6 024 295	6 024 295	12 048 590
Tahaa	251 075 196	20 922 933	20 922 933	41 845 866
Taputapuataea	196 137 289	16 344 774	16 344 774	32 689 548
Tomaraa	150 650 426	12 554 202	12 554 202	25 108 404
Uaoua	202 836 461	16 903 038	16 903 038	33 806 076
Total ISLV	1 588 218 898	132 351 573	132 351 573	264 703 146
Anaa	74 276 091	6 189 674	6 189 674	12 379 348
Arutua	122 006 102	10 167 175	10 167 175	20 334 350
Eakarava	120 806 346	10 067 195	10 067 195	20 134 390
Fangatau	37 132 657	3 094 388	3 094 388	6 188 776
Gambier	119 175 964	9 931 330	9 931 330	19 862 660
Hao	130 807 236	10 900 602	10 900 602	21 801 204
Hikueru	29 278 281	2 439 856	2 439 856	4 879 712
Makeno	138 901 587	11 575 132	11 575 132	23 150 264
Mamiti	100 524 918	8 377 076	8 377 076	16 754 152
Napuka	37 231 171	3 102 597	3 102 597	6 205 194
Nukunavake	42 871 015	3 572 584	3 572 584	7 145 168
Puka Puka	25 829 946	2 152 495	2 152 495	4 304 990
Rangiroa	216 724 541	18 060 378	18 060 378	36 120 756
Remu	63 828 656	5 319 054	5 319 054	10 638 108
Takarua	96 991 687	8 082 640	8 082 640	16 165 280
Tatakoto	34 971 066	2 914 255	2 914 255	5 828 510
Tureia	34 788 638	2 899 053	2 899 053	5 798 106
Total TG	1 426 145 892	118 845 484	118 845 484	237 690 968
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>12 272 787 127</b>	<b>1 022 732 240</b>	<b>1 022 732 240</b>	<b>2 045 464 480</b>

FONDS INTERCOMMUNAL DE PEREQUATION  
DOTATION NON AFFECTEE D'INVESTISSEMENT (DNAI)  
Période de janvier à février 2015

Communes	DNAI 2014 (en Fcfp)	Versements de janvier 2015	Versements de février 2015	Total versements de DNAI de janvier à février 2015
		Mensuel	Mensuel	
Raiwavae	11 522 796	960 233	960 233	1 920 466
Rapa	9 287 113	773 926	773 926	1 547 852
Rimatara	12 939 667	1 078 305	1 078 305	2 156 610
Rururu	24 083 653	2 006 971	2 006 971	4 013 942
Tubuai	23 395 394	1 949 616	1 949 616	3 899 232
Total Australes	81 228 623	6 769 051	6 769 051	13 538 102
Arue	71 372 714	5 947 726	5 947 726	11 895 452
Faaa	125 872 797	10 489 399	10 489 399	20 978 798
Hitiā o te ra	60 594 954	5 049 579	5 049 579	10 099 158
Mahina	72 501 183	6 041 765	6 041 765	12 083 530
Moorea	102 071 294	8 505 941	8 505 941	17 011 882
Paea	62 621 128	5 218 427	5 218 427	10 436 854
Papara	71 714 955	5 976 246	5 976 246	11 952 492
Papeete	240 482 111	20 040 175	20 040 175	40 080 350
Pirae	60 686 673	5 057 222	5 057 222	10 114 444
Punaauia	164 145 189	13 678 765	13 678 765	27 357 530
Taiarapu est	85 485 114	7 123 759	7 123 759	14 247 518
Taiarapu ouest	47 456 136	3 954 678	3 954 678	7 909 356
Teva i Uta	63 385 254	5 282 104	5 282 104	10 564 208
Total IDV	1 228 389 502	102 365 786	102 365 786	204 731 572
Fatu Hiva	10 184 987	848 748	848 748	1 697 496
Hiva Oa	29 810 369	2 484 197	2 484 197	4 968 394
Nuku Hiva	38 164 122	3 180 343	3 180 343	6 360 686
Tahuata	10 718 156	893 179	893 179	1 786 358
Ua Huka	4 999 267	416 605	416 605	833 210
Ua Pou	27 828 168	2 319 014	2 319 014	4 638 028
Total Marquises	121 705 069	10 142 086	10 142 086	20 284 172
Bora Bora	74 446 726	6 203 893	6 203 893	12 407 786
Huahine	33 054 691	2 754 557	2 754 557	5 509 114
Maupiti	12 757 331	1 063 110	1 063 110	2 126 220
Tahaa	27 842 619	2 320 218	2 320 218	4 640 436
Tapuepuea	21 743 573	1 811 964	1 811 964	3 623 928
Tumaraa	24 609 491	2 050 790	2 050 790	4 101 580
Uturoa	35 791 815	2 982 651	2 982 651	5 965 302
Total ISLV	230 246 246	19 187 183	19 187 183	38 374 366
Anaa	13 107 546	1 092 295	1 092 295	2 184 590
Arutua	21 530 489	1 794 207	1 794 207	3 588 414
Fakarava	21 313 767	1 776 563	1 776 563	3 553 126
Pangatau	6 552 822	546 068	546 068	1 092 136
Gambier	21 031 053	1 752 587	1 752 587	3 505 174
Hao	11 398 099	949 841	949 841	1 899 682
Hikueru	5 166 756	430 563	430 563	861 126
Makemo	24 512 045	2 042 670	2 042 670	4 085 340
Manihi	17 739 691	1 478 307	1 478 307	2 956 614
Napuka	6 570 207	547 517	547 517	1 095 034
Nukutavake	7 565 473	630 456	630 456	1 260 912
Puka Puka	4 558 226	379 852	379 852	759 704
Rangiroa	38 245 507	3 187 125	3 187 125	6 374 250
Reao	11 263 881	938 656	938 656	1 877 312
Takaroa	12 486 110	1 040 509	1 040 509	2 081 018
Talakaio	6 171 365	514 280	514 280	1 028 560
Tureia	5 007 588	417 299	417 299	834 598
Total TG	234 225 625	19 518 795	19 518 795	39 037 590
TOTAL GENERAL	1 895 795 065	157 982 901	157 982 901	315 965 802

FONDS INTERCOMMUNAL DE PEREQUATION  
DOTATION NON AFFECTEE D'INVESTISSEMENT (DNAI)  
Période de janvier à février 2015

Communes	DNAI 2014 (en Fc/p)	Versements de janvier 2015	Versements de février 2015	Total versements de DNAI de janvier à février 2015
		Mensuel	Mensuel	
Raivavae	11 522 796	960 233	960 233	1 920 466
Rapa	9 287 113	773 926	773 926	1 547 852
Rimatara	12 939 667	1 078 303	1 078 303	2 156 610
Rurutu	24 083 653	2 006 971	2 006 971	4 013 942
Tubuai	23 395 394	1 949 616	1 949 616	3 899 232
<b>Total Australes</b>	<b>81 228 623</b>	<b>6 769 051</b>	<b>6 769 051</b>	<b>13 538 102</b>
Arue	71 372 714	5 947 726	5 947 726	11 895 452
Faaa	125 872 797	10 489 399	10 489 399	20 978 798
Hitiaa o te ra	60 594 954	5 049 579	5 049 579	10 099 158
Mahina	72 501 183	6 041 765	6 041 765	12 083 530
Moorea	102 071 294	8 505 941	8 505 941	17 011 882
Paei	62 621 128	5 218 427	5 218 427	10 436 854
Papara	71 714 955	5 976 246	5 976 246	11 952 492
Papeete	240 482 111	20 040 175	20 040 175	40 080 350
Pirae	60 686 673	5 057 222	5 057 222	10 114 444
Punaauia	164 145 189	13 678 765	13 678 765	27 357 530
Taiarapu est	85 485 114	7 123 759	7 123 759	14 247 518
Taiarapu ouest	47 456 136	3 954 678	3 954 678	7 909 356
Teva i Uta	63 385 254	5 282 104	5 282 104	10 564 208
<b>Total IDV</b>	<b>1 228 389 502</b>	<b>102 365 786</b>	<b>102 365 786</b>	<b>204 731 572</b>
Fatu Hiva	10 184 987	848 748	848 748	1 697 496
Hiva Oa	29 810 369	2 484 197	2 484 197	4 968 394
Nuku Hiva	38 164 122	3 180 343	3 180 343	6 360 686
Tahuata	10 718 156	893 179	893 179	1 786 358
Ua Huka	4 999 267	416 605	416 605	833 210
Ua Pou	27 828 168	2 319 014	2 319 014	4 638 028
<b>Total Marquises</b>	<b>121 705 069</b>	<b>10 142 086</b>	<b>10 142 086</b>	<b>20 284 172</b>
Bora Bora	74 446 726	6 203 893	6 203 893	12 407 786
Huahine	33 054 691	2 754 557	2 754 557	5 509 114
Maupiti	12 757 331	1 063 110	1 063 110	2 126 220
Tahaa	27 842 619	2 320 218	2 320 218	4 640 436
Tapitapuatea	21 743 573	1 811 964	1 811 964	3 623 928
Tumaraa	24 609 491	2 050 790	2 050 790	4 101 580
Uuroa	35 791 815	2 982 651	2 982 651	5 965 302
<b>Total ISLV</b>	<b>230 246 246</b>	<b>19 187 183</b>	<b>19 187 183</b>	<b>38 374 366</b>
Anaa	13 107 546	1 092 295	1 092 295	2 184 590
Arutua	21 530 489	1 794 207	1 794 207	3 588 414
Fakarava	21 318 767	1 776 563	1 776 563	3 553 126
Fangatau	6 552 822	546 068	546 068	1 092 136
Gambier	21 031 053	1 752 587	1 752 587	3 505 174
Hao	11 398 099	949 841	949 841	1 899 682
Hikueru	5 166 756	430 563	430 563	861 126
Makemo	24 512 045	2 042 670	2 042 670	4 085 340
Manihi	17 739 691	1 478 307	1 478 307	2 956 614
Napuka	6 570 207	547 517	547 517	1 095 034
Nukunavake	7 565 473	630 456	630 456	1 260 912
Puka Puka	4 558 226	379 852	379 852	759 704
Rangiroa	38 245 507	3 187 125	3 187 125	6 374 250
Reao	11 263 881	938 656	938 656	1 877 312
Takarua	12 486 110	1 040 509	1 040 509	2 081 018
Tatakoto	6 171 365	514 280	514 280	1 028 560
Tureia	5 007 588	417 299	417 299	834 598
<b>Total TG</b>	<b>234 225 625</b>	<b>19 518 795</b>	<b>19 518 795</b>	<b>39 037 590</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 895 795 065</b>	<b>157 982 901</b>	<b>157 982 901</b>	<b>315 265 802</b>



**Par arrêté n° 8 DIE/FIP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 7 janvier 2015— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Mahina pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un chargeur-excavateur", et dénommée ci-après "l'opération".

#### *Description de l'opération*

L'opération consiste en l'acquisition d'un chargeur-excavateur affecté au service technique pour le service environnement, permettant d'effectuer la collecte des végétaux, encombrants et ménagers.

Le montant total de l'opération est fixé à 12 402 500 F CFP, soit 103 932,95 euros.

#### *Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération est arrêté comme suit :

- FIP	3 720 750 F CFP, soit	31 179,89 euros, soit 30 %
- Commune	2 480 500 F CFP, soit	20 786,59 euros, soit 20 %
- Pays	6 201 250 F CFP, soit	51 966,47 euros, soit 50 %
Total	12 402 500 F CFP, soit	103 932,95 euros, soit 100 %

#### *Montant de la dotation affectée*

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Mahina pour la réalisation de l'opération.

Le montant de la dotation est fixé à 30 % du montant réel de l'opération, dans la limite de 3 720 750 F CFP, soit 31 179,89 euros.

#### *Modalités de versement de la dotation affectée*

Le versement de la dotation s'effectuera :

- en une seule fois, à l'achèvement de l'opération et dans la limite des crédits disponibles ;
- sur production d'une demande de versement établie par le maire conformément à l'imprimé FIP et visée par le chef de la subdivision administrative.

La demande du maire sera accompagnée d'un état des mandatements émis visé par le receveur municipal et du procès-verbal de réception.

L'état de mandatement mentionnera les mandats validés et payés par le receveur municipal.

#### *Engagements de la commune*

La commune de Mahina s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;

- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté, dans un délai maximum de 12 mois à compter du démarrage de l'opération au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération dans un délai de 6 mois à partir de la date d'achèvement prévue ci-dessus ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

#### *Conséquences du non-respect des engagements souscrits*

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

#### *Modifications*

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues ci-dessus, relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

**Par arrêté n° 9 DIE/FIP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 7 janvier 2015— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Mahina pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de 2 relais, 7 mobiles et 8 portatifs", et dénommée ci-après "l'opération".

*Description de l'opération*

L'opération consiste en l'acquisition de 2 relais, 7 mobiles et 8 portatifs affecté au centre d'incendie et de secours ainsi que la cellule de crise, permettant de couvrir l'ensemble du territoire de la commune.

Le montant total de l'opération est fixé à 4 555 922 F CFP, soit 38 178,62 euros.

*Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération est arrêté comme suit :

- FIP	2 277 961 F CFP, soit 19 089,31 euros, soit 50 %
- Commune	2 277 961 F CFP, soit 19 089,31 euros, soit 50 %
Total	4 555 922 F CFP, soit 38 178,62 euros, soit 100 %

*Montant de la dotation affectée*

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Mahina pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 50 % du montant réel de l'opération, dans la limite de 2 277 961 F CFP, soit 19 089,31, euros.

*Modalités de versement de la dotation affectée*

Le versement de la dotation s'effectuera :

- en une seule fois, à l'achèvement de l'opération et dans la limite des crédits disponibles ;
- sur production d'une demande de versement établie par le maire conformément à l'imprimé FIP et visée par le chef de la subdivision administrative.

La demande du maire sera accompagnée d'un état des mandatements émis visé par le receveur municipal et du procès-verbal de réception visé par la direction de la défense et de la protection civile.

L'état de mandatement mentionnera les mandats validés et payés par le receveur municipal.

*Engagements de la commune*

La commune de Mahina s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté, dans un délai maximum de 12 mois à compter du démarrage de l'opération au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;

- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération dans un délai de 6 mois à partir de la date d'achèvement prévue ci-dessus ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- à assurer la conformité du matériel en lien avec les services de la DDPG.

*Conséquences du non-respect des engagements souscrits*

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

*Modifications*

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues ci-dessus, relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

**Par arrêté n° 10 DIE/FIP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 7 janvier 2015— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Mahina pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un jet-ski d'intervention pour le centre d'incendie et de secours", et dénommée ci-après "l'opération".

*Description de l'opération*

L'opération consiste en l'acquisition d'un jet-ski d'intervention pour le centre d'incendie et de secours afin de renforcer les moyens d'assistance et de secours dont dispose la commune.

Le montant total de l'opération est fixé à 3 075 000 F CFP, soit 25 768,50 euros.

*Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération est arrêté comme suit :

- FIP	1 537 500 F CFP, soit 12 884,25 euros, soit 50 %
- Commune	1 537 000 F CFP, soit 12 884,25 euros, soit 50 %
Total	3 075 000 F CFP, soit 25 768,50 euros, soit 100 %

*Montant de la dotation affectée*

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Mahina pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 50 % du montant réel de l'opération, dans la limite de 1 537 500 F CFP, soit 12 884,25 euros.

*Modalités de versement de la dotation affectée*

Le versement de la dotation s'effectuera :

- en une seule fois, à l'achèvement de l'opération et dans la limite des crédits disponibles ;
- sur production d'une demande de versement établie par le maire conformément à l'imprimé FIP et visée par le chef de la subdivision administrative.

La demande du maire sera accompagnée d'un état des mandatements émis visé par le receveur municipal et du procès-verbal de réception visé par la direction de la défense et de la protection civile.

L'état de mandatement mentionnera les mandats validés et payés par le receveur municipal.

*Engagements de la commune*

La commune de Mahina s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur,

faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;

- à exécuter cette opération conformément au projet présenté, dans un délai maximum de 12 mois à compter du démarrage de l'opération au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération dans un délai de 6 mois à partir de la date d'achèvement prévue ci-dessus ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- à assurer la conformité du matériel en lien avec les services de la DDPC.

*Conséquences du non-respect des engagements souscrits*

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

*Modifications*

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues ci-dessus, relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

# ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 11 PR du 8 janvier 2015 accordant une dérogation exceptionnelle à l'article 62, IV-B de l'arrêté n° 2619 PR du 2 septembre 2011 modifié relatif aux véhicules de transport en commun du GIE Maire Ouest.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté n° 2619 PR du 2 septembre 2011 modifié relatif aux véhicules de transport en commun ;

Vu le marché public de prestations de services n° 657 du 30 janvier relatif au transport par voie terrestre des élèves domiciliés dans les communes de Uturoa, Tumaraa (côte Ouest), Taputapuataea (côte Est) et scolarisés dans les établissements scolaires du premier degré de Uturoa, Tumaraa, Taputapuataea et dans les établissements scolaires du second degré de Uturoa, par le GIE Maire Ouest ;

Vu la lettre CD/TM n° 702-14 du 16 décembre 2014 du maire de la commune de Taputapuataea, de la commune de Tumaraa, du président du GIE Maire Ouest ;

Vu la lettre n° 1872 MEE du 19 décembre 2014 relative à la mise aux normes des trucks,

Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'article 62-V de l'arrêté n° 2619 CM du 2 septembre 2011 modifié, une dérogation aux obligations prévues au IV-B de cet article est accordée à titre

exceptionnel aux trucks du GIE Maire Ouest, affectés au transport scolaire de l'île de Raiatea et dont la liste suit : n° 6 596 P, 13 055 P, 18 078 P, 44 440 P, 47 981 P, 50 032 P, 51 963 P, 53 488 P, 56 505 P, 56 902 P, 58 243 P, 62 777 P, 64 057 P, 67 823 P, 81 373 P et 94 731 P.

Art. 2.— Cette dérogation prend effet à compter du 1er janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2016 et ne peut être renouvelée après cette date.

Art. 3.— Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation,  
de l'enseignement supérieur,  
de la promotion des langues,  
de la culture et de la communication,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
des transports intérieurs  
et de l'environnement,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 12 PR du 8 janvier 2015 accordant une dérogation exceptionnelle à l'article 62, IV-B de l'arrêté n° 2619 PR du 2 septembre 2011 modifié relatif aux véhicules de transport en commun de la commune de Tumaraa (Raiatea).**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté n° 2619 PR du 2 septembre 2011 modifié relatif aux véhicules de transport en commun ;

Vu la convention n° 981846 du 28 mai 1998 relative au transport par voie terrestre des élèves domiciliés à Fetuna scolarisés dans les établissements scolaires du second degré de Uturoa ;

Vu la lettre CD/TM n° 702-14 du 16 décembre 2014 du maire de la commune de Taputapuataea, de la commune de Tumaraa, du président du GIE Maire Ouest ;

Vu la lettre n° 1872 MEE du 19 décembre 2014 relative à la mise aux normes des trucks,

Arrête :

Article 1er. — Conformément à l'article 62-V de l'arrêté n° 2619 CM du 2 septembre 2011 modifié, une dérogation aux obligations prévues au IV-B de cet article est accordée à titre exceptionnel aux trucks de la commune de Tumaraa, affectés au transport scolaire de l'île de Raiatea et dont la liste suit : n°s 209 577 P, 210 356 P et 210 357 P.

Art. 2. — Cette dérogation prend effet à compter du 1er janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2016 et ne peut être renouvelée après cette date.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation,  
de l'enseignement supérieur,  
de la promotion des langues,  
de la culture et de la communication,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
des transports intérieurs  
et de l'environnement,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 13 PR du 8 janvier 2015 portant modification de la liste annexée à l'arrêté n° 221 PR du 5 mai 2014 et modifiant l'arrêté n° 751 PR du 3 octobre 2014 portant dérogation à l'obligation pour les personnes exerçant la profession d'infirmier en Polynésie française de disposer d'un local pour l'accueil des patients.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2009-14 APF du 14 mai 2009 relative au code de déontologie des infirmiers ;

Vu l'arrêté n° 124 PR du 21 mars 2014 portant dérogation pour les personnes exerçant la profession d'infirmier en Polynésie française de disposer d'un local pour l'accueil des patients ;

Vu l'arrêté n° 221 PR du 5 mai 2014 modifiant la liste annexée à l'arrêté n° 124 PR du 21 mars 2014 portant dérogation à l'obligation pour les personnes exerçant la profession d'infirmier en Polynésie française de disposer d'un local pour l'accueil des patients ;

Vu l'arrêté n° 751 PR du 3 octobre 2014 modifiant la liste annexée à l'arrêté n° 221 PR du 5 mai 2014 portant dérogation à l'obligation pour les personnes exerçant la profession d'infirmier en Polynésie française de disposer d'un local pour l'accueil des patients ;

Vu le courrier du sous-directeur en charge des prestations de santé et de prévention de la Caisse de prévoyance sociale en date du 13 novembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — La liste annexée à l'arrêté n° 221 PR du 5 mai 2014 susvisé, est modifiée comme suit :

- M. Gustave Tahuhuterani est remplacé par Mlle Myriam Pellerin, n° OIPF 446, à compter du 1er octobre 2014 ;
- la zone d'exercice de Mme Nathalie Rodriguez est Raiatea et non pas exclusivement Uturoa.

Art. 2. — L'article 1er, alinéa 7 de l'arrêté n° 751 PR du 3 octobre 2014 est modifié comme suit :

- M. Régis Orand est remplacé par Mme Florence Dugravot, n° OIPF 619, à compter du 16 juin 2014.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 14 PR du 9 janvier 2015 portant autorisation de conventionnement en zone 2 pour un infirmier libéral.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu la délibération n° 99-86 APF du 20 mai 1999 relative à la maîtrise du conventionnement des infirmiers libéraux ;

Vu l'arrêté n° 1804 CM du 27 décembre 2000 fixant les modalités d'examen des conventionnements pouvant être conclu, par zone géographique, entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1666 CM du 21 novembre 2014 relatif au quota de conventionnements complémentaires par zone pour les infirmiers libéraux ;

Vu la demande de conventionnement en zone 2 du requérant ;

Vu l'avis de la commission de régulation des conventionnements des infirmiers libéraux en date du 11 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — M. Sylvain Corrieras est autorisé à bénéficier d'une convention avec l'organisme de gestion des régimes de protection sociale telle que définie par la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale.

Cette convention concerne l'exercice en tant qu'infirmier libéral en zone 2 avec une installation entre Tiarei et Faaone.

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 janvier 2015.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 15 PR du 9 janvier 2015 portant autorisation de conventionnement en zone 2 pour un infirmier libéral.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu la délibération n° 99-86 APF du 20 mai 1999 relative à la maîtrise du conventionnement des infirmiers libéraux ;

Vu l'arrêté n° 1804 CM du 27 décembre 2000 fixant les modalités d'examen des conventionnements pouvant être conclu, par zone géographique, entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1666 CM du 21 novembre 2014 relatif au quota de conventionnements complémentaires par zone pour les infirmiers libéraux ;

Vu la demande de conventionnement en zone 2 de la requérante ;

Vu l'avis de la commission de régulation des conventionnements des infirmiers libéraux en date du 11 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Mme Sabrina Pea est autorisée à bénéficier d'une convention avec l'organisme de gestion des régimes de protection sociale telle que définie par la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale.

Cette convention concerne l'exercice en tant qu'infirmière libérale en zone 2 avec une installation à Taravao.

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 janvier 2015.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

#### VICE-PRESIDENCE

**ARRETE n° 188 VP/DGRH du 8 janvier 2015 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, et interne, avec épreuves, pour le recrutement de 29 assistants socio-éducatifs de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française.**

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 9576 VP du 3 novembre 2014 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur général des ressources humaines ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 modifiée, portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 252 CM du 14 décembre 2004 modifié fixant les modalités, la nature et le programme des épreuves du concours de recrutement des assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1873 CM du 16 décembre 2014 portant autorisation d'ouverture au titre de l'année 2015 de concours relevant de la filière socio-éducative, sportive et culturelle de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la liste des postes d'assistants socio-éducatifs mis en concours jointe en annexe du présent arrêté,

Arrête :

Article 1er. — Est organisé un concours :

1° Externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 20 assistants socio-éducatifs de catégorie B dont :

- 4 postes dans la spécialité "assistant de service social" ;
- 11 postes dans la spécialité "éducateur spécialisé" ;
- 2 postes dans la spécialité "conseiller en économie sociale et familiale" ;
- 3 postes dans la spécialité "éducateur de jeunes enfants" ;

2° Interne, avec épreuves, pour le recrutement de 9 assistants socio-éducatifs de catégorie B.

Art. 2. — Les conditions d'accès au concours, la nature des épreuves et la composition du jury sont celles fixées par la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 modifiée et par l'arrêté n° 252 CM du 14 décembre 2004 modifié.

Art. 3. — Le concours externe est ouvert :

- pour la spécialité "assistant de service social" : aux candidats titulaires du diplôme d'Etat d'assistant de service social ;
- pour la spécialité "éducateur spécialisé" : aux candidats titulaires du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé ;
- pour la spécialité "conseiller en économie sociale et familiale" : aux candidats titulaires du diplôme d'Etat de conseiller en économie familiale et sociale ;
- pour la spécialité "éducateur de jeunes enfants" : aux candidats titulaires du diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants.

L'âge minimum d'admission à concourir est fixé à 18 ans accomplis au 1er janvier 2015. La limite d'âge maximale pour se présenter au concours externe est fixée à 45 ans au 1er janvier 2015 ; elle peut être supprimée ou reculée dans les conditions prévues aux articles 15 à 19 de la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée.

Art. 4. — Le concours interne est ouvert aux fonctionnaires du cadre d'emplois des agents sociaux relevant du statut de la fonction publique de la Polynésie française qui justifient au 1er janvier 2015 de 3 ans au moins de services effectifs dans le cadre d'emplois des agents sociaux, compte tenu pour les fonctionnaires de la période de stage ou de formation.

Art. 5. — Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du vendredi 23 janvier 2015 à la direction générale des ressources humaines, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 40 47 79 00, fax : 40 53 31 12) et sur le site internet : [www.fonction-publique.gov.pf](http://www.fonction-publique.gov.pf).

L'ouverture des inscriptions est fixée au vendredi 23 janvier 2015 et la date de clôture est fixée au lundi 23 février 2015 à 12 heures.

A l'appui du dossier d'inscription, le candidat doit fournir les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité ;
- trois enveloppes autocollantes (16,2 x 22,4) timbrées et libellées à son adresse personnelle ;
- un acte de naissance.

S'agissant du concours externe :

- une copie du diplôme requis ;
- une photocopie du certificat individuel de participation à la journée défense et citoyenneté pour les candidats âgés de moins de 25 ans au 1er janvier 2015.

S'agissant du concours interne : un état détaillé des services publics mentionnant la nature et la durée des fonctions et emplois occupés et précisant s'ils ont été accomplis en qualité de titulaire, de stagiaire ou de contractuel. Cet état est certifié par le directeur des ressources humaines.



Les dossiers d'inscription, accompagnés des pièces requises, doivent parvenir à la direction générale des ressources humaines avant la date et l'heure de clôture des inscriptions.

Tout dossier parvenu à la direction générale des ressources humaines incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à concourir sera affichée dans les locaux de la direction générale des ressources humaines et publiée sur le site internet : [www.fonction-publique.gov.pf](http://www.fonction-publique.gov.pf).

Les candidats autorisés à participer au concours seront convoqués individuellement et informés du lieu et de la date des épreuves.

Art. 6.— Le concours externe comprend deux épreuves d'admission dont une à titre facultatif :

- 1) Un entretien avec le jury pour apprécier les aptitudes des candidats à exercer leur profession dans le cadre des missions remplies par les services et établissements publics chargés de l'action sanitaire et sociale, suivi d'une série de questions portant sur la connaissance de la Polynésie française, de ses institutions, de sa société, de son histoire, de sa culture et de son environnement ; au cours de cet entretien seront également jugées : la présentation, l'expression orale et la motivation du candidat (durée : 30 minutes, coefficient : 4) ;
- 2) Un entretien facultatif en langue tahitienne portant sur un sujet d'ordre général (durée : 20 minutes, coefficient : 3).

La note obtenue à l'épreuve facultative ne peut entrer en ligne de compte en vue de l'admission que pour sa part excédant la note de 10 sur 20.

Art. 7.— Le concours interne comprend les épreuves d'admissibilité et d'admission suivantes :

A) Epreuve d'admissibilité : Une étude de cas comportant une note à établir à partir d'un dossier de 10 pages maximum, sur une situation éducative ou sociale (durée : 3 heures, coefficient : 3).

Peuvent seuls être autorisés à se présenter aux épreuves d'admission du concours interne les candidats déclarés admissibles par le jury.

B) Epreuves d'admission :

- 1) Un entretien avec le jury pour apprécier les aptitudes des candidats à exercer leur profession dans le cadre des missions remplies par les services et établissements publics chargés de l'action sanitaire et sociale, suivi d'une série de questions portant sur la connaissance de la Polynésie française, de ses institutions, de sa société, de son histoire, de sa culture et de son environnement ; au cours de cet entretien seront également jugées : la présentation, l'expression orale et la motivation du candidat (durée : 30 minutes, coefficient : 4) ;
- 2) Un entretien facultatif en langue tahitienne portant sur un sujet d'ordre général (durée : 20 minutes, coefficient : 3).

La note obtenue à l'épreuve facultative ne peut entrer en ligne de compte en vue de l'admission que pour sa part excédant la note de 10 sur 20.

Art. 8.— Un centre d'examen unique sera ouvert à Papeete, Tahiti.

L'épreuve d'admissibilité du concours interne se déroulera le mardi 17 mars 2015.

Les épreuves d'admission du concours externe et du concours interne se dérouleront à partir du lundi 27 avril 2015.

Art. 9.— Le programme de l'épreuve d'admissibilité prévue à l'article 7 ci-dessus est fixé en annexe de l'arrêté n° 252 CM du 14 décembre 2004 modifié.

Art. 10.— Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.

Pour le vice-président

et par délégation :

*Le directeur des ressources humaines,*  
Bruno LONJON.

Annexe n° 1 à l'arrêté n° ..... /VP/DGRH du

E-0188

08 JAN 2015

Listes des postes assistants socio-éducatifs mis à concours

Concours externe : 20 postes

N°	N° poste	Service ou établissement public à caractère administratif	Spécialité	Lieu d'affectation géographique	Date de vacance du poste
1	865	Centre hospitalier de la Polynésie française	Educateur de jeunes enfants	Pirae	19/01/2016
2	869	Centre hospitalier de la Polynésie française	Educateur de jeunes enfants	Pirae	01/10/2015
3	1772	Centre hospitalier de la Polynésie française	Educateur spécialisé	Pirae	02/07/2016
4	193	Direction des affaires sociales	Educateur spécialisé	Mahina-Hitiaa o te ra-Marquises	01/02/2015
5	6018	Direction des affaires sociales	Educateur spécialisé	Huahine	Vacant
6	6024	Direction des affaires sociales	Assistant de service social	Faa'a	01/08/2015
7	6044	Direction des affaires sociales	Conseiller en économie sociale et familiale	Papeete-Australes	03/02/2015
8	6045	Direction des affaires sociales	Assistant de service social	Faa'a	23/06/2015
9	6087	Direction des affaires sociales	Educateur spécialisé	Papara-Teva i uta	08/09/2015
10	9250	Direction des affaires sociales	Conseiller en économie sociale et familiale	Faa'a	03/02/2015
11	9251	Direction des affaires sociales	Assistant de service social	Papeete	03/11/2015
12	9537	Direction des affaires sociales	Assistant de service social	Moorea-Maiao	17/03/2015
13	9540	Direction des affaires sociales	Educateur spécialisé	Taiarapu	01/02/2015
14	9544	Direction des affaires sociales	Educateur spécialisé	Pirae-Arue-Tuamotu Gambiers	08/09/2015
15	251229	Fare tama hau	Educateur spécialisé	Papeete	16/09/2016
16	251246	Fare tama hau	Educateur de jeunes enfants	Papeete	12/05/2017
17	151216	Institut d'insertion médico-éducatif	Educateur spécialisé	Taravao	06/02/2015
18	151217	Institut d'insertion médico-éducatif	Educateur spécialisé	Papeete	17/10/2015
19	151228	Institut d'insertion médico-éducatif	Educateur spécialisé	Pirae	21/10/2015
20	151290	Institut d'insertion médico-éducatif	Educateur spécialisé	Pirae	05/01/2016

Concours interne : 9 postes

N°	N° poste	Service ou établissement public à caractère administratif	Lieu d'affectation géographique	Date de vacance du poste
1	6010	Direction des affaires sociales	Faa'a	03/06/2015
2	6032	Direction des affaires sociales	Papara-Teva i uta	23/06/2015
3	6040	Direction des affaires sociales	Tahaa	24/06/2015
4	6064	Direction des affaires sociales	Papeete-Australes	03/11/2015
5	6083	Direction des affaires sociales	Faa'a	08/12/2015
6	6086	Direction des affaires sociales	Bora-Bora	15/11/2015
7	8448	Direction des affaires sociales	Pirae-Arue-Tuamotu Gambiers	24/06/2015
8	9536	Direction des affaires sociales	Punaauia-Paea	01/04/2015
9	9541	Direction des affaires sociales	Moorea-Maiao	03/02/2015

**ARRETE n° 194 VP/DBF/CDE du 8 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° 36 VP/DBF/CDE du 6 janvier 2015 portant désignation de M. Daniel Toomaru, attaché d'administration, en qualité de contrôleur délégué des dépenses engagées.**

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995, modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 97-37 APF du 27 février 1997 modifiée organisant le contrôle des dépenses engagées de la Polynésie française, de ses établissements publics à caractère administratif et du Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 404 CM du 15 avril 1997 modifié instituant la réglementation relative à la comptabilité des engagements ;

Vu l'arrêté n° 1586 CM du 16 septembre 2010 modifié portant nomination de Mme Hina Tuheiava en qualité de contrôleur des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 1840 CM du 12 décembre 2013 portant création et organisation de la direction du budget et des finances ;

Vu l'arrêté n° 8704 VP du 23 septembre 2014 portant délégation de signature à Mme Hina Tuheiava, contrôleur des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 36 VP/DBF/CDE du 6 janvier 2015 portant désignation de M. Daniel Toomaru, attaché d'administration, en qualité de contrôleur délégué des dépenses engagées,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 36 VP/DBF/CDE du 6 janvier 2015 susvisé est ainsi rédigé :

“En application de l'article 1er, alinéa 5 de la délibération n° 97-37 APF du 27 février 1997 modifiée susvisée, M. Daniel Toomaru, responsable de la cellule CDE-Etablissements publics, est habilité à procéder au visa des propositions d'engagement de dépenses de fonctionnement, y compris des charges de personnel, et d'investissement de l'ensemble des établissements publics à caractère administratif la Polynésie française à l'exclusion du Centre hospitalier de la Polynésie française.

Est expressément exclu de son champ de compétence, le refus de visa des propositions d'engagement”.

Art. 2. — Les autres dispositions de l'arrêté n° 36 VP/DBF/CDE du 6 janvier 2015 restent inchangées.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à M. Daniel Toomaru et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.

Pour le vice-président

et par délégation :

*Le contrôleur des dépenses engagées,*  
Hina TUHEIAVA.

**ARRETE n° 238 VP/DGRH du 9 janvier 2015 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation de classe exceptionnelle du cadre d'emplois des adjoints d'éducation de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2014.**

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 9576 VP du 3 novembre 2014 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur général des ressources humaines ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-121 APF du 12 octobre 2000 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints d'éducation de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1856 CM du 18 décembre 2008 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade d'adjoint d'éducation de classe exceptionnelle du cadre d'emplois des adjoints d'éducation de la fonction publique de la Polynésie française,

## Arrête :

Article 1er. — Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation de classe exceptionnelle du cadre d'emplois des adjoints d'éducation de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2014.

Art. 2. — Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 1856 CM du 18 décembre 2008 susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade d'adjoint d'éducation de classe exceptionnelle est ouvert aux adjoints d'éducation de classe supérieure comptant trois (3) années de service dans le grade et aux adjoints d'éducation de classe normale ayant six (6) ans de service effectif dans le grade et qui justifient d'un titre ou d'un diplôme reconnu par l'Etat, sanctionnant une formation d'une durée totale égale au moins à deux (2) années d'études supérieures après le baccalauréat.

La durée de service requise s'apprécie au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement, soit au 31 décembre 2014.

Art. 3. — Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du lundi 26 janvier 2015 à la direction générale des ressources humaines, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 40 47 79 00, fax : 40 47 79 25) et sur le site internet : [www.fonction-publique.gov.pf](http://www.fonction-publique.gov.pf).

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir : trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale et les pièces ci-dessous :

- concernant les agents relevant du grade d'adjoint d'éducation de classe normale : l'arrêté portant titularisation ou portant intégration et classement dans le grade d'adjoint d'éducation de classe normale de la fonction publique de la Polynésie française et une photocopie du diplôme ou du titre requis ;
- concernant les agents relevant du grade d'adjoint d'éducation de classe supérieure : l'arrêté portant intégration et classement dans le grade d'adjoint d'éducation de classe supérieure de la fonction publique de la Polynésie française ou l'arrêté portant promotion au grade d'adjoint d'éducation de classe supérieure ou l'arrêté portant repositionnement au 1er janvier 2006 dans le grade d'adjoint d'éducation de classe supérieure.

L'ouverture des inscriptions est fixée au lundi 26 janvier 2015 et la date de clôture des inscriptions est fixée au jeudi 26 février 2015 à 12 heures.

Tout dossier parvenu à la direction générale des ressources humaines incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions, ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux de la direction générale des ressources humaines et publiée sur le site internet : [www.fonction-publique.gov.pf](http://www.fonction-publique.gov.pf).

Art. 4. — L'examen professionnel d'accès au grade d'adjoint d'éducation de classe exceptionnelle comporte les épreuves d'admissibilité et d'admission suivantes :

- 1) Epreuve d'admissibilité : Rédaction d'une note à partir d'un cas pratique ou de l'étude d'un dossier en relation avec les fonctions d'adjoint d'éducation (durée : 3 heures, coefficient : 1) ;
- 2) Epreuve d'admission : Un entretien avec le jury portant notamment sur le système éducatif de la Polynésie française (durée : 20 minutes, coefficient : 2).

Le candidat doit avoir obtenu une note de 10 sur 20 à l'épreuve d'admissibilité pour pouvoir se présenter à l'épreuve d'admission.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves est éliminatoire.

Art. 5. — Les candidats autorisés à participer à l'examen professionnel, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date des épreuves.

Un centre d'examen est ouvert à Papeete.

Art. 6. — La date de l'épreuve d'admissibilité est fixée au jeudi 16 avril 2015.

Art. 7. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 janvier 2015.

Pour le vice-président

et par délégation :

*Le directeur des ressources humaines,*  
Bruno LONJON.

**ARRETE n° 239 VP/DGRH du 9 janvier 2015 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent médico-technique principal du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2014 pour les agents non soumis au calcul de l'effectif maximal par grade.**

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 9576 VP du 3 novembre 2014 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur général des ressources humaines ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-250 AT du 14 décembre 1995 modifiée, portant statut particulier du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2006-21 APF du 23 mars 2006 portant modification des dispositions relatives à l'avancement de grade dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 295 CM du 17 mars 1997 modifié relatif à l'examen professionnel d'accès au grade d'agent médico-technique principal du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent médico-technique principal du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2014.

Art. 2. — Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme de l'épreuve et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 295 CM du 17 mars 1997 modifié susvisé.

Le seuil maximum de l'effectif relevant du grade d'agent médico-technique principal étant atteint au titre de l'année 2014, l'examen professionnel d'accès au grade d'agent médico-technique principal est ouvert uniquement aux agents médico-techniques réunissant cinq (5) années de services effectifs dans leur grade, non comprise la période de stage, au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement, soit au 31 décembre 2014, et qui font partie des effectifs des agents non fonctionnaires de l'administration ayant participé à la constitution initiale du cadre d'emplois des agents médico-techniques la fonction publique de la Polynésie française, conformément à l'article 1er de la délibération n° 2006-21 APF du 23 mars 2006.

Art. 3. — Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du lundi 26 janvier 2015 à la direction générale des ressources humaines, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 40 47 79 00, fax : 40 47 79 25) et sur le site internet : [www.fonction-publique.gov.pf](http://www.fonction-publique.gov.pf).

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir : deux enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale, la photocopie de l'arrêté portant intégration et classement dans le cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française, la photocopie de tous les arrêtés accordant une disponibilité.

L'ouverture des inscriptions est fixée au lundi 26 janvier 2015 et la date de clôture des inscriptions est arrêtée au jeudi 26 février 2015 à 12 heures.

Tout dossier parvenu à la direction générale des ressources humaines incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux de la direction générale des ressources humaines et publiée sur le site internet : [www.fonction-publique.gov.pf](http://www.fonction-publique.gov.pf).

Art. 4. — L'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent médico-technique principal est écrit et anonyme.

L'épreuve écrite comporte douze questions techniques permettant d'apprécier les connaissances professionnelles du candidat (durée : 2 heures, notation de 0 à 20 points).

Toute note inférieure à 5 sur 20 à cette épreuve est éliminatoire.

Le programme de l'épreuve ci-dessus est joint par option, en annexe de l'arrêté n° 295 CM du 17 mars 1997 modifié susvisé.

Art. 5. — Les candidats autorisés à participer à l'examen professionnel, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date de l'épreuve.

Un centre d'examen est ouvert à Papeete.

La date de l'épreuve écrite est arrêtée au vendredi 17 avril 2015.

Art. 6. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 janvier 2015.

Pour le vice-président

et par délégation :

*Le directeur des ressources humaines,*  
Bruno LONJON.

**ARRETE n° 249 VP/DGRH du 9 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013.**

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-239 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des éducateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 23029 VP/DGRH/SGC du 18 décembre 2014 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 11 compétente à l'égard des assistants socio-éducatifs, éducateurs des activités physiques et sportives et assistants d'éducation artistique du jeudi 18 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 18 de la délibération n° 95-239 AT du 14 décembre 1995 modifiée, et en l'absence de conditionnants, il ne peut être établi de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives principal, au titre de l'année 2013.

En conséquence, aucun tableau d'avancement n'est établi à ce titre.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 janvier 2015.  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 251 VP du 12 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013.**

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-165 APF du 5 décembre 2002 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des adjoints d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 22982 VP/DGRH/SGC du 18 décembre 2014 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 12 compétente à l'égard des agents sociaux, opérateurs des activités physiques et sportives, adjoints d'éducation artistique du mardi 16 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 12 de la délibération n° 2002-165 APF du 5 décembre 2002 modifiée, aucun poste ne peut être ouvert à la promotion pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 1re classe, au titre de l'année 2013.

En conséquence, aucun tableau d'avancement n'est établi à ce titre.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 janvier 2015.  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 252 VP du 12 janvier 2015 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'agent social qualifié de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013.**

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-237 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des agents sociaux de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 22982 VP/DGRH/SGC du 18 décembre 2014 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 12 compétente à l'égard des agents sociaux, opérateurs des activités physiques et sportives, adjoints d'éducation artistique du mardi 16 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 13 de la délibération n° 95-237 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisées, est inscrite sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'agent social qualifié de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013, Mme Martine Van Bastolaer, née le 28 janvier 1971.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 janvier 2015.  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 253 VP du 12 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'agent social qualifié de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013.**

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-237 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des agents sociaux de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 22982 VP/DGRH/SGC du 18 décembre 2014 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 12 compétente à l'égard des agents sociaux, opérateurs des activités physiques et sportives, adjoints d'éducation artistique du mardi 16 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 12 de la délibération n° 95-237 AT du 14 décembre 1995 modifiée, et en l'absence de conditionnants, il ne peut être établi de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'agent social qualifié de 2e classe, au titre de l'année 2013.

En conséquence, aucun tableau d'avancement n'est établi à ce titre.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 janvier 2015.  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 254 VP du 12 janvier 2015 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'assistant socio-éducatif principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013.**

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 23029 VP/DGRH/SGC du 18 décembre 2014 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 11 compétente à l'égard des assistants socio-éducatifs, éducateurs des activités physiques et sportives et assistants d'éducation artistique du jeudi 18 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 14 de la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre



1995 modifiée susvisées, est inscrit sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'assistant socio-éducatif principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013, M. Ariitai Teiva, né le 29 janvier 1975.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 janvier 2015.  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 255 VP du 12 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'opérateur des activités physiques et sportives qualifié de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013.**

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-240 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des opérateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 22982 VP/DGRH/SGC du 18 décembre 2014 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 12 compétente à l'égard des agents sociaux, opérateurs des activités physiques et sportives, adjoints d'éducation artistique du mardi 16 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 12 de la délibération n° 95-240 AT du 14 décembre 1995 modifiée, et en l'absence de conditionnants, il ne peut être établi de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'opérateur des activités physiques et sportives qualifié, au titre de l'année 2013.

En conséquence, aucun tableau d'avancement n'est établi à ce titre.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 janvier 2015.  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 256 VP du 12 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013.**

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-239 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des éducateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 23029 VP/DGRH/SGC du 18 décembre 2014 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 11 compétente à l'égard des assistants socio-éducatifs, éducateurs des activités physiques et sportives et assistants d'éducation artistique du jeudi 18 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 17 de la délibération n° 95-239 AT du 14 décembre 1995 modifiée, et en l'absence de conditionnants, il ne peut être établi de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives de 1re classe, au titre de l'année 2013.

En conséquence, aucun tableau d'avancement n'est établi à ce titre.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 janvier 2015.  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 257 VP du 12 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'opérateur des activités physiques et sportives principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013.**

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-240 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des opérateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 22982 VP/DGRH/SGC du 18 décembre 2014 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 12 compétente à l'égard des agents sociaux, opérateurs des activités physiques et sportives, adjoints d'éducation artistique du mardi 16 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 13 de la délibération n° 95-240 AT du 14 décembre 1995 modifiée, et en l'absence de conditionnants, il ne peut être établi de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'opérateur des activités physiques et sportives principal, au titre de l'année 2013.

En conséquence, aucun tableau d'avancement n'est établi à ce titre.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 janvier 2015.  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 266 VP du 12 janvier 2015 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2013.**

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-165 APF du 5 décembre 2002 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des adjoints d'éducation artistique de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 22982 VP/DGRH/SGC du 18 décembre 2014 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 12 compétente à l'égard des agents sociaux, opérateurs des activités physiques et sportives, adjoints d'éducation artistique du mardi 16 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 11 de la délibération n° 2002-165 APF du 5 décembre 2002 modifiée, aucun poste ne peut être ouvert à la promotion pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation artistique de 2e classe, au titre de l'année 2013.

En conséquence, aucun tableau d'avancement n'est établi à ce titre.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 janvier 2015.  
Nuihau LAUREY.

**MINISTÈRE DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE,  
DU TOURISME ET DES TRANSPORTS  
AÉRIENS INTERNATIONAUX,  
DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE  
ET DES ENTREPRISES**

**ARRETE n° 210 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant extension de 9 dessins et modèles délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété

industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu les Bulletins officiels de la propriété industrielle n° 2014-25 et n° 2014-26 des 5 et 19 décembre 2014,

#### Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) publiés dans le BOPI susvisé et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

## ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 9 DESSINS ET MODELES DELIVRES PAR L'INPI

BOPI n°2014-25 du 05 décembre 2014

Articles d'habillement et mercerie  
(Classe 02)

## Classement 02-07

No(s) de publication : 952 063 à 952 065

No(s) d'enregistrement ou national : 2014 3491

Dépôt du 3 avril 2014, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 3

Nombre total de reproductions : 3

Déposant(s) : ARTHUS BERTRAND, Société à Responsabilité

Limitée à Associé Unique, 6 rue Royale, 75008

PARIS, No SIREN : 383127172

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET HERRBURGER, 115 Boulevard Haussmann,

75008 PARIS

No national objet de la division : 14 1493

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Collection papillon bouton de manchette

Collection sphère Bouton de manchette

Collection Zeste bouton de manchette

D.M. n° 1 à 3 : 1 repr.

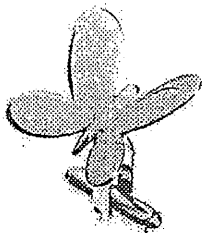
Date de publication : 5 décembre 2014

Description :

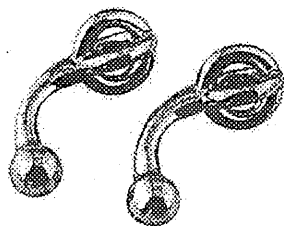
Repr. 1-1 : Bouton de manchette papillon or

Repr. 2-1 : Argent

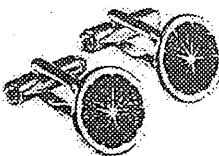
Repr. 3-1 : Bouton de manchette zeste orange, argent.



1-1 Reproduction déposée en couleur 952 063



2-1 Reproduction déposée en couleur 952 064



3-1 Reproduction déposée en couleur 952 065

Articles de voyage, étuis, parasols et objets  
personnels, non compris dans d'autres classes  
(Classe 03)

## Classement 03-01

No(s) de publication : 952 100

No(s) d'enregistrement ou national : 2014 3490

Dépôt du 3 avril 2014, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 1

Déposant(s) : ARTHUS BERTRAND, Société à Responsabilité

Limitée à Associé Unique, 6 rue Royale, 75008

PARIS, No SIREN : 383127172

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET HERRBURGER, 115 Boulevard Haussmann,

75008 PARIS

No national objet de la division : 14 1493

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Collection zeste porte clé

D.M. n° 1 : 1 repr.

Date de publication : 5 décembre 2014

Description : Repr. 1-1 : Argent.



1-1 Reproduction déposée en couleur 952 100

Objets d'ornement  
(Classe 11)

## Classement 11-01

No(s) de publication : 952 402 à 952 442

No(s) d'enregistrement ou national : 2014 1493

Dépôt du 3 avril 2014, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 41

Nombre total de reproductions : 41

Déposant(s) : ARTHUS BERTRAND, Société à Responsabilité

Limitée à Associé Unique, 6 rue Royale, 75008

PARIS, No SIREN : 383127172

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET HERRBURGER, 115 Boulevard Haussmann,

75008 PARIS

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) :

Collection Onde bracelet

Collection Onde collier

Collection Onde manchette

Collection Papillon bague

Collection Papillon boucle d'oreille

Collection papillon bracelet

Collection papillon pendentif

Collection papillon sautoir

Collection Princesse bague

Collection Princesse boucle d'oreille

Collection Princesse collier

Collection rencontre bague

Collection rencontre manchette

Collection Royale boucle d'oreille

Collection Royale bracelet

Collection Royale collier

Collection sphère boucle d'oreille

Collection sphère bracelet

Collection sphère pendentif

Collection sphère sautoir

Collection tendre pensée boucle d'oreille

Collection tendre pensée bracelet

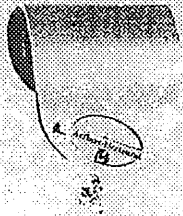
Collection tendre pensée

Collier Collection tendre pensée pendentif

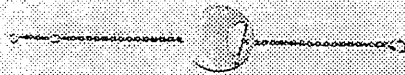
Collection Zeste boucle d'oreille

Collection Zeste bracelet

Collection zeste collier  
 Collection zeste pendentif  
 Collection zeste sautoir  
 D.M. n° 1 à 9, 11 à 27, 29 à 36, 38 à 42, 44 et 45 : 1 repr.  
 Date de publication : 5 décembre 2014  
 Description : Repr. 1-1 : Bracelet manchette argent. Repr. 2-1 : Bracelet argent. Repr. 3-1 : Bracelet or. Repr. 4-1 : Collier argent. Repr. 5-1 : Collier or. Repr. 6-1 : Argent et cuir rose. Repr. 7-1 : Collection Papillon bagues. Repr. 8-1 : Boucle d'oreilles hameçon papillon or. Repr. 9-1 : Boucle d'oreilles hameçon papillon or. Repr. 11-1 : Chaîne or. Repr. 12-1 : Cordon cuir et or. Repr. 13-1 : Pendentif papillon or. Repr. 14-1 : Chaîne or. Repr. 15-1 : Or et diamant. Repr. 16-1 : Or et diamants. Repr. 17-1 : Or et diamants. Repr. 18-1 : Argent. Repr. 19-1 : Or 18 carats et diamants. Repr. 20-1 : Argent. Repr. 21-1 : Or 18 carats et diamants. Repr. 22-1 : Or. Repr. 23-1 : Chaîne or. Repr. 24-1 : Or et cuir. Repr. 25-1 : Or. Repr. 26-1 : Chaîne or. Repr. 27-1 : Argent. Repr. 29-1 : Argent cordon cuir. Repr. 30-1 : Argent. Repr. 31-1 : Argent. Repr. 32-1 : Or. Repr. 33-1 : Or. Repr. 34-1 : Or. Repr. 35-1 : Or. Repr. 36-1 : Boucle d'oreille zeste vert, argent. Repr. 38-1 : Bracelet zeste charms multi, argent. Repr. 39-1 : Bracelet zeste charms vert, argent. Repr. 40-1 : Bracelet zeste grand modèle vert, argent. Repr. 41-1 : Bracelet zeste petit modèle vert, argent. Repr. 42-1 : Argent. Repr. 44-1 : Argent. Repr. 45-1 : Argent.



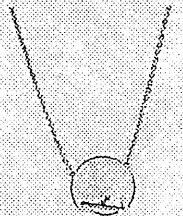
1-1 Reproduction déposée en couleur 952 402



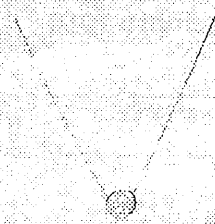
2-1 Reproduction déposée en couleur 952 403



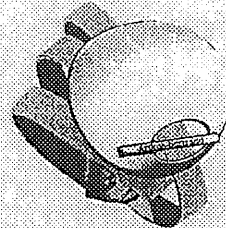
3-1 Reproduction déposée en couleur 952 404



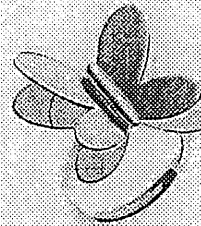
4-1 Reproduction déposée en couleur 952 405



5-1 Reproduction déposée en couleur 952 406



6-1 Reproduction déposée en couleur 952 407



7-1 Reproduction déposée en couleur 952 408



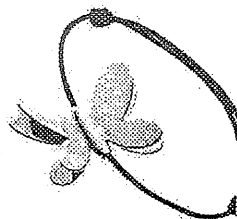
8-1 Reproduction déposée en couleur 952 409



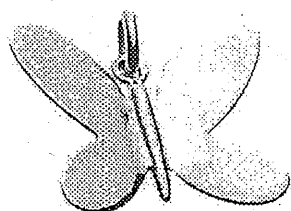
9-1 Reproduction déposée en couleur 952 410



11-1 Reproduction déposée en couleur 952 411



12-1 Reproduction déposée en couleur 952 412



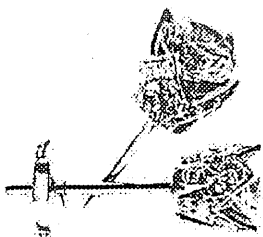
13-1 Reproduction déposée en couleur 952 4



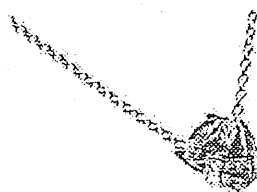
14-1 Reproduction déposée en couleur 952 414



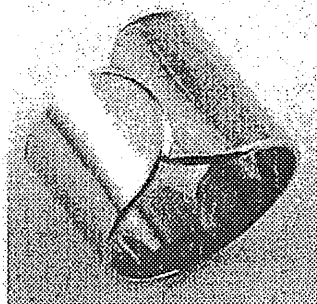
15-1 Reproduction déposée en couleur 952 415



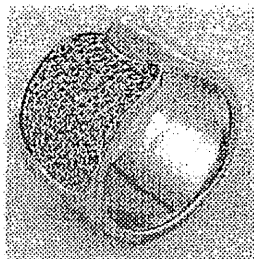
16-1 Reproduction déposée en couleur 952 416



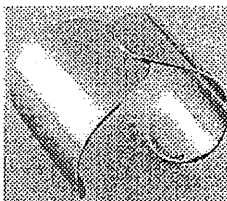
17-1 Reproduction déposée en couleur 952 417



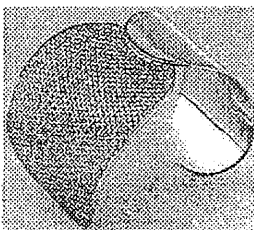
18-1 Reproduction déposée en couleur 952 418



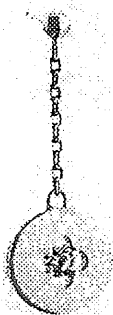
19-1 Reproduction déposée en couleur 952 419



20-1 Reproduction déposée en couleur 952 420



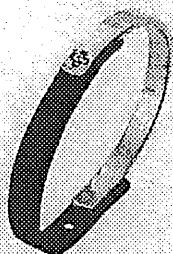
21-1 Reproduction déposée en couleur 952 421



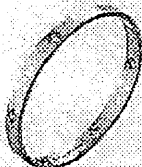
22-1 Reproduction déposée en couleur 952 422



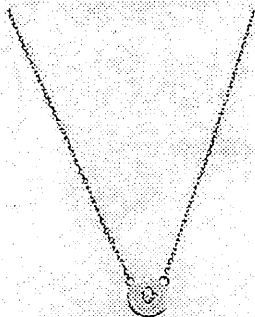
23-1 Reproduction déposée en couleur 952 423



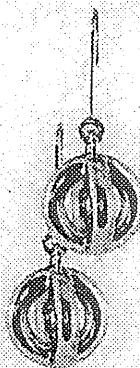
24-1 Reproduction déposée en couleur 952 424



25-1 Reproduction déposée en couleur 952 425



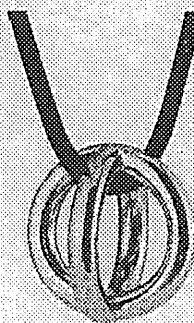
26-1 Reproduction déposée en couleur 952 426



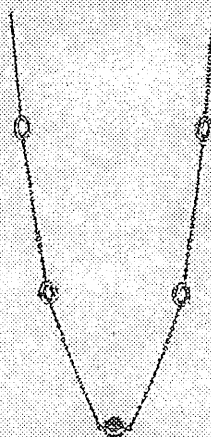
27-1 Reproduction déposée en couleur 952 427



29-1 Reproduction déposée en couleur 952 428

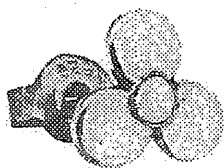


30-1 Reproduction déposée en couleur 952 429



31-1 Reproduction déposée en couleur 952 430





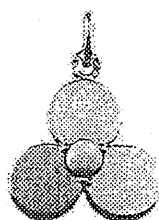
32-1 Reproduction déposée en couleur 952 431



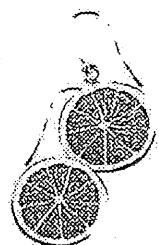
33-1 Reproduction déposée en couleur 952 432



34-1 Reproduction déposée en couleur 952 433



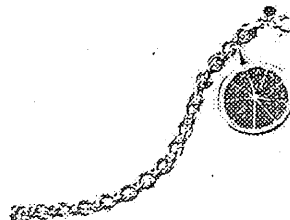
35-1 Reproduction déposée en couleur 952 434



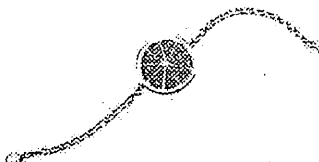
36-1 Reproduction déposée en couleur 952 435



38-1 Reproduction déposée en couleur 952 436



39-1 Reproduction déposée en couleur 952 437



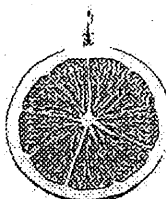
40-1 Reproduction déposée en couleur 952 438



41-1 Reproduction déposée en couleur 952 439



42-1 Reproduction déposée en couleur 952 440



44-1 Reproduction déposée en couleur 952 441



45-1 Reproduction déposée en couleur 952 442

Classement 11-01<sup>1</sup>  
 No(s) de publication 952 517 à 952 521  
 No(s) d'enregistrement au national : 2014 4602  
 Dépôt du 13 octobre 2014, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE  
 Nombre total de dessins ou modèles : 5

Nombre total de reproductions : 5

Déposant(s) : SABLE CHAUD, Société à Responsabilité Limitée, 46 route de Saint-Vincent, 34300 AGDE, N° SIREN : 524008851

Mandataire ou destinataire de la correspondance : REGIMBEAU Mme DUPAIN Esther, La Coupole Sud, 329 rue Léon Blum, 34000 MONTPELLIER

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Bracelet

D.M. n° 1 à 5 : 1 repr.

Date de publication : 5 décembre 2014

Description :

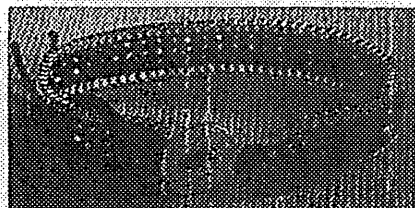
Repr. 1-1 : Vue en perspective

Repr. 2-1 : Vue en perspective

Repr. 3-1 : Vue en perspective

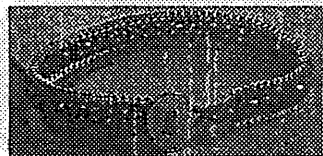
Repr. 4-1 : Vue en perspective

Repr. 5-1 : Vue en perspective.



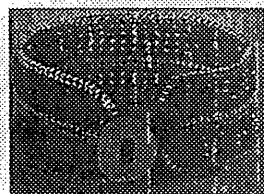
1-1

952 517



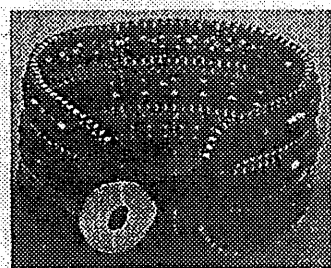
2-1

952 518



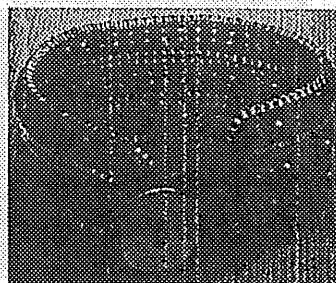
3-1

952 519



4-1

952 520



5-1

952 521

### Symboles graphiques et logos, motifs décoratifs pour surfaces, ornementation (Classe 32)

Classement 32-00

N°(s) de publication 952 782

N°(s) d'enregistrement ou national : 2014 3371

Dépôt du 28 juillet 2014, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 1

Déposant(s) : GUILLAUME Fabrice, 27 rue des Avettes, 35740 PACE

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

GUILLAUME Fabrice, 27 rue des Avettes, 35740 PACE

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Logo

D.M. n° 1 : 1 repr.

Date de publication : 5 décembre 2014

Description : Repr. 1-1 : Représentation graphique du mot "Malogefa".

**Malogefa**

1-1 Reproduction déposée en couleur 952 782

**BOPI n°2014-26 du 19 décembre 2014**

### Ameublement (Classe 06)

Classement 06-01

N°(s) de publication 953 141 à 953 152

N°(s) d'enregistrement ou national : 2014 4063

Dépôt du 12 septembre 2014, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 4

Nombre total de reproductions : 12

Déposant(s) : GAILLARD RONDINO, SA, Rue de l'Industrie - SAVIGNEUX, 42604 MONTBRISON CEDEX, N°

SIREN : 391983285

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

GAILLARD RONDINO, BP 195, 42604 MONTBRISON CEDEX

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Banc Ø Banquette

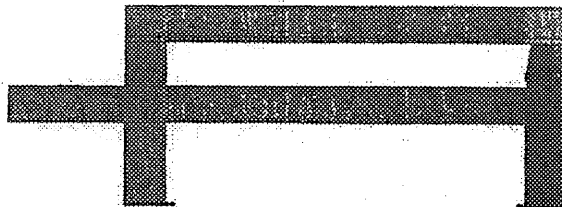
D.M. n° 1 à 4 : 3 repr.

Date de publication : 19 décembre 2014

Description :

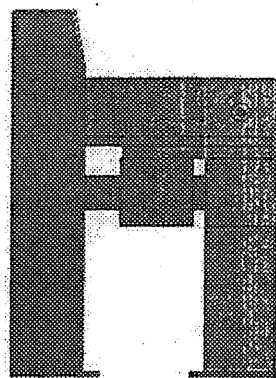
Repr. 1-1 : Banc Armor. Vue de face.

Repr.1-2 : Banc Armor. Vue de côté.  
 Repr. 1-3 : Banc Armor. Vue en perspective.  
 Repr. 2-1 : Banc Armor Ti. Vue de face.  
 Repr. 2-2 : Banc Armor Ti. Vue de côté.  
 Repr.2-3 : Banc Armor Ti. Vue en perspective.  
 Repr. 3-1 : Banquette Armor Ti. Vue de face.  
 Repr. 3-2 : Banquette Armor Ti. Vue de côté.  
 Repr. 3-3 : Banquette Armor Ti. Vue en perspective.  
 Repr. 4-1 : Banquette Armor. Vue de face.  
 Repr. 4-2 : Banquette Armor. Vue de côté.  
 Repr. 4-3 : Banquette Armor. Vue en perspective.



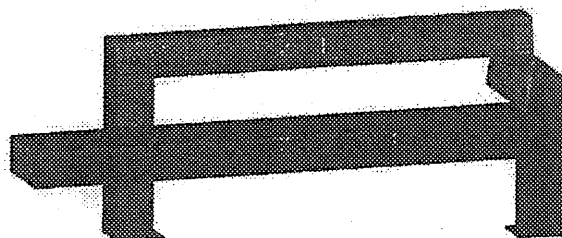
1-1

953 141



1-2

953 142



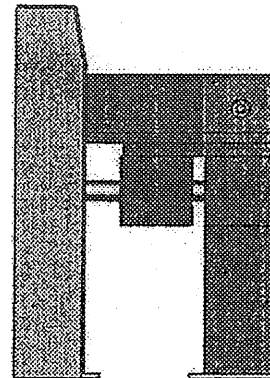
1-3

953 143



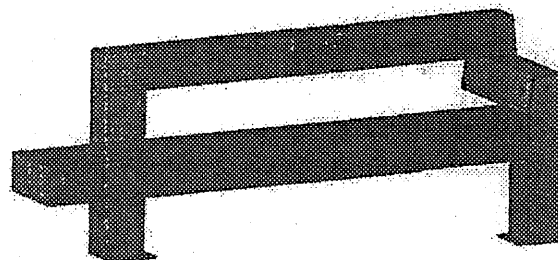
2-1

953 144



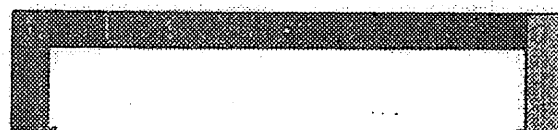
2-2

953 145



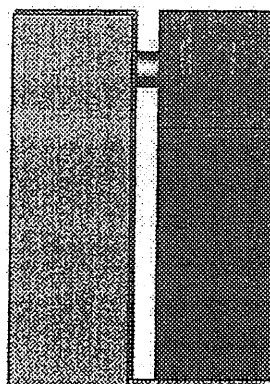
2-3

953 146



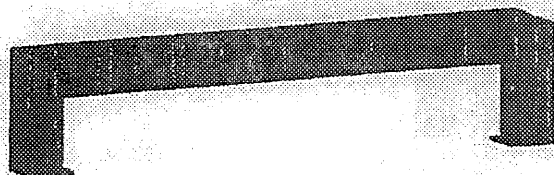
3-1

953 147



3-2

953 148



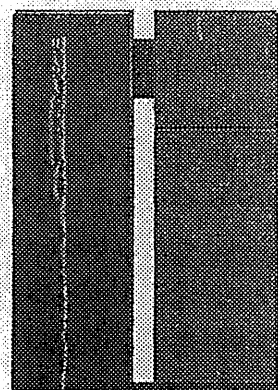
3-3

953 149



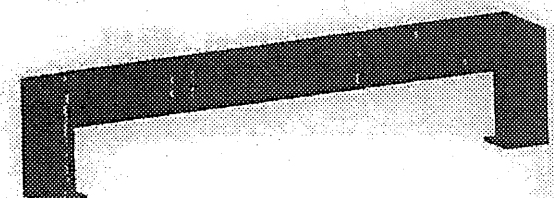
4-1

953 150



4-2

953 151



4-3

953 152

Articles de photographie, de cinématographie ou  
d'optique  
(Classe 16)

**Classement 16-06**

No(s) de publication 953 302 à 953 308

No(s) d'enregistrement ou national : 2014 0856

Dépôt du 21 février 2014, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 2

Nombre total de reproductions : 7

Déposant(s) : ADCL, SA, 17 rue de L'Acacia, 93100

MONTREUIL, No SIREN : 398200477

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ADCL, 17 rue de L'Acacia, 93100 MONTREUIL

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

*Nature du (des) objet(s) :* Branche de lunettes avec fonction  
décapsuleur

D.M. n° 1 : 4 repr.

D.M. n° 2 : 3 repr.

Date de publication : 19 décembre 2014

Description :

*Repr. 1-1 :* Dessin technique. Grâce à la découpe particulière de la  
branche et de son renfort métallique, ces branches de lunettes  
permettent de décapsuler une bouteille type soda ou autre.

*Repr. 1-2 :* Dessin technique. Grâce à la découpe particulière de la  
branche et de son renfort métallique, ces branches de lunettes  
permettent de décapsuler une bouteille type soda ou autre.

*Repr. 1-3 :* Dessin technique. Grâce à la découpe particulière de la  
branche et de son renfort métallique, ces branches de lunettes  
permettent de décapsuler une bouteille type soda ou autre.

*Repr. 1-4 :* Dessin technique. Grâce à la découpe particulière de la  
branche et de son renfort métallique, ces branches de lunettes  
permettent de décapsuler une bouteille type soda ou autre.

*Repr. 2-1 :* Dessin technique. Grâce à la découpe particulière de la  
branche et de son renfort métallique, ces branches de lunettes  
permettent de décapsuler une bouteille type soda ou autre.

*Repr. 2-2 :* Dessin technique. Grâce à la découpe particulière de la  
branche et de son renfort métallique, ces branches de lunettes  
permettent de décapsuler une bouteille type soda ou autre.

*Repr. 2-3 :* Dessin technique. Grâce à la découpe particulière de la  
branche et de son renfort métallique, ces branches de lunettes  
permettent de décapsuler une bouteille type soda ou autre.



1-1

953 302



1-2

953 303



1-3

953 304



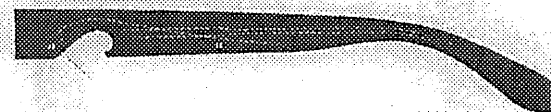
1-4

953 305



2-1

953 306



2-2

953 307



2-3

953 308

**Jeux, jouets, tentes et articles de sport  
(Classe 21)**

**Classement 21-01**

No(s) de publication : 953 335 à 953 337

No(s) d'enregistrement ou national : 2014 2376

Dépôt du 3 juin 2014, à INPI RHONE ALPES GRENOBLE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 3

Déposant(s) : NZIH OSSAH Thomas, Benjamin, 19 Place Beaumarchais, 38130 ECHIROLLES

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

NZIH OSSAH Thomas Benjamin, 19 place Beaumarchais, 38130 ECHIROLLES

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Jeu de société

D.M. n° 1 : 3 repr.

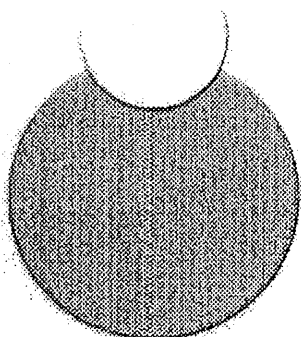
Date de publication : 19 décembre 2014

Description :

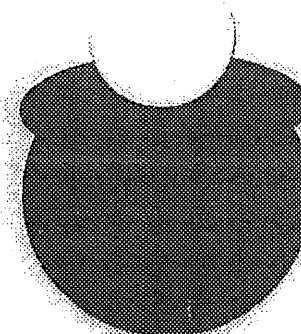
Repr. 1-1 : Figurine de jeu, sans cape.

Repr. 1-2 : Figurine de jeu, avec cape

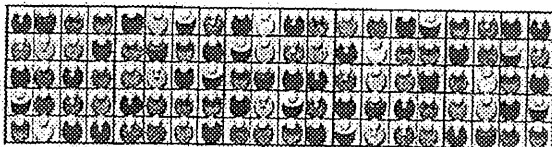
Repr. 1-3 : Grille de jeu avec figurines.



1-1 Reproduction déposée en couleur 953 335



1-2 Reproduction déposée en couleur 953 336



1-3 Reproduction déposée en couleur 953 337

**Symboles graphiques et logos, motifs décoratifs  
pour surfaces, ornementation  
(Classe 32)**

**Classement 32-00**

No(s) de publication : 953 474

No(s) d'enregistrement ou national : 2014 2413

Dépôt du 4 juin 2014, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 1

Déposant(s) : CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DE

SAGES-FEMMES, Association, 168 rue de Grenelle,

75007 PARIS, N° SIREN : 784401549

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DE SAGES-FEMMES,

Mme KELLER Marie-Josée, 168 rue de Grenelle,

75007 PARIS

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) objet(s) : Logo de l'ordre des Sages femmes

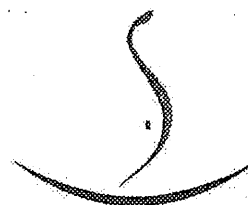
D.M. n° 1 : 1 repr.

Date de publication : 19 décembre 2014

Durée de l'enregistrement du dessin : 10 ans

Description :

Repr. 1-1 : Dessin susceptible d'être apposé sur tout support, avec des déclinaisons en noir et blanc et couleur.



**ORDRE DES SAGES-FEMMES**

Conseil National

1-1 Reproduction déposée en couleur 953 474

**ARRETE n° 211 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant extension de 73 marques renouvelées par l'Institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1, dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-47 du 21 novembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) publiés dans le BOPI susvisé et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISIONS D'EXTENSION PAR LA POLYNESIE FRANCAISE DE 73  
MARQUES FRANCAISES DANS LE CADRE DE LEUR  
RENOUVELLEMENT**

**BOPI n° 2014-47 du 21/11/2014**

**Date de la déclaration de renouvellement : 8 JUILLET 2014**

**Déclarant : COTTA VOZ Bernadette, Grissac, 2 chemin du Port d'Espeau, 33710 PRIGNAC MARCAMPES**

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Mme COTTA VOZ Bernadette, Grissac, 2 chemin du Port d'Espeau, 33710 PRIGNAC MARCAMPES.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement : 1 261 503**

**Marque française**

**Signe concerné : Château de Grissac**

**Date du dépôt : 24 JANVIER 1984**

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/12**

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension : Polynésie française.**

**Classes de produits et de services : 33.**

**Date de la déclaration de renouvellement : 22 SEPTEMBRE 2014**

**Déclarant : TOKYO COSMOS ELECTRIC CO., LTD., société de droit japonais, 12-1, Sobudai 2-chome, Zama-shi, KANAGAWA 252-8550, JAPON**

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

SANTARELLI, 14, avenue de la Grande Armée, 75017 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement : 1 287 053**

**Marque française**

**Signe concerné : TOCOS**

**Date du dépôt : 18 OCTOBRE 1984**

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/44**

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension : Polynésie française.**

**Classes de produits et de services : 9.**

**Date de la déclaration de renouvellement : 16 SEPTEMBRE 2014**

**Déclarant : BACCARAT, société anonyme, 2 rue des Cristalleries, 54120 BACCARAT**

**No SIREN : 760 800 060**

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

MEYER & Partenaires, M. LORENTZ Pierre, Espace Européen de l'Entreprise, 4 rue de Dublin, 67300 SCHILTIGHEIM.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement : 1 287 918**

**Marque française**

**Signe concerné : BACCARAT (semi-figurative)**

**Date du dépôt : 24 SEPTEMBRE 1984**

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/48**

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension : Polynésie française.**

**Classes de produits et de services : 21.**

**Date de la déclaration de renouvellement : 16 SEPTEMBRE 2014**

**Déclarant : BACCARAT, société anonyme, 2 rue des Cristalleries, 54120 BACCARAT**

**No SIREN : 760 800 060**

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

MEYER & Partenaires, M. LORENTZ Pierre, Espace Européen de l'Entreprise, 4 rue de Dublin, 67300 SCHILTIGHEIM.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement : 1 287 919**

**Marque française**

**Signe concerné : BACCARAT**

**Date du dépôt : 24 SEPTEMBRE 1984**

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/48**

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension : Polynésie française.**

**Classes de produits et de services : 21.**

**Date de la déclaration de renouvellement : 15 SEPTEMBRE 2014**

**Déclarant : BIOFARMA, société par actions simplifiée, 50 rue Carnot, 92284 SURESNES cedex**

**No SIREN : 542 072 459**

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques : 306 009**

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

BIOFARMA, 50 rue Carnot, 92284 SURESNES cedex.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement : 1 288 645**

**Marque française**

**Signe concerné : MEDICOGRAPHIA (semi-figurative)**

**Date du dépôt : 5 NOVEMBRE 1984**

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/01**

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension : Polynésie française.**

**Classes de produits et de services : 16.**

**Date de la déclaration de renouvellement : 15 SEPTEMBRE 2014**

**Déclarant : LABORATOIRES OMEGA PHARMA FRANCE, Société par Actions Simplifiée, 20 rue André Gide, 92320 CHATILLON**

**No SIREN : 542 044 656**

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques : 618 911**

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement : 1 290 591**

**Marque française**

**Signe concerné : SCANIL**

**Date du dépôt : 24 OCTOBRE 1984**

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/40**

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension : Polynésie française.**

**Classes de produits et de services : 5.**

**Date de la déclaration de renouvellement : 17 SEPTEMBRE 2014**

**Déclarant : LABORATOIRE DU DERMOPHIL INDIEN, société anonyme, LA BRINDOSSIERE, 61600 MAGNY-LE-DESERT**



No SIREN : 375 650 116

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BOETTCHER, Mle LERAT Charlotte, 16 rue Médéric, 75017 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 534 704

Marque française

Signe concerné : DERMO KID'S (semi-figurative)

Date du dépôt : 2 SEPTEMBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/31

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : PURE FISHING INC., Société américaine organisée selon les lois de l'Iowa, 1900 18th Street, 51360 SPIRIT LAKE, IOWA, Etats-Unis d'Amérique

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 188 199 - 403 124 - 509 193

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

WIPAW, M. LE BELLOUR Eric, 21 Place de la République, 75003 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 535 381

Marque française

Signe concerné : SPIDERWIRE

Date du dépôt : 8 SEPTEMBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/12

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : Bristol-Myers Squibb, Société à responsabilité limitée, 3 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL-MALMAISON

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

BOURGEOIS REZAC MIGNON, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 536 042

Marque française

Signe concerné : RENAL+

Date du dépôt : 14 SEPTEMBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/44

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : MULTI THEMATIQUES, Société par actions simplifiée à associé unique, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX

No SIREN : 402 314 140

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 513 787

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CLAIRMONT AVOCATS, M. Barissat Laurent, 9 rue Pierre le Grand, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 536 375

Marque française

Signe concerné : LE CLUB

Date du dépôt : 16 SEPTEMBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/26

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : WARNACO U.S., Inc., Société de droit américain, 200 Madison Avenue, New York, NEW YORK 10016, Etats-Unis d'Amérique

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 197 789

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

BLETRY ET ASSOCIES, Mme LEVY ANNE, 23 Rue du Renard, 75004 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 536 518

Marque française

Signe concerné : WARNER'S INVISIBLES

Date du dépôt : 19 SEPTEMBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/53

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION (AFNOR), Association reconnue d'utilité publique, régie par la loi du 1er juillet 1901, 11, rue Francis de Pressensé, 93210 LA PLAINE SAINT-DENIS

No SIREN : 775 724 818

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 467 389 - 451 686

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ERNEST GUTMANN-YVES PLASSERAUS, SAS, 3 rue Auber, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 536 846

Marque française

Signe concerné : IMS INTERNATIONAL MEDIA SERVICES (semifigurative)

Date du dépôt : 21 SEPTEMBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/34

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 28, 35, 38, 41, 42, 43, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 18 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : ANDROS, Société en nom collectif, Zone Industrielle,  
 46130 BIARS SUR CERE  
 No SIREN : 428 682 447  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
 Registre National des Marques : 369 109  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 PROMARK, M. Moreau Nicolas, 152 avenue des Champs  
 Elysées, 75008 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 94 536 871  
 Marque française  
 Signe concerné : FORT EN FRUITS  
 Date du dépôt : 21 SEPTEMBRE 1994  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 04/44  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 18 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : RESERVOIR PROD, Société par actions simplifiée à  
 associé unique, 101-103 boulevard Murat, 75016 PARIS  
 No SIREN : 432 411 502  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
 Registre National des Marques : 373 820  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 TMARK CONSEILS, M. DEBAISIEUX Nicolas, 31 rue Tronchet,  
 75008 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 94 537 955  
 Marque française  
 Signe concerné : CA SE DISCUTE  
 Date du dépôt : 28 SEPTEMBRE 1994  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 04/40  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 25, 26, 28, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : VE WONG CORPORATION, Société organisée sous  
 les lois de Taiwan, 5th Floor, No. 79 Chung Shan N. Road, Sec. 2,  
 10419 TAIPEI, 10419 TAIWAN, Chine, République populaire  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 SELAS CASALONGA, Mme CASALONGA Caroline, 5/7 avenue  
 Percier, 75008 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 94 538 001  
 Marque française  
 Signe concerné : HOT OF HOTS (semi-figurative)  
 Date du dépôt : 29 SEPTEMBRE 1994  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 04/51  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 18 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : SALVEPAR, Société anonyme, 32 rue de Monceau,  
 75008 PARIS  
 No SIREN : 552 004 327  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 CABINET WEINSTEIN, 56A rue du Faubourg Saint Honoré, 75008  
 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 94 538 502  
 Marque française  
 Signe concerné : SALVEPAR (semi-figurative)  
 Date du dépôt : 3 OCTOBRE 1994  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 05/02  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 35, 36, 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : CEDH – CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE  
 DEVELOPPEMENT DE L'HOMÉOPATHIE, Société à responsabilité  
 limitée, 38 Rue des Mathurins, 75008 PARIS  
 No SIREN : 347 726 465  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 Cabinet PLASSERAUD, Mme MEUNIER-COEUR Isabelle, 235  
 Cours Lafayette, 69006 LYON.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 94 538 967  
 Marque française  
 Signe concerné : CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE  
 DEVELOPPEMENT DE L'HOMÉOPATHIE – C.E.D.H.  
 Date du dépôt : 28 SEPTEMBRE 1994  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 05/05  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 16, 35, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : GIE BNP Paribas Cardif, groupement d'intérêt  
 économique, 1 boulevard Haussmann, 75009 PARIS  
 No SIREN : 318 246 899  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
 Registre National des Marques : 401 353  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 Wilson & Berthelot, Mme Wilson Claire, 22 rue Bergère, 75009  
 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 94 539 534  
 Marque française  
 Signe concerné : NATIO-VIE RETRAITE PROFESSIONNELS  
 Date du dépôt : 10 OCTOBRE 1994  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 05/03  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 SEPTEMBRE 2014  
Déclarant : AMUNDI, Société Anonyme, 90 Boulevard Pasteur,  
75015 PARIS

No SIREN : 437 574 452

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 423 123

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
LEGI-MARK, M. BALLAND-SOULIE D'Jordan, 102 Rue du  
Faubourg Saint Honoré, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 540 053

Marque française

Signe concerné : TRIALTO

Date du dépôt : 13 OCTOBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 04/40

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 35, 36, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 SEPTEMBRE 2014  
Déclarant : AMUNDI, Société Anonyme, 90 Boulevard Pasteur,  
75015 PARIS

No SIREN : 437 574 452

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 423 123

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
LEGI-MARK, M. BALLAND-SOULIE D'Jordan, 102 Rue du  
Faubourg Saint Honoré, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 540 517

Marque française

Signe concerné : PREMELY

Date du dépôt : 17 OCTOBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 04/40

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 35, 36, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 SEPTEMBRE 2014  
Déclarant : AMUNDI, Société Anonyme, 90 Boulevard Pasteur,  
75015 PARIS

No SIREN : 437 574 452

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 423 123

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
LEGI-MARK, M. BALLAND-SOULIE D'Jordan, 102 Rue du  
Faubourg Saint Honoré, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 540 518

Marque française

Signe concerné : VERSUS

Date du dépôt : 17 OCTOBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 04/40

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 35, 36, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 SEPTEMBRE 2014  
Déclarant : AMUNDI, Société Anonyme, 90 Boulevard Pasteur,  
75015 PARIS

No SIREN : 437 574 452

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 423 123

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
LEGI-MARK, M. BALLAND-SOULIE D'Jordan, 102 Rue du  
Faubourg Saint Honoré, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 542 057

Marque française

Signe concerné : UNIVERS-OBLIGATIONS

Date du dépôt : 26 OCTOBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 04/40

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 35, 36, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 SEPTEMBRE 2014  
Déclarant : CREATIONS MATHOU JEAN PIERRE, Société par  
actions simplifiée à associé unique, Zone Industrielle de la  
Prade, 12850 ONET-LE-CHATEAU

No SIREN : 776 729 477

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
CABINET BOETTCHER, M. LEMAIRE Stéphane, 16 rue Médéric,  
75017 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 542 545

Marque française

Signe concerné : M (semi-figurative)

Date du dépôt : 28 OCTOBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 04/36

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 20.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 SEPTEMBRE 2014  
Déclarant : CREATIONS MATHOU JEAN PIERRE, Société par  
actions simplifiée à associé unique, Zone Industrielle de la  
Prade, 12850 ONET-LE-CHATEAU

No SIREN : 776 729 477

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
CABINET BOETTCHER, M. LEMAIRE Stéphane, 16 rue Médéric,  
75017 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 542 546

Marque française

Signe concerné : MATHOU (semi-figurative)

Date du dépôt : 28 OCTOBRE 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 04/36

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 20.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 22 SEPTEMBRE 2014

**Déclarant :** SCI du Domaine de Château Rauzan-Gassies, SCI, Domaine de Rauzan-Gassies, 33460 MARGAUX

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

SELARL ERIC AGOSTINI et Associés, M.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 94 543 707

**Marque française**

**Signe concerné :** CHATEAU RAUZAN-GASSIES (semi-figurative)

**Date du dépôt :** 8 NOVEMBRE 1994

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 04/45

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 33.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 SEPTEMBRE 2014

**Déclarant :** THE PILLSBURY COMPANY, LLC, Société régie selon les lois de l'Etat du Delaware, Number One General Mills Boulevard, 55426 MINNEAPOLIS, Minnesota, Etats-Unis d'Amérique

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

SCHMIT CHRETIEN, M. Mortreux Guillaume, 29 rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 94 544 831

**Marque française**

**Signe concerné :** (figurative)

**Date du dépôt :** 16 NOVEMBRE 1994

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 04/47

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 30.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 SEPTEMBRE 2014

**Déclarant :** LEVI STRAUSS & CO., Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, Levi's Plaza, 1155 Battery Street, 94111 CA - SAN FRANCISCO, Etats-Unis d'Amérique

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Gide Loyrette Nouel A.A.R.P.I., Mme Dequiré-Portier Raphaëlle, 26 Cours Albert 1er, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 94 545 001

**Marque française**

**Signe concerné :** JEANS UNIVERSE

**Date du dépôt :** 17 NOVEMBRE 1994

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 04/39

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 35.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 12 SEPTEMBRE 2014

**Déclarant :** ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION

(AFNOR), Association reconnue d'utilité publique, régie par la loi du 1er juillet 1901, 11, rue Francis de Pressensé, 93210 LA PLAINE SAINT-DENIS

**No SIREN :** 775 724 818

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

ERNEST GUTMANN-YVES PLASSERAUS, SAS, 3 rue Auber, 75009 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 94 549 336

**Marque française**

**Signe concerné :** NF SERVICE (semi-figurative)

**Date du dépôt :** 15 DÉCEMBRE 1994

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/22

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 9, 16, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 12 SEPTEMBRE 2014

**Déclarant :** ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION (AFNOR), Association reconnue d'utilité publique, régie par la loi du 1er juillet 1901, 11, rue Francis de Pressensé, 93210 LA PLAINE SAINT-DENIS

**No SIREN :** 775 724 818

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

ERNEST GUTMANN-YVES PLASSERAUS, SAS, 3 rue Auber, 75009 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 94 549 337

**Marque française**

**Signe concerné :** NF SERVICE (semi-figurative)

**Date du dépôt :** 15 DÉCEMBRE 1994

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/22

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 9, 16, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 12 SEPTEMBRE 2014

**Déclarant :** REPSOL PETROLEO, S.A., Société de droit Espagnol, Mendez Alvaro, No 44, 28045 MADRID, Espagne

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet Weinstein, M. FRICK Christian, 56A rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 95 555 380

**Marque française**

**Signe concerné :** REPSOL ELITE

**Date du dépôt :** 26 JANVIER 1995

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/17

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 4.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : DFC Production, sarl, 113 rue d'Alésia, 75014 PARIS  
 No SIREN : 428 661 516  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 DFC Production, M. Mohr Denis, 113 rue d'Alésia, 75014 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 298 006  
 Marque française  
 Signe concerné : CODEROUTE  
 Date du dépôt : 14 JUIN 2004  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/47  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 9, 16, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 1er JUILLET 2014  
 Déclarant : FOELLNER Jean-Charles, Château Paradis – Domaine Paradis, Avenue Paradis, 83340 LE LUC EN PROVENCE  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 625 250  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 FOELLNER Jean-Charles, Château Paradis, Domaine Paradis, Avenue Paradis, 83340 LE LUC EN PROVENCE.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 298 399  
 Marque française  
 Signe concerné : HOPITAL ASSISTANCE  
 Date du dépôt : 18 JUIN 2004  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/47  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 10, 39, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 1er JUILLET 2014  
 Déclarant : FOELLNER Jean-Charles, Château Paradis – Domaine Paradis, Avenue Paradis, 83340 LE LUC EN PROVENCE  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 625 251  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 FOELLNER Jean-Charles, Château Paradis, Domaine Paradis, Avenue Paradis, 83340 LE LUC EN PROVENCE.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 298 400  
 Marque française  
 Signe concerné : HOPITAL ASSISTANCE INTERNATIONAL  
 Date du dépôt : 18 JUIN 2004  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/47  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 10, 39, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 AOÛT 2014  
 Déclarant : Peli Cool Logistics Limited, Société organisée selon les lois britanniques, Unit 4 Brookfield Industrial Estate, Leacon Road, Ashford, KENT TM23 4TU, GRANDE-BRETAGNE  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 565 563 - 632 131  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 CABINET PLASSERAUD, Parc Technologique du Canal, 9, avenue de l'Europe, 31520 RAMONVILLE SAINT-AGNE.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 308 050  
 Marque française  
 Signe concerné : cool logistics  
 Date du dépôt : 6 AOÛT 2004  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/02  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 10, 16.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : BOIRON, Société Anonyme à Conseil d'Administration, 2 Avenue de l'Ouest Lyonnais, 69510 MESSIMY  
 No SIREN : 967 504 697  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 Cabinet PLASSERAUD, Mme MEUNIER-COEUR Isabelle, 235 Cours Lafayette, 69006 LYON.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 310 980  
 Marque française  
 Signe concerné : HOMEODENT  
 Date du dépôt : 3 SEPTEMBRE 2004  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/05  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 5, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 2 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : FAUCHON, Société par Actions Simplifiée, 26, Place de la Madeleine, 75008 PARIS  
 No SIREN : 326 315 462  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 311 257  
 Marque française  
 Signe concerné : FAUCHON (semi-figurative)  
 Date du dépôt : 6 SEPTEMBRE 2004  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/06  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 3, 4, 5, 8, 11, 14, 16, 18, 21, 24, 25, 29, 30, 31, 32, 33, 41, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : CLAUDEL ROUSTANG GALAC, Société Anonyme, 33 Avenue du Maine, Tour Maine Montparnasse, 75015 PARIS  
 No SIREN : 572 051 464  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 L.G.P.O., Mme LE ROUX Marina, 10 à 20 Rue Adolphe Beck,

53089 LAVAL CEDEX 9.

**Enregistrement concerné**

No national ou No d'enregistrement : 04 3 311 812

Marque française

Signe concerné : EUROVO (semi-figurative)

Date du dépôt : 6 SEPTEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/06

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 29, 31.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 22 SEPTEMBRE 2014

**Déclarant :** HYDRONIC SA, Société anonyme à conseil d'administration, ZI la Grippe, Rue de Paris, 61400 MORTAGNE AU PERCHE

**No SIREN :** 308 635 549

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET PASCALE LAMBERT ET ASSOCIES, 18 AVENUE DE L'OPERA, 75001 PARIS.

**Enregistrement concerné**

No national ou No d'enregistrement : 04 3 312 174

Marque française

Signe concerné : AX'M

Date du dépôt : 10 SEPTEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/06

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 6, 11, 19.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 17 SEPTEMBRE 2014

**Déclarant :** CHAVANON Jean-Paul, 9 rue du Meunier, 44510 LE POULIGUEN

**Déclarant :** CHAVANON Michel Henri, 37 rue de la Pépinière, 17000 LA ROCHELLE

**Déclarant :** CHAVANON Gildas Paul François, 69 rue Morain, 49400 DAMPIERRE SUR LOIRE

**Déclarant :** CHAVANON Erik Jacques Albert, 7 rue de Bretagne, 49140 SEICHES-SUR-LE-LOIR

**Déclarant :** CHAVANON Jean-Marie Thierry François, Résidence La Croix du Sud, 120 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 94000 CRETEIL

**Déclarant :** CHAVANON Pierre Yves Benoit, 222 Cours de la Libération, 38100 GRENOBLE

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 613 705 - 613 706 - 613 707

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET LAVOIX, Mme DAUBIN Béatrice, 62 RUE DE BONNEL, 69448 LYON CEDEX 03.

**Enregistrement concerné**

No national ou No d'enregistrement : 04 3 312 638

Marque française

Signe concerné : SEDATIF PC (semi-figurative)

Date du dépôt : 14 SEPTEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/07

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 5.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 17 SEPTEMBRE 2014

**Déclarant :** AMUNDI, Société Anonyme, 90 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS

**No SIREN :** 437 574 452

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques :** 501 558

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

LEGI-MARK, M. BALLAND-SOULIE D'Jordan, 102 Rue du Faubourg Saint Honore, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

No national ou No d'enregistrement : 04 3 312 649

Marque française

Signe concerné : CREELIA

Date du dépôt : 14 SEPTEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/07

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 36.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 12 SEPTEMBRE 2014

**Déclarant :** ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION (AFNOR), Association reconnue d'utilité publique, régie par la loi du 1er juillet 1901, 11, rue Francis de Pressensé, 93210 LA PLAINE SAINT-DENIS

**No SIREN :** 775 724 818

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques :** 443 688

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

ERNEST GUTMANN-YVES PLASSERAUS, SAS, 3 rue Auber, 75009 PARIS.

**Enregistrement concerné**

No national ou No d'enregistrement : 04 3 312 790

Marque française

Signe concerné : LABEL LEGALITEE (semi-figurative)

Date du dépôt : 15 SEPTEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/07

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 16, 35, 41, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 22 SEPTEMBRE 2014

**Déclarant :** EDENRED, Société Anonyme, 166-180 Boulevard Gabriel Péri, 92240 MALAKOFF

**No SIREN :** 493 322 978

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques :** 535 417

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

SANTARELLI, 49, avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

No national ou No d'enregistrement : 04 3 313 184

Marque française

Signe concerné : TICKET HORIZON (semi-figurative)

Date du dépôt : 17 SEPTEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/07

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 16, 36, 39, 41, 43.

---

**Date de la déclaration de renouvellement : 17 SEPTEMBRE 2014**

Déclarant : MDS, Société par Actions Simplifiée, Route des Iles, 73210 AIME

No SIREN : 481 205 359

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12, rue Boileau, 69006 LYON.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 314 542

Marque française

Signe concerné : MAISON DE SAVOIE, GRELOTS DE SAVOIE AUX NOIX (semi-figurative)

Date du dépôt : 24 SEPTEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/08

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29.

---

**Date de la déclaration de renouvellement : 19 SEPTEMBRE 2014**

Déclarant : JOSEPH Henri, Walkanaers, 97113 GOURBEYRE

Déclarant : BOURGEOIS Paul, 31 résidence Village Fleury, Dugazon, 97139 ABYMES

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BREV&SUD, M. RHEIN Alain, 55 avenue Clément Ader, 34170 CASTELNAU LE LEZ.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 315 067

Marque française

Signe concerné : Phytobôkaz (semi-figurative)

Date du dépôt : 28 SEPTEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/09

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 5, 29, 30, 31, 32.

---

**Date de la déclaration de renouvellement : 19 SEPTEMBRE 2014**

Déclarant : MAUBOUSSIN, SAS, 20 Place Vendôme, 75001 PARIS

No SIREN : 542 106 307

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET LE GUEN MAILLET, M. LE GUEN Denis, 5 Place Newquay, BP 70250, 35802 DINARD Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 315 265

Marque française

Signe concerné : Extases Divines

Date du dépôt : 29 SEPTEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/09

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 14.

---

**Date de la déclaration de renouvellement : 12 SEPTEMBRE 2014**

Déclarant : JUS DE FRUITS DE MOOREA, SOCIÉTÉ ANONYME, B.P. 23, Maharepa, 98728 MOOREA, Polynésie française

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

S.A. JUS DE FRUITS DE MOOREA, B.P. 23, Maharepa, 98728 MOOREA, Polynésie française.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 315 776

Marque française

Signe concerné : PAINAPO

Date du dépôt : 28 SEPTEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/12

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 32, 33.

---

**Date de la déclaration de renouvellement : 22 SEPTEMBRE 2014**

Déclarant : PATSEM INVESTMENTS CORPORATION, Société organisée selon les lois des Iles Vierges, Akara Bldg, 24 de Castro Street, Wickhams Cay 1, Road Town, TORTOLA, ILES VIERGES (BRITANNIQUES)

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 601 019

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 8, avenue du Président Wilson, 75016 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 316 271

Marque française

Signe concerné : mp3

Date du dépôt : 27 SEPTEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/10

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 8.

---

**Date de la déclaration de renouvellement : 19 SEPTEMBRE 2014**

Déclarant : LARENA, Société par actions simplifiée, 1 ZONE INDUSTRIELLE DU TAILLIS, 49270 CHAMPTOCEAUX

No SIREN : 410 905 285

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LEGI-MARK, M. BALLAND-SOULIE D'Jordan, 102 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 316 754

Marque française

Signe concerné : ESCOFINE (semi-figurative)

Date du dépôt : 6 OCTOBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/10

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5, 29, 30, 31, 32.



Date de la déclaration de renouvellement : 19 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : COMPAGNIE GERVAIS DANONE, Société anonyme,  
 17 BOULEVARD HAUSSMANN, 75009 PARIS  
 No SIREN : 552 067 092  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 REGIMBEAU, Mme BOY Delphine, 20 Rue de Chazelles, 75847  
 PARIS CEDEX 17.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 317 046  
 Marque française  
 Signe concerné : DANEA  
 Date du dépôt : 7 OCTOBRE 2004  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 05/10  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 5, 29, 30, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : BOIRON, Société Anonyme à Conseil  
 d'Administration, 2 Avenue de l'Ouest Lyonnais, 69510  
 MESSIMY  
 No SIREN : 967 504 697  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 Cabinet PLASSERAUD, Mme MEUNIER-COEUR Isabelle, 235  
 Cours Lafayette, 69006 LYON.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 317 207  
 Marque française  
 Signe concerné : (figurative)  
 Date du dépôt : 8 OCTOBRE 2004  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 05/11  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : CHATEAU LASCOMBES, SA, Château Lascombes, 1  
 cours de Verdun, 33460 MARGAUX  
 No SIREN : 344 388 848  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 SELARL ERIC AGOSTINI et Associés, M. AGOSTINI ERIC, 64 rue  
 Frantz Despagne, 33000 BORDEAUX.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 317 948  
 Marque française  
 Signe concerné : LE SECOND AUQUEL ON PENSE EN PREMIER  
 Date du dépôt : 13 OCTOBRE 2004  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 05/11  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 16, 32, 33, 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : CHATEAU LASCOMBES, SA, Château Lascombes, 1  
 cours de Verdun, 33460 MARGAUX

No SIREN : 344 388 848  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 SELARL ERIC AGOSTINI et Associés, M. AGOSTINI ERIC, 64 rue  
 Frantz Despagne, 33000 BORDEAUX.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 317 949  
 Marque française  
 Signe concerné : LE SECOND QU'ON CHOISIT EN PREMIER  
 Date du dépôt : 13 OCTOBRE 2004  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 05/11  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 16, 32, 33, 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : MULTALER ET CIE, Société par Actions Simplifiée, 43  
 rue Victor Hugo, 92700 COLOMBES  
 No SIREN : 552 022 824  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 CABINET VANDER-HEYM, 22 avenue de Friedland, 75008 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 318 892  
 Marque française  
 Signe concerné : YON KA (semi-figurative)  
 Date du dépôt : 18 OCTOBRE 2004  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 05/12  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 3, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : GROUPE PIERRE HENRY, Société par Actions  
 Simplifiée à associé unique, ZI de la Houssette, 27430  
 HERQUEVILLE  
 No SIREN : 738 201 839  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
 Registre National des Marques : 630 546  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 IPSILON BREMA-LOYER, Le Centralis, 63 Avenue du Général  
 Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 04 3 320 763  
 Marque française  
 Signe concerné : PRATICO-PRATIC  
 Date du dépôt : 27 OCTOBRE 2004  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 05/13  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 6, 16, 20.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 SEPTEMBRE 2014  
 Déclarant : MAUBOUSSIN, SAS, 20 Place Vendôme, 75001  
 PARIS  
 No SIREN : 542 106 307  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET LE GUEN MAILLET, M. LE GUEN Denis, 5 Place  
Newquay, BP 70250, 35802 DINARD Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 321 265

Marque française

Signe concerné : DIVINES GITANES

Date du dépôt : 29 OCTOBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/14

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 14.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 19 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : MAUBOUSSIN, SAS, 20 Place Vendôme, 75001  
PARIS

No SIREN : 542 106 307

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET LE GUEN MAILLET, M. LE GUEN Denis, 5 Place  
Newquay, BP 70250, 35802 DINARD Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 321 267

Marque française

Signe concerné : DIVINES PRINCESSES

Date du dépôt : 29 OCTOBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/14

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 14.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 16 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : VALOROM, SAS, 4 RUE MARIVAUX, 75002 PARIS

No SIREN : 431 654 250

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

VALOROM, M. MAZON MICHEL, 4 RUE MARIVAUX, 75002  
PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 321 507

Marque française

Signe concerné : OXYOM

Date du dépôt : 2 NOVEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/14

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 1, 40, 41, 42.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 16 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : VALOROM, sas, 4 rue marivaux, 75002 PARIS

No SIREN : 431 654 250

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

VALOROM, M. mazon michel, 4 rue marivaux, 75002 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 321 509

Marque française

Signe concerné : CALOX

Date du dépôt : 2 NOVEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/14

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 1, 40, 41, 42.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 16 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : VALOROM, SAS, 4 RUE MARIVAUX, 75002 PARIS

No SIREN : 431 654 250

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

VALOROM, M. MAZON MICHEL, 4 RUE MARIVAUX, 75002  
PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 321 510

Marque française

Signe concerné : OXYOB

Date du dépôt : 2 NOVEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/14

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 1, 40, 41, 42.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 16 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : QUICK RESTAURANTS, en abrégé QUICK, Société  
anonyme belge, Avenue Louise 65, Boîte 11, 1050 BRUXELLES,  
Belgique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

GEVERS FRANCE, Mme CAZAUX Sylvie, 41 avenue de  
Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 322 348

Marque française

Signe concerné : SUPREME DELICE

Date du dépôt : 5 NOVEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/19

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30, 43.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 19 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : COMPAGNIE GERVAIS DANONE, Société anonyme,  
17 BOULEVARD HAUSSMANN, 75009 PARIS

No SIREN : 552 067 092

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

REGIMBEAU, Mme BOY Delphine, 20 Rue de Chazelles, 75847  
PARIS Cedex 17.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 323 183

Marque française

Signe concerné : UAGA

Date du dépôt : 10 NOVEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/15

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 29, 30, 32.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 15 SEPTEMBRE 2014  
**Déclarant :** POLNAREFF MICHEL, 9903, SANTA MONICA BOULEVARD, SUITE 1031, 90212 BEVERLY HILLS, CALIFORNIE, Etats-Unis d'Amérique  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** CABINET A. BAROIS, M. BAROIS ALAIN, 63 avenue Raymond Poincaré, 75016 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 04 3 323 880  
**Marque française**  
**Signe concerné :** DANYELLAH  
**Date du dépôt :** 16 NOVEMBRE 2004  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/16  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3, 9, 14, 16, 18, 25, 35, 38, 41, 44.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 12 SEPTEMBRE 2014  
**Déclarant :** COYOTE SYSTEM, Société par actions simplifiée, 24 Quai Gallieni, 92150 SURESNES  
**No SIREN :** 482 878 139  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 492 142  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** IN CONCRETO, M. CASO Franck, 9 Rue de l'Isly, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 04 3 325 092  
**Marque française**  
**Signe concerné :** COYOTE  
**Date du dépôt :** 22 NOVEMBRE 2004  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/17  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 9, 38.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 17 SEPTEMBRE 2014  
**Déclarant :** DHAM Véronique, Christiane, Marcelle, 127 bis, rue du Chemin vert, 75011 PARIS  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** CABINET PASCALE LAMBERT ET ASSOCIES, 18 AVENUE DE L'OPERA, 75001 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 04 3 325 927  
**Marque française**  
**Signe concerné :** GONDWANA  
**Date du dépôt :** 25 NOVEMBRE 2004  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/23  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 35, 36, 41.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 22 SEPTEMBRE 2014  
**Déclarant :** PATSEM INVESTMENTS CORPORATION, Société organisée selon les lois des Iles Vierges, Akara Bldg, 24 de Castro Street, Wickhams Cay 1, Road Town, TORTOLA, ILES VIERGES (BRITANNIQUES)  
**No d'Inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 601 019  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 8, avenue du Président Wilson, 75016 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 04 3 326 928  
**Marque française**  
**Signe concerné :** mp3 (semi-figurative)  
**Date du dépôt :** 24 NOVEMBRE 2004  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/19  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3, 8.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 20 SEPTEMBRE 2014  
**Déclarant :** BERNADAC Jean Claude, Domaine de Montcalm, Route de Saint Féliu, 66300 THUIR  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** M. BERNADAC Jean Claude, Domaine de Montcalm, Route de Saint Féliu, 66300 THUIR.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 04 3 328 703  
**Marque française**  
**Signe concerné :** MOBI-DECK  
**Date du dépôt :** 8 DÉCEMBRE 2004  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/19  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 7, 9, 37, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 22 SEPTEMBRE 2014  
**Déclarant :** ALAIN AFFLELOU FRANCHISEUR, Société par actions simplifiée à associé unique, 11 RUE D'ARGENSON, 75008 PARIS  
**No SIREN :** 304 577 794  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** NOVAGRAAF FRANCE, Mme WAENDENDRIES PERRINE, 122 RUE EDOUARD VAILLANT, 92593 LEVALLOIS-PERRET CEDEX.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 04 3 329 622  
**Marque française**  
**Signe concerné :** ALAIN AFFLELOU CREATEUR  
**Date du dépôt :** 14 DÉCEMBRE 2004  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/20  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 9.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 12 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : SCEA A. PERRIN & FILS, SCEA, Château  
CARBONNIEUX, 33850 LEOGNAN  
No SIREN : 480 909 449  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 545 407  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
SELARL ERIC AGOSTINI et Associés, M. AGOSTINI ERIC, 64 rue  
Frantz Despagne, 33000 BORDEAUX.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 333 956  
Marque française  
Signe concerné : CHATEAU CARBONNIEUX  
Date du dépôt : 10 JANVIER 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/24  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 33.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 15 SEPTEMBRE 2014  
Déclarant : AIR CARAIBES, SA A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE  
SURVEILLANCE, Parc d'activités de la Providence – Dothémare,  
97139 LES ABYMES  
No SIREN : 414 800 482  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
AIR CARAIBES, C/O GROUPE DUBREUIL, ACTIPOLE 85, BP 42,  
85170 BELLEVILLE SUR VIE.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 456  
Marque française  
Signe concerné : AIR MARTINIQUE  
Date du dépôt : 21 FÉVRIER 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/31  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 35, 38, 39.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 15 SEPTEMBRE 2014  
Déclarant : AIR CARAIBES, SA A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE  
SURVEILLANCE, Parc d'activités de la Providence – Dothémare,  
97139 LES ABYMES  
No SIREN : 414 800 482  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
AIR CARAIBES, C/O GROUPE DUBREUIL, ACTIPOLE 85, BP 42,  
85170 BELLEVILLE SUR VIE.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 457  
Marque française  
Signe concerné : AIR SAINT MARTIN  
Date du dépôt : 21 FÉVRIER 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/31  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 35, 38, 39.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 15 SEPTEMBRE 2014

Déclarant : AIR CARAIBES, SA A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE  
SURVEILLANCE, Parc d'activités de la Providence – Dothémare,  
97139 LES ABYMES  
No SIREN : 414 800 482  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
AIR CARAIBES, C/O GROUPE DUBREUIL, ACTIPOLE 85, BP 42,  
85170 BELLEVILLE SUR VIE.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 458  
Marque française  
Signe concerné : AIR SAINT BARTHELEMY  
Date du dépôt : 21 FÉVRIER 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/31  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 35, 38, 39.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 15 SEPTEMBRE 2014  
Déclarant : AIR CARAIBES, SA A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE  
SURVEILLANCE, Parc d'activités de la Providence – Dothémare,  
97139 LES ABYMES  
No SIREN : 414 800 482  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
AIR CARAIBES, C/O GROUPE DUBREUIL, ACTIPOLE 85, BP 42,  
85170 BELLEVILLE SUR VIE.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 459  
Marque française  
Signe concerné : AIR GUADELOUPE  
Date du dépôt : 21 FÉVRIER 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/31  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 35, 38, 39.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 15 SEPTEMBRE 2014  
Déclarant : AIR CARAIBES, SA A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE  
SURVEILLANCE, Parc d'activités de la Providence – Dothémare,  
97139 LES ABYMES  
No SIREN : 414 800 482  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
AIR CARAIBES, C/O GROUPE DUBREUIL, ACTIPOLE 85, BP 42,  
85170 BELLEVILLE SUR VIE.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 460  
Marque française  
Signe concerné : AIR CARAIBES EXPRESS  
Date du dépôt : 21 FÉVRIER 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 05/31  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 35, 38, 39.

**DECISION n° 212 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94543251, 9454325 et 4543259.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 94543251, 9454325 et 94543259 publiées au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 94543251, 9454325 et 94543259 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 213 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94549051 et n° 3328960.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 94549051 et n° 3328960 publiées au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 94549051 et n° 3328960 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 214 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94544550 et n° 3315534.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 94544550 et n° 3315534 publiées au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 94544550 et n° 3315534 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 215 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3331515 et n° 3320400.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 3331515 et n° 3320400 publiées au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,



Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 3331515 et n° 3320400 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 216 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3343204 et n° 94537629.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de

propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 3343204 et n° 94537629 publiées au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 3343204 et n° 94537629 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 217 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1320059.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 1320059 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 1320059 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 218 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94549571.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 94549571 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 94549571 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 219 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3305107.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3305107 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3305107 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 220 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3336394.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3336394 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3336394 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 221 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3331532.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3331532 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3331532 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 222 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3293603.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3293603 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3293603 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 223 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3320387.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3320387 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3320387 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 224 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3298095.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3298095 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,



Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3298095 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 225 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1289370.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de

propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 1289370 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 1289370 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 226 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94536736.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;



Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 94536736 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 94536736 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
Hervé DUQUESNAY.*

**DECISION n° 227 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3307859.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3307859 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3307859 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

# **DECISION n° 228 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3326396.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3326396 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3326396 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 229 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3281598.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3281598 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3281598 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 230 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94508894.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 94508894 publiée au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 94508894 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
Hervé DUQUESNAY.

**DECISION n° 231 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94529031 et n° 94544549.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 94529031 et n° 94544549 publiées au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 94529031 et n° 94544549 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
Hervé DUQUESNAY.

**ARRETE n° 279 MRE du 12 janvier 2015 portant délégation de signature à M. Eric Deat, tavana hau par intérim de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 627 CM du 15 mai 2001 modifié portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 6 CM du 5 janvier 2015 portant nomination de M. Eric Deat, en qualité de tavana hau par intérim de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de services,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Eric Deat, nommé tavana hau par intérim de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier pour la période du 5 au 30 janvier 2015 inclus, à l'effet de signer au nom du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, dans la limite de ses attributions :

1° Les actes courants et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;

2° Les actes suivants relevant de la gestion des crédits subdélégués :

- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement ;
- réquisition de passages et de bagages ;
- remboursement de frais et états indemnitaires ;

3° Autres actes :

- décisions relatives aux licences de débits de boissons de 2e, 5e, 6e et 9e classes (création, transformation, translation, transfert, sanctions et radiations) ;
- changement de personne physique responsable, désignation de suppléant, changement d'enseigne, suspension et duplicata pour toutes les classes des licences de débits de boissons ;
- décisions (autorisation, refus, report) relatives aux loteries dont le capital d'émission n'excède pas 1 000 000 F CFP ;
- décision sur les déclarations préalables relatives aux périodes complémentaires de soldes.

Art. 2.— L'arrêté n° 9929 MRE du 17 novembre 2014 est abrogé.

Art. 3.— Le tavana hau par intérim de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 janvier 2015.  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT  
DES ACTIVITÉS DU SECTEUR PRIMAIRE**

**ARRETE n° 209 MDA du 8 janvier 2015 abrogeant l'arrêté n° 80 MRM du 7 janvier 2014 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Makemo, commune de Makemo, au profit de Mme Mata Haoa épouse Arutahi.**

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mme Mata Haoa épouse Arutahi en date du 26 juin 2014,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 80 MRM du 7 janvier 2014 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Makemo, commune de Makemo, au profit de Mme Mata Haoa épouse Arutahi, est abrogé à compter de la date du 26 juin 2014.

Art. 2.— Les lieux devront être remis en leur état primitif avant restitution au domaine public du pays.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités, le ministre du développement des activités du secteur primaire et le ministre du logement, et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.

Le vice-président,  
Nuihau LAUREY.

Le ministre du développement  
des activités du secteur primaire,  
Frédéric RIVETA.

Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,  
Tearii ALPHA.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL  
ET DU DIALOGUE SOCIAL, DE L'EMPLOI,  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,  
DE LA RECHERCHE  
ET DE LA CONDITION FÉMININE**

**ARRETE n° 263 MTS du 12 janvier 2015 portant agrément de l'entreprise adaptée "Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées (APRP)".**

Le ministre du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 681 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine ;

Vu le code du travail de la Polynésie française, notamment ses articles LP. 5313-25 et suivants ;

Vu la demande formulée par l'entreprise adaptée "Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées (APRP)" en date du 27 août 2014,

Arrête :

Article 1er.— L'entreprise adaptée dénommée "Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées (APRP)" est agréée au titre de l'article LP. 5313-25 du code du travail de la Polynésie française à compter du 1er janvier 2015. Elle s'engage à accueillir les personnes reconnues travailleurs handicapés et orientées "entreprise adaptée", et à mettre en œuvre les modalités d'accueil et de soutien conformes à la situation de ces personnes.

**Art. 2.— Activités autorisées**

Les activités commerciales pour lesquelles l'entreprise adaptée dénommée "Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées (APRP)" est agréée sont :

- la reprographie ;
- le fardelage ;
- le façonnage ;
- la numérisation ;
- le pré-démantèlement des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).

**Art. 3.— Modalités de contrôle**

L'entreprise adaptée dénommée "Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées (APRP)" s'engage à donner libre accès à ses locaux et à ses

documents de gestion à tout agent de l'administration de la Polynésie française dûment assermenté pour effectuer un contrôle sur les activités relevant de l'agrément accordé.

**Art. 4.— Validité de l'agrément**

En application des dispositions de l'article LP. 5313-26 du code du travail, le renouvellement de l'agrément est subordonné à la présentation d'un bilan permettant d'apprécier l'activité déployée et les résultats obtenus au titre de la précédente période d'agrément.

**Art. 5.— Retrait de l'agrément**

En cas de non-respect des conditions s'imposant à l'entreprise adaptée, l'agrément peut être retiré par le ministre en charge du travail après injonction de mise en conformité restée sans suite adressée à l'entreprise adaptée par le directeur du travail.

Art. 6.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 janvier 2015.  
Priscille Tea FROGIER.

**MINISTÈRE DU LOGEMENT  
ET DE LA RENOVATION URBAINE,  
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,  
DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DU DOMAINE**

**ARRETE n° 207 MLV du 8 janvier 2015 portant modification de l'arrêté n° 8793 MAA du 27 novembre 2012 modifié autorisant le renouvellement de la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction du travail, de locaux à usage de bureaux dépendant de l'immeuble Papineau situé à Papeete, et appartenant à la SCI CPS Papineau.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;



Vu l'arrêté n° 8793 MAA du 27 novembre 2012 modifié autorisant le renouvellement de la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction du travail, de locaux à usage de bureaux dépendant de l'immeuble Papineau situé à Papeete, et appartenant à la SCI CPS Papineau ;

Vu la lettre n° CS-SCI-14-000109 SCIP du 25 novembre 2014 de la SCI CPS Papineau,

Arrête :

Article 1er.— Le 2e paragraphe de l'article 3 de l'arrêté n° 8793 MAA du 27 novembre 2012 modifié susvisé est rédigé comme suit :

“A compter du 1er août 2014, le loyer mensuel exigible est fixé à *un million neuf cent quatre-vingt mille neuf cents francs CFP* (1 980 900 F CFP), hors charges, pour les locaux et les 15 places de parking”.

Art. 2.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités, le ministre du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie, française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du travail  
et du dialogue social, de l'emploi,  
de la formation professionnelle,  
de la recherche et de la condition féminine,*  
Priscille Tea FROGIER.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME,  
DES TRANSPORTS INTÉRIEURS  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRETE n° 196 MET du 8 janvier 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'Entreprise Alona Hubert Ah-Pong.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifiée portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé “direction de l'équipement” ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Teva I Uta et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 30 octobre 2014, reçue au GEGDP le 4 novembre 2014, présentée par M. Hubert Alona, gérant de l'Entreprise Alona Hubert Ah-Pong,

Arrête :

Article 1er.— La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° L'Entreprise Alona Hubert Ah-Pong, quartier Manuhoe, 98714 Papeete, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire mille mètres cubes (1 000 m<sup>3</sup>) de tout-venant, à l'exclusion des gros éléments de Ø > 150 mm, dans le cadre du curage de la rivière Vaihiria, dans une zone comprise de l'embouchure et s'étendant sur 1,900 kilomètre vers l'amont, sise à Mataiea, PK 48, commune de Teva I Uta, île de Tahiti.
- 2° Les matériaux sont destinés à la vente à la station de concassage, aux particuliers et aux entreprises.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide de pelles mécaniques et transportés par les camions de l'entreprise et de location.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi à jeudi, de 7 heures à 15 heures, et le vendredi, de 7 heures à 14 heures.
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2014-521-110 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.
- 6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :
  - manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
  - mise en place d'un cribleur sur le site d'extraction ou aux abords immédiats ;



- montage d'un cordon de protection à l'avancement des travaux de curage réalisé en moellons Ø > 150 mm et gros blocs trouvés sur place, destiné à renforcer les berges de la rivière et protéger les propriétés riveraines.
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques.
- 11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques, la première fraction de la redevance correspondant à la moitié du cubage autorisé, soit la somme de *deux cent mille francs CFP* (soit  $1\,000\text{ m}^3 : 2 = 500\text{ m}^3$  à  $400\text{ F CFP/m}^3 = 200\,000\text{ F CFP}$ ). Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance

avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.

La seconde fraction de la redevance sera acquittée en fonction de la quantité réellement retirée, déduction faite de la première fraction, après achèvement des travaux avec présentation du récépissé de paiement à la direction de l'équipement.

- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.

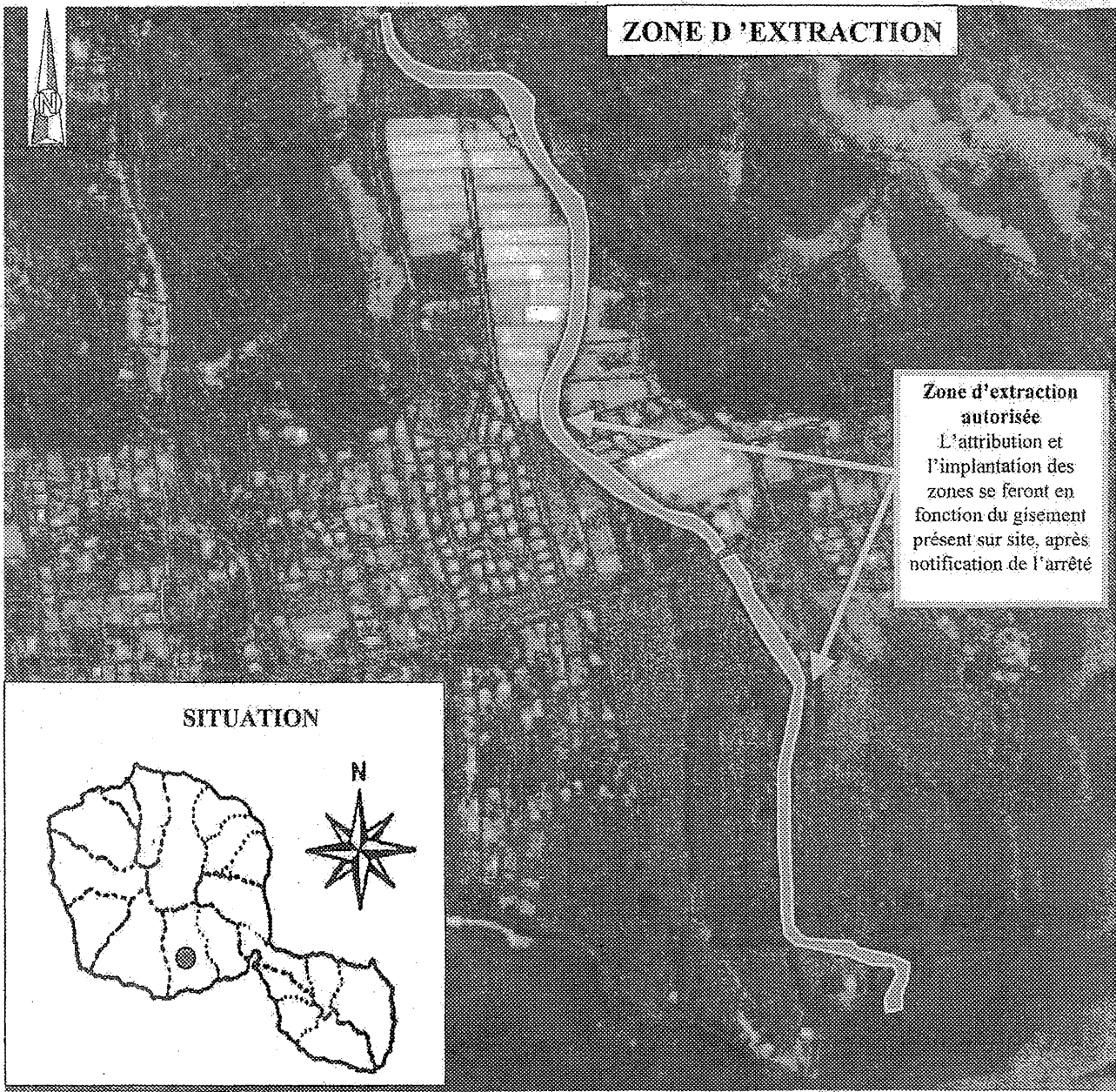
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 janvier 2015.  
Albert SOLIA.

<p><b>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT</b> Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 48 54 75 - Fax 48 54 69 <a href="http://www.equipement.gov.pf">http://www.equipement.gov.pf</a></p>	
<p><b>ILE DE TAHITI</b></p>	
<p><b>COMMUNE DE TEVA I UTA</b> (Section MATAIEA)</p>	
<p><b>LIEU :</b> <i>RIVIERE VAHIRIA DANS UN ZONE COMPRISE DE L'EMBOUCHURE ET S'ÉTENDANT SUR 1.9 KM VERS L'AMONT A MATAIEA PK 48</i></p>	
<p><b>QUANTITÉ :</b> <i>1.000 M³ DE TOUT-VENANT</i></p>	
<p><b>DEMANDE DE :</b> <i>ENTREPRISE ALONA HUBERT AH-PONG</i> <b>EN DATE DU :</b> <i>30/10/2014</i></p>	
<p><b>PLAN N° :</b> <i>2014-521-110 /DEQ/GEGDP</i> <b>DRESSÉ LE :</b> <i>13/11/2014</i></p>	
<p><b>DOSSIER N° 2014-423</b></p>	

**Par arrêté n° 197 MET du 8 janvier 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 302 (plan 4) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Indemnités à déconsigner* : 19 328 F CFP.

*Bénéficiaire* : Anna Teinauri épouse Lucas (bf 4.7).

*Nom de la terre* : Terre Rahiniva 4 (plan 4).

**Par arrêté n° 198 MET du 8 janvier 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Tefakatokiga n° 6 et Tefakatokiga n° 7 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Fakarava, dans archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner			Bénéficiaires
Arrêté n° 7787 AC. DIR.INFRA du 7 octobre 1980	Arrêté n° 1195 CM du 20 décembre 1993	Arrêté n° 296 CM du 30 mars 1995	
Terre Tefakatokiga n° 6			Maauri Jacqueline Depierre épouse Tahito-Teraï (bf 4.7.3.5.1.1.5)
1	5	1	
Terre Tefakatokiga n° 7			Hina Georgette Natua épouse Avaëmai (bf 4.7.3.5.1.6.2)
0	18	2	
Terre Tefakatokiga n° 6			Augustine dite Pouly Terilitahi épouse Lucas (bf 4.7.3.5.1.7.u)
4	41	5	
Terre Tefakatokiga n° 7			
0	133	17	
Terre Tefakatokiga n° 6			
2	21	3	
Terre Tefakatokiga n° 7			
0	66	9	

**Par arrêté n° 199 MET du 8 janvier 2015.**— Est retiré l'arrêté n° 11061 MET du 16 décembre 2014 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.

**Par arrêté n° 200 MET du 8 janvier 2015.**— Est retiré l'arrêté n° 10765 MET du 8 décembre 2014 portant modification de l'arrêté n° 8479 MET du 9 septembre 2014 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.

**Par arrêté n° 201 MET du 8 janvier 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Tefakatokiga n° 6 et Tefakatokiga n° 7 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Fakarava, dans archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner			Bénéficiaire
Arrêté n° 7787 AC. DIR.INFRA du 7 octobre 1980	Arrêté n° 1195 CM du 20 décembre 1993	Arrêté n° 296 CM du 30 mars 1995	
Terre Tefakatokiga n° 6			Julie Atanua Lucas épouse Liu (bf 4.7.3.5.1.4)
9	80	10	
Terre Tefakatokiga n° 7			
0	266	34	

## ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

### DECISION n° 2014-11 CESC du 23 décembre 2014 portant adoption du budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2015.

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu la lettre n° 1227 CESC 2014 du 16 décembre 2014 portant convocation des membres de la commission du budget ;

Vu la lettre n° 1231 CESC 2014 du 18 décembre 2014 portant convocation en séance plénière des membres du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 23 décembre 2014,

Décide :

Article 1er.— Le budget de fonctionnement du Conseil économique, social et culturel pour l'exercice 2015 est établi à la somme de *quatre-vingt-quatorze millions trois cents mille francs CFP* (94 300 000 F CFP) ventilée comme suit (en F CFP) :

#### En recettes

Chapitre	Article	Libellé	Montant
960	7412	Dotation globale forfaitaire de la Polynésie française	94 300 000
Total des recettes			94 300 000

#### En dépenses

Chapitre	Articles	Libellés	Montant
960	606	Achat non stockés de matières et fournitures	8 000 000

Chapitre	Articles	Libellés	Montant
960	613	Location	1 000 000
	615	Entretien et réparations	5 000 000
	616	Primes d'assurances	350 000
	618	Divers services extérieurs	600 000
	623	Publicité, publication, relations publiques	1 200 000
	624	Transports	600 000
	625	Déplacements et missions	600 000
	626	Frais postaux et frais télécommunications	1 700 000
	628	Divers - autres services extérieurs	2 300 000
	653	Indemnités, vacations et frais de missions des membres	66 969 965
961	681	Dotations aux amortissements et provisions	4 630 035
962	641	Rémunérations du personnel	1 000 000
	645	Charges sociales	350 000
Total des dépenses			94 300 000

Art. 2.— Le budget d'investissement du Conseil économique, social et culturel pour l'exercice 2015 est établi à la somme de *quatre millions six cent trente mille trente-cinq francs CFP* (4 630 035 F CFP) en autorisation de programme (AP) et de *quatre millions six cent trente mille trente-cinq francs CFP* (4 630 035 F CFP) en crédit de paiement (CP) ventilés comme suit (en F CFP) :

## En recettes

Chapitre	Article	Libellés	Montant AP	Montant CP
900	281	Amortissement des immobilisations corporelles	4 630 035	4 630 035
Total des recettes			4 630 035	4 630 035

## En dépenses

Chapitre	Articles	Libellé	Montant AP	Montant CP
900	213	Aménagement d'une construction	2 315 017	2 315 017
	218	Matériel de bureau	2 315 017	2 315 017
Total des dépenses			4 630 035	4 630 035

Art. 3.— Le président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 décembre 2015.

Le président,  
Angelo FREBAULT.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### DECRET n° 2015-2 du 2 janvier 2015 autorisant la rémunération du compte d'opérations de l'Institut d'émission d'outre-mer.

*Publics concernés* : Institut d'émission d'outre-mer (IEOM).

*Objet* : autoriser la rémunération du compte d'opérations de l'IEOM dans la continuité de la convention de 1967 conclue entre l'IEOM et l'Etat suite à l'entrée en vigueur de l'article 197 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

*Entrée en vigueur* : le texte entre en vigueur le lendemain de la publication.

*Notice* : le projet de décret permet la rémunération par l'Etat du compte d'opérations de l'IEOM dans la continuité de la convention qui liait l'Etat à l'IEOM jusqu'au 30 juin 2014 et selon des conditions de taux définies par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie et des outre-mer.

*Références* : le code monétaire et financier modifié par le présent décret peut être consulté, dans sa rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances et des comptes publics,

Vu la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code monétaire et financier ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Article 1er.— Dans le chapitre II du titre Ier du livre VII du code monétaire et financier, il est créé un article R. 712-4-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 712-4-1.— Les avoirs en compte d'opérations de l'Institut d'émission d'outre-mer déposés au Trésor donnent

lieu à rémunération dans les conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et du ministre chargé de l'outre-mer".

Art. 2. — Le ministre des finances et des comptes publics et la ministre des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 2 janvier 2015.

Manuel VALLS.

Par le Premier ministre :  
Le ministre des finances  
et des comptes publics,  
Michel SAPIN.

La ministre des outre-mer,  
George PAU-LANGEVIN.

**DECRET n° 2015-6 du 6 janvier 2015 fixant les règles relatives à la composition et au fonctionnement des conseils de l'Ecole supérieure du professorat et de l'éducation de l'université de Polynésie française.**

*Publics concernés : usagers et personnels des écoles supérieures du professorat et de l'éducation de l'université de Polynésie française.*

*Objet : composition et fonctionnement des organes de gouvernance des écoles supérieures du professorat et de l'éducation.*

*Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication.*

*Notice : dans le prolongement de l'ordonnance n° 2014-693 du 26 juin 2014 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République qui a notamment étendu et adapté à ces territoires l'application des articles L. 721-1 à L. 721-3 du code de l'éducation, issus de l'article 70 de la loi du 8 juillet 2013, relatifs aux écoles supérieures du professorat et de l'éducation, le présent décret étend et adapte à la Polynésie française les dispositions du décret n° 2013-782 du 28 août 2013 fixant les règles relatives à la composition et au fonctionnement des conseils des écoles supérieures du professorat et de l'éducation. Il précise notamment la composition du conseil de l'école et du conseil d'orientation scientifique et pédagogique ainsi que les conditions du respect de la parité au sein des conseils, les conditions d'exercice du droit de suffrage et d'éligibilité.*

*Les dispositions transitoires prévoient les modalités de constitution du premier conseil de l'école.*

*Références : le code de l'éducation, dans sa rédaction issue du présent décret, peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 modifiée d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu l'ordonnance n° 2014-693 du 26 juin 2014 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi

n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française en date du 31 octobre 2014 ;

Vu l'avis du comité technique de l'université de Polynésie française en date du 2 octobre 2014,

Décrète :

**Chapitre Ier : Dispositions générales**

Article 1er. — L'article D. 773-2 du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Les références : "D. 721-1; D. 721-3" sont remplacées par la référence : "D. 721-7" ;

2° Le second alinéa est complété par les mots : "et, pour les articles D. 721-1 à D. 721-6 et D. 721-8, dans leur rédaction résultant du décret n° 2013-782 du 28 août 2013".

Art. 2. — Les articles D. 773-19 et D. 773-20 du même code sont remplacés par les articles suivants :

"Art. D. 773-19. — Pour l'application de l'article D. 721-1 à la composition du conseil de l'école supérieure du professorat et de l'éducation de l'université de Polynésie française :

"1° Le f du 1° est ainsi rédigé :

"f) Deux, quatre ou six représentants des étudiants, des fonctionnaires stagiaires, des personnels enseignants et d'éducation bénéficiant d'actions de formation continue et des personnes bénéficiant d'actions de formation aux métiers de la formation et de l'éducation ;"

"2° Le 3° est ainsi rédigé :

"3° Au moins 30 % de personnalités extérieures comprenant :

"a) Au moins deux personnalités désignées par le président de la Polynésie française ;

"b) Au moins deux personnalités désignées par le vice-recteur de la Polynésie française ;

"c) Au moins deux personnalités désignées par les membres du conseil mentionnés au 1°, au 2° et aux a et b du 3° ci-dessus. "

"Art. D. 773-20. — Pour l'application de l'article D. 721-2, les mots : 'par le recteur d'académie' sont remplacés par les mots : 'par le président de la Polynésie française ou le vice-recteur de la Polynésie française'."

Art. 3. — Après l'article D. 773-20, il est créé trois articles ainsi rédigés :

"Art. D. 773-21. — Pour l'application de l'article D. 721-3 relatif à la composition du conseil d'orientation scientifique et pédagogique de l'Ecole supérieure du professorat et de l'éducation de l'université de Polynésie française, le 1° et le 2° sont ainsi rédigés :

"1° De 50 % de représentants de l'établissement et de personnalités désignées par le conseil de l'école, désignés en nombre égal ;

“2° De personnalités extérieures désignées pour moitié par le président de la Polynésie française et pour moitié par le vice-recteur de la Polynésie française.”

“Art. D. 773-22. — Pour l'application de l'article D. 721-4, au dernier alinéa, les mots : ‘au d du 3° de l'article D. 721-1’ sont remplacés par les mots : ‘au c du 3° de l'article D. 721-1’ dans sa rédaction issue de l'article D. 773-19.”

“Art. D. 773-23. — Pour l'application de l'article D. 721-5, au 1°, les mots : “ quarante-huit ” sont remplacés par les mots : ‘vingt-quatre’.”

## Chapitre II : Dispositions transitoires et finales

Art. 4. — Dans les six mois qui suivent la création et l'accréditation de l'école supérieure du professorat et de l'éducation dans les conditions prévues par l'article 28 de l'ordonnance du 26 juin 2014 susvisée, le vice-recteur de la Polynésie française constitue une commission chargée de l'élaboration des statuts de l'école comprenant des représentants de l'établissement dont relève l'école et des représentants des services de l'éducation de la Polynésie française.

Dans le même délai, sur proposition du président de l'université de la Polynésie française, le vice-recteur de la Polynésie française arrête la composition du conseil de l'école et du conseil d'orientation scientifique et pédagogique.

Pour la constitution du premier conseil de l'école, sur proposition de l'université de la Polynésie française, le vice-recteur de la Polynésie française établit les listes électorales par collège. Les modalités d'affichage sont fixées et les demandes de rectification de ces listes sont traitées conformément aux dispositions de l'article D. 719-8 du code de l'éducation.

Lors de la première réunion du conseil de l'école installé dans les conditions fixées à l'article L. 721-3 du même code, ce dernier adopte les statuts de l'école à la majorité des suffrages exprimés des membres présents et représentés représentant au moins la moitié des membres en exercice. Cette première réunion est présidée par le doyen d'âge des personnalités extérieures désignées par le président de la Polynésie française ou par le vice-recteur de la Polynésie française et convoquée par le président de l'université de la Polynésie française. Ces statuts sont approuvés par le conseil d'administration de l'université de la Polynésie française.

Art. 5. — La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, la ministre des outre-mer et la secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 6 janvier 2015.

Manuel VALLS.

Par le Premier ministre :  
La ministre de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur  
et de la recherche,  
Najat VALLAUD-BELKACEM.

La ministre des outre-mer,  
George PAU-LANGEVIN.

La secrétaire d'Etat  
chargée de l'enseignement supérieur  
et de la recherche,  
Geneviève FIORASO.

## ARRETE INTERMINISTERIEL fixant la rémunération du compte d'opérations de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) en application de l'article R. 712-4-1 du code monétaire et financier.

Le ministre des finances et des comptes publics et la ministre des outre-mer,

Vu la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code monétaire et financier, notamment son article R. 712-4-1 ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer,

## Arrêtent :

Article 1er. — Les intérêts dus à l'Institut d'émission d'outre-mer en vertu de l'article R. 712-4-1 du code monétaire et financier sont calculés semestriellement sur la base de la moyenne des soldes créditeurs fin de journée du compte d'opérations. Ils sont versés semestriellement. Le taux de rémunération est fixé à 3,75 %.

Art. 2. — Le taux fixé à l'article 1er peut être révisé en fonction des perspectives d'évolution du solde du compte d'opérations et en assurant l'équilibre financier de l'Institut d'émission d'outre-mer.

Art. 3. — La rémunération du compte d'opérations de l'Institut d'émission d'outre-mer est forfaitairement fixée, au titre du second semestre 2014, à 9 458 000 euros.

Art. 4. — Le directeur général du Trésor est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 2 janvier 2015.

Le ministre des finances  
et des comptes publics,  
Michel SAPIN.

La ministre des outre-mer,  
George PAU-LANGEVIN.



# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### AVIS

D'une requête datée du 5 janvier 2015, il appert que M. Maui NOBLE, de nationalité française, né le 25 juin 1976 à Papeete, et Mme Erika Evelyne Georgette RADTKE épouse NOBLE, de nationalité française, née le 30 juin 1980 à Montpellier, demeurant ensemble à Punaauia, PK 12, coté montagne, servitude Pugibet, ont sollicité du tribunal civil de première instance de Papeete, le régime de la séparation de biens qu'ils sont convenus d'adopter selon acte reçu le 4 décembre 2014 par Me Frédéric RAPADY, notaire au sein de l'Office notarial de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete.

*Pour extrait,*  
Mme Vasanthi DAVILES-ESTINES.

**Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE**  
415, boulevard Pomare, Papeete

**POE RAVA**  
**Société à responsabilité limitée**  
**Au capital de 550 000 euros**  
**Siège social : 2, rue Borgne (24440) Beaumont**  
**RCS : BERGERAC n° 803 295 245**

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 11 décembre 2014, il a été décidé de transférer le siège social de 2, rue Borgne (24440) Beaumont, France, à Papeete, immeuble Fare Ute Center, rue de Bovis, à compter du même jour et de modifier l'article 5 des statuts en conséquences.

La société sera désormais immatriculée au RCS de Papeete.

*Pour avis,*  
La gérance.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN**  
**Notaire à Papeete**  
**rue Edouard-Ahne**

Suivant acte reçu par Me Alexandre YAO, notaire salarié au sein de l'Office notarial de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à la résidence de Papeete le 8 janvier 2015, il a été constitué une société civile dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

*Dénomination :* SCI NLB.  
*Siège :* Pirae, immeuble Le Bihan, lot n° 20.  
*Durée :* 99 années à compter de son immatriculation.

*Objet :* L'acquisition, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la prise à bail, la location en totalité ou en partie de tous immeubles bâtis ou non bâtis. Toute division et appropriation desdits immeubles bâtis et non bâtis, ainsi que l'édification de toutes constructions sur ces terrains ou immeubles, toutes améliorations. Et généralement, toutes opérations mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

*Capital social :* 170 000 F CFP.

*Gérance :* Mme Laurence SUDRAT, BP 108 Papeete, et M. Benoît LATOMBE, BP 13326 Moana Nui, Punaauia.

*Parts sociales :* Les parts sont librement cessibles entre associés et au profit de descendants d'associés ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société, qu'avec le consentement de la collectivité des associés se prononçant par décision extraordinaire.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

*Pour avis,*  
Me Alexandre YAO, notaire salarié.

**Patrick ABGRALL**  
**Avocat à la cour**  
**Immeuble Fare Tony, 2e étage, Papeete**  
**BP 40180 Papeete, 98713 Tahiti**  
**tél. : 40 50 17 05, fax : 40 83 29 32**  
**email : patrick.abgrall@mail.pf**

**UNIVERSAL LIFI STORE**  
**Société à responsabilité limitée**  
**Au capital de 1 200 000 F CFP**  
**Siège social : Immeuble Gardan, n° 105,**  
**avenue du Commandant-Destremau, 98713 Papeete, Tahiti**  
**RCS Papeete TPI 14 178 B, N° TAHITI A97417**

Aux termes d'actes sous seing privé en date à Papeete du 10 décembre 2014 enregistrés à Papeete le 8 janvier 2015, folio 197, bordereau 6177/25 et folio 197, bordereau 6177/26, la SARL UNIVERSAL LIFI STORE a changé de dénomination sociale, d'objet social, de siège social et de gérant.

Il en résulte les modifications suivantes aux mentions anciennement publiées :

*Anciennes mentions*  
*Dénomination sociale et enseigne :* UNIVERSAL LIFI STORE, enseigne : LIFI STORE.

*Objet social* : La société a pour objet social l'achat, la conception, la production, la vente de matériels informatiques et microélectroniques, de composants électroniques, de matériel de télécommunication et de logiciels informatiques.

*Siège social* : Immeuble Gardan, n° 105, avenue du Commandant-Destremau, 98713, Papeete Tahiti.

*Gérants* : M. Michael HALIMI, demeurant Résidence Lagon Bleu, 98713 Papeete et M. Yohann ALLALENE BOUHOURS, demeurant à Tipaerui, pic Vert, bungalow Motoi, 98713 Papeete.

#### *Nouvelles mentions*

*Dénomination sociale et enseigne* : TAHITI NUI KARTING, enseigne : RACING KART DE TAHITI.

*Objet social* : La société a pour objet social : L'organisation et l'exploitation d'un parc de loisirs et plus précisément l'exploitation d'un circuit consacré au sport automobile dont notamment le karting. L'achat, la vente, l'importation, l'exportation et la location de véhicules de toute sorte, dont notamment les kartings, pièces détachées et matériels automobiles en tous genres, l'entretien et la réparation des ces véhicules et matériels. Plus généralement tout ce qui se rapporte à l'organisation et au fonctionnement d'un parc de loisirs, les aménagements nécessaires à des activités sportives et de loisirs, l'organisation de spectacles, de courses et compétitions. Tout ce qui se rapporte à l'hébergement et à la restauration du public ou des participants et compétiteurs, l'achat et la vente de tous produits alimentaires, de boissons alcoolisées ou non.

*Siège social* : Vallée de la Papenoo, Papenoo, 98707 Hitia'a O Te Ra.

*Gérant* : M. Michael HALIMI, demeurant Résidence Lagon Bleu, 98713 Papeete.

Les formalités sont effectuées au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,*  
Me Patrick ABGRALL.

**SARL BLACKSTONE PRODUCTIONS**  
Au capital de 60 000 F CFP  
**Siège social** : Résidence Les Bougainvillées n° 1,  
98711 Paea

#### *Avis de constitution*

Au terme d'un acte sous seing privé du 12 janvier 2015 pour une durée de 99 ans, à compter du 1er février 2015, l'activité exercée sera toutes créations, productions, communications et éditions concernant l'audiovisuel et le multimédia.

MM. Moana LOUIS, Charles PEREZ et Florian CHARREARD ont été nommés gérants de la société au cours d'une assemblée générale et ce, pour une durée indéterminée.

La société est en cours d'immatriculation.

*Pour avis,*  
La gérance.

**Office notarial Philippe CLEMENCET,**  
**Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA**  
**Notaires associés**

#### *Cession de fonds de commerce*

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire associé à Papeete, le 9 janvier 2015, enregistré à Papeete, le 13 janvier 2015, folio 198, bordereau 6204/6,

A été cédé par M. Jules CHUNG SAO, né à Papeete (98713) le 8 janvier 1960, au profit de la société dénommée MAGASIN VAIMA, société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 100 000 F CFP, dont le siège est à Mataiea (98726), PK 48,200, côté montagne, en cours d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete,

Un fonds de commerce d'alimentation générale exploité à Mataiea, PK 48,200, côté montagne, lui appartenant, connu sous le nom commercial MAGASIN VAIMA, et pour lequel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 30 974 A et identifié à l'ISPF sous le n° TAHITI 245746.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature et il en a la jouissance rétroactivement depuis le 1er janvier 2015.

La cession a été consentie et acceptée moyennant le prix principal de 6 000 000 F CFP, s'appliquant aux éléments incorporels pour 5 350 000 F CFP, au matériel pour 650 000 F CFP.

La société deviendra propriétaire du fonds apporté à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, mais les opérations effectuées à partir de ce jour concernant l'exploitation dudit fonds, seront réputées faites pour son compte.

Les créanciers disposeront d'un délai de dix jours à compter de la dernière en date des publications légales pour faire la déclaration de leurs créances au siège de l'EURL VAIMA, BP 7184 Taravao, par exploit d'huissier.

Le présent avis est publié sous la condition de l'intervention de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete. A compter de celle-ci, les effets de la publicité prescrite par la loi du 17 mars 1909 rétroagiront à la date de son accomplissement, le tout conformément aux dispositions de l'article 1843-1 du code civil.

*Pour première insertion,*  
Le notaire.

**SARL MENUISERIE DE TAHITI**  
Au capital de 21 200 000 F CFP  
**Siège social** : lot n° 4, domaine Elzea,  
vallée de Tipaerui, Faa'a  
**RCS** : Papeete n° 9606 B

L'assemblée générale ordinaire du 15 décembre 2014 a accepté la démission de M. Grégory BAUDOUX de son mandat de gérant.

#### *Ancienne mention*

Les cogérants sont MM. Grégory BAUDOUX, Bernard RICHARD et Arnaud FUSELLIER.

#### *Nouvelle mention*

Les cogérants sont MM. Bernard RICHARD et Arnaud FUSELLIER.

Le représentant légal.



## ANNONCES DIVERSES

### AMICALE TE HENUA ENANA DU COLLEGE DE UA POU

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (3 décembre 2014)

Présidente	:	TEHEITAEVA Marie-Chantal
Vice-président	:	LUBASZ Christophe
Secrétaire	:	HAMAIDE Nathalie
Trésorière	:	HITUPUTOKA Edwige

### ASSOCIATION CLUB ATHLETIQUE MARQUISES

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 janvier 2015)

Président	:	TAMARII Casimir
Vice-président	:	GENDRON Roger
Secrétaire	:	TEIKITEETINI Wanda
Secrétaire adjointe	:	ROTTIER Yoann
Trésorière	:	PAO Yasmina
Trésorier adjoint	:	HAITI Victor

### ASSOCIATION TE MOOREA CLUB

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (20 novembre 2014)

Président	:	BUCHIN Vaitia
Secrétaire	:	MALARDE Betty
Trésorier	:	ADAMS Pascal

### ASSOCIATION MAIRIE DE PIRAE

#### *Modification de statuts* (19 décembre 2014)

L'association a aussi pour objet la pratique des sports de glisse et à voile, tels que le windsurf, le paddle et le kitesurf.

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	:	MAKE Emilio
Président	:	MAMATUI Christian
Vice-présidents	:	TEROROTUA Henri SVARC Jacques TAVAITAI Pierre
Secrétaire	:	SVARC Rony
Secrétaire adjointe	:	ARIHOTIMA Joyce
Trésorière	:	POUIRA Alexandre
Trésorière adjointe	:	CHUNG Alban

### COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE D'APPLICATION TO'ATA

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (18 septembre 2014)

Présidente	:	CHENG Jeanne
Vice-président	:	TEINA Wallace
Secrétaire	:	LAFLAQUIERE Heifano
Secrétaire adjoint	:	IEN FA Orama
Trésorière	:	WONG SANG Angélique
Trésorier adjoint	:	WONG Maurice

### ASSOCIATION SPORTIVE FAETA NUI

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (17 novembre 2014)

Président d'honneur	:	TIATIA Adonis
Président	:	TSONG Raimanutea
Vice-président	:	ATUAHIVA Hans
Secrétaire	:	TSONG Maeva
Secrétaire adjoint	:	ISERAERA Mike
Trésorier	:	TERIIPAIA Teriiehira
Trésorier adjoint	:	ATUAHIVA Boris
Commissaires aux comptes	:	POSTMA Françoise DANY Fifi

### ASSOCIATION MOUSQUETAIRES DE TARAVAO

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (29 décembre 2014)

Président	:	ROSE Sylvère
Secrétaire	:	ROSE Florence
Trésorière	:	VILLIERME Hina

### ASSOCIATION SALLE D'ARMES D'ARTAGNAN

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (29 décembre 2014)

Présidente	:	VILLIERME Hina
Secrétaire	:	CUNEO Jean
Trésorier	:	ROSE Sylvère

### ASSOCIATION TE MARU

#### *Modification de statuts* (2 octobre 2014)

L'article 2 a été modifié.

Le reste sans changement.

### ASSOCIATION JEUNESSE TIARAMA

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 novembre 2014)

Présidente	:	MAETA Elvina
Vice-président	:	BRANDER Jasmine
Secrétaire	:	PATU Hina
Secrétaire adjoint	:	MATA Teroro
Trésorier	:	HAHE Benjamin
Trésorier adjoint	:	HAHE Marc

### ASSOCIATION TAMARII NO BORA BORA

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (1er décembre 2014)

Présidente	:	ESTALL Sylvana
Secrétaire	:	ITAE Tom
Trésorière	:	OLANDA Vahine

### AFE DES ECOLES MATERNELLE ET ELEMENTAIRE DE HAAPITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(7 octobre 2014)

Président	:	TERIHEROOITERAI Sylvain
Vice-présidente	:	HOLMAN Vaiana
Secrétaire	:	TERIHEROOITERAI Ghislaine
Secrétaire adjointe	:	VOIRIN Raihere
Trésorier	:	PAQUIER Alfred
Trésorière adjointe	:	ITAE Jessica
Commissaires aux comptes	:	TEIKIOTIU Enos ITAE Joseph

### COMITE DES SPORTS ET DE JEUNESSE DE UA POU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(10 octobre 2014)

Président	:	KOHUMOETINI Etienne
Vice-président	:	AH-SCHA Mautai
Secrétaire	:	BRUNEAU Hugon
Secrétaire adjoint	:	PIOKOE Lynn
Trésorière	:	HIKUTINI Evelynne
Trésorière adjointe	:	TEKOHUOTETUA Tina

### ASSOCIATION EDT VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(10 décembre 2014)

Président	:	RAFFIN Yvonnick
Vice-président	:	TARUOURA Bernadino
Secrétaire	:	PERRY Alfred
Trésorier	:	LAU Jean-Philippe
Membres statutaires	:	DUBOST-MARTIN Hervé TAAROA Patrick

### ASSOCIATION TIARE URA NO PAPARA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(30 décembre 2014)

Président	:	TEUA John
Vice-présidente	:	TEUA Nadia
Secrétaire	:	TEUA Leilanie
Secrétaire adjoint	:	TAHIATA Teheturere
Trésorier	:	TEUA Danilo
Trésorière adjointe	:	ATAMU Peniamina
Assesseur	:	FARAIRE Hirirau

### RECTIFICATIF

Le présent bureau remplace celui paru au JOPF n° 8 du  
21 février 2013 à la page 2647.

### ASSOCIATION TAVANIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(14 février 2013)

Président	:	VAN-BASTOLAER Taeatua
Vice-président	:	LUCAS-MARBACH Jean-Jacques
Secrétaire	:	VALENTE-LARSOS Mimosa
Trésorier	:	AH-LO Iney

### ERRATUM

La présente annonce remplace celle parue au JOPF  
n° 82 du 14 octobre 2014 à la page 2647.

### COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE MATAIVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(19 septembre 2014)

Président	:	MOPI-DEANE Martine
Secrétaire	:	DEANE Germain
Trésorière	:	MARE Elise

### ASSOCIATION SPORTIVE, CULTURELLE ET PROMOTIONNELLE DE LA MOTO FAZER

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(3 janvier 2015)

Président	:	PUTOA Jean-Claude
Présidente déléguée	:	TAURU Wilma
Vice-présidents	:	BENNETT John TAPETA Moe
Secrétaires	:	ORIRAU Steeve PONTET Mayflower
Trésorier	:	YAZOT Michel
Trésorier adjoint	:	CHAVEZ Olivier
Assesseurs	:	VARNEY Francky TUPEA Rodolphe

### ASSOCIATION TEAM SDJ VA'A

(Récépissé n° 5403 DIRAJ du 8 janvier 2015)

### Extraits de statuts

Il est fondé le 11 novembre 2014 entre les adhérents une  
association régie par la loi de 1901 ayant pour titre  
ASSOCIATION TEAM SDJ VA'A.

Elle a pour objet de :

- promouvoir la pratique du va'a dans le district de Haumi, Moorea ;
- insérer les jeunes tout en leur montrant qu'on peut s'amuser sans drogue et sans alcool ;
- insérer toutes personnes ayant le désir de travailler en groupe, apprendre à se connaître les uns les autres, de s'aider mutuellement, avoir des objectifs physiques et moraux, et apprendre à les réaliser, pas à pas, en comptant sur l'équipe.

Son siège social est fixé à Haumi-Moorea, PK 11, côté mer.

Sa durée est illimitée.

### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	MAU Nephi
Secrétaire	:	MAU Wandy
Trésorière	:	APA Louis

# **CONSORTS TAUTU A TAUMIHAU OU UTUAFARE FETII TAUTU A TAUMIHAU**

(Récépissé n° 5795 DIRAJ du 22 décembre 2014)

## Extraits de statuts

Il est constitué entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée **CONSORTS TAUTU A TAUMIHAU OU UTUAFARE FETII TAUTU A TAUMIHAU**.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de la famille afin de consolider et retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître. Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser de collaborer ou de participer à l'organisation de dîners dansants, soirées cinéma, fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association devant toutes juridictions ;
- la réalisation de projets divers (caveau familial, vente de plats, etc.) ;
- l'organisation de voyages familiaux ;
- la prise en charge de concessions, caveaux funéraires.

Son siège social est fixé à Mataiea, PK 46,900, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TAURAATUA Armand
Secrétaire	:	TAURAATUA Alady
Trésorier	:	TAIARUI Georges

# **SYNDICAT INTERPROFESSIONNEL A TI'A I MUA DE BORA BORA ET DES ILES SOUS-LE-VENT**

## Extraits de statuts

Conformément aux dispositions de l'article 54 du chapitre II du titre du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986, relative au statut juridique des syndicats et à la délibération n° 91-022 AT du 18 janvier 1991, il est constitué entre toutes les sections syndicales et syndicats affiliés ou adhérents en position d'activité ou de retraite, de la Confédération A Ti'a I Mua qui adhèrent aux présents statuts, un syndicat interprofessionnel dénommé **SYNDICAT INTERPROFESSIONNEL A TTA I MUA DE BORA BORA ET DES ILES SOUS-LE-VENT**.

Il a pour but :

- de resserrer les liens de solidarité et de confraternité entre les travailleurs et les sections syndicales membres, d'unir entre elles les composantes qui constituent sa base afin de pouvoir lutter efficacement pour la défense de leurs intérêts ;
- de défendre les intérêts sociaux, moraux et matériels de ses membres et adhérents, sur le plan individuel comme sur le plan collectif, devant l'employeur du secteur d'activité, et les pouvoirs publics.

Son siège social est fixé à la permanence de Bora Bora.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	TEARA Firipa
Vice-président	:	LEBBE Thierry
Secrétaire	:	VAHIMARAE Faimano
Secrétaire adjointe	:	HARRY Anne
Trésorière	:	MANA Iuta
Trésorière adjointe	:	ATIU Mariana
Assesseur	:	ROIHAU Laiila

## LOTO NATIONAL

<b>LOTO NATIONAL N° 7</b> Tirage du lundi 5 janvier 2015 : <b>8 31 37 45 49</b> Numéro chance : <b>7</b>		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros .....	0	0
4 bons numéros .....	330	249 105
3 bons numéros .....	15 727	1 539
2 bons numéros .....	246 303	704
N° chance gagnant.....	611 961 grilles à 250 F CFP remboursées	
<b>Joker + : 7 112 835</b>		

<b>LOTO NATIONAL N° 8</b> Tirage du mercredi 7 janvier 2015 : <b>7 20 21 29 33</b> Numéro chance : <b>1</b>		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	0	0
4 bons numéros.....	583	181 062
3 bons numéros.....	29 761	1 038
2 bons numéros.....	401 508	548
N° chance gagnant.....	412 862 grilles à 250 F CFP remboursées	
<b>Joker + : 8 446 050</b>		

LOTO NATIONAL N°9		
Tirage du samedi 8 janvier 2015 :		
2 5 18 23 33		
Numéro chance : 4		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	3	14 064 200
4 bons numéros.....	776	117 016
3 bons numéros.....	35 694	1 097
2 bons numéros.....	498 978	560
N° chance gagnant.....	629 957 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 5 023 470		

# KENO GAGNANT A VIE

Lundi 5 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 4 579 196

6	7	9	14	15	21	22	26	29	32
33	34	36	47	53	55	57	61	65	69

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Joker + : 7 112 835

5	6	10	12	13	15	17	19	22	31
37	39	46	52	54	61	64	65	68	70

Multiplicateur : x 2

Mardi 6 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 9 171 413

4	6	7	9	10	11	15	16	17	18
26	33	40	45	46	47	52	54	66	68

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Joker + : 8 154 260

1	2	13	18	19	20	22	26	36	38
39	40	43	44	50	57	63	64	65	68

Multiplicateur : x 4

Mercredi 7 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 0 720 340

2	3	5	6	7	8	9	10	16	20
21	23	24	28	37	38	40	44	66	67

Multiplicateur : x 5

2e tirage

Joker + : 8 446 050

1	6	7	9	10	21	22	24	26	30
31	38	44	51	52	55	57	58	60	67

Multiplicateur : x 2

Jeudi 8 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 3 373 252

1	2	5	6	11	14	17	18	24	31
37	40	46	48	49	54	55	61	64	66

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Joker + : 0 344 050

2	4	9	12	13	19	21	29	33	40
41	45	54	55	59	62	63	64	66	67

Multiplicateur : x 5

Vendredi 9 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 4 731 668

3	5	10	14	16	23	28	29	38	39
43	44	45	46	47	49	54	59	63	67

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Joker + : 4 668 015

4	12	13	14	15	18	23	26	27	28
35	38	43	44	48	52	54	57	62	66

Multiplicateur : x 3

Samedi 10 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 8 926 160

5	8	13	17	20	22	26	28	32	38
39	41	45	46	48	55	56	59	63	69

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Joker + : 5 023 470

1	6	10	12	15	18	29	30	33	34
35	37	39	41	45	50	53	55	62	66

Multiplicateur : x 2

Dimanche 11 janvier 2015

1er tirage

Joker + : 0 540 533

1	17	19	25	26	29	30	35	37	38
42	44	46	48	49	51	58	59	60	66

Multiplicateur : x 1

2e tirage



Joker + : 1 440 663

1	3	16	17	18	21	23	26	27	28
32	33	38	47	48	54	57	58	59	68

Multiplicateur : x 1



## EURO MILLIONS

**Mardi 6 janvier 2015**

14 20 30 38 49  

Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	0	2	58 801 396
5		1	4	9 800 226
4 +	☆ ☆	8	29	675 871
4 +	☆	114	600	28 579
4		233	1 142	15 011
3 +	☆ ☆	273	1 448	8 448
2 +	☆ ☆	4 437	21 263	2 649
3 +	☆	6 239	28 931	1 861
3		11 099	54 724	1 646
1 +	☆ ☆	22 935	114 773	1 384
2 +	☆	95 943	440 858	966
2		172 810	828 184	525
<b>My million : TT 282 1872</b>				

**Vendredi 9 janvier 2015**

6 21 24 32 45  

Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	1	3 778 871 241
5 +	☆	1	5	36 146 276
5		1	10	6 024 379
4 +	☆ ☆	8	39	772 350
4 +	☆	175	907	29 057
4		441	2 416	10 906
3 +	☆ ☆	382	2 060	9 128
2 +	☆ ☆	5 538	29 935	2 887
3 +	☆	7 173	39 229	2 100
3		18 885	101 548	1 360
1 +	☆ ☆	31 382	165 018	1 479
2 +	☆	106 187	574 762	1 145
2		279 021	1 461 447	453
<b>My million : NM 656 0874</b>				

## ANNONCES MARCHES PUBLICS

### AVIS D'APPEL D'OFFRES AAPC N° 1-15 TNAD

Pour des missions de conseil et d'assistance juridique pour des projets de développement industriel, commercial, d'aménagement ou de développement touristique d'envergure, en Polynésie française,

1. *Dénomination et adresse de l'organisme acheteur* : Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD), 51, rue du Commandant-Destremau, BP 9030, 98715 Motu Uta Papeete-Tahiti, tél : 40 50 81 00, fax : 40 50 81 02, email : [contact@tnad.pf](mailto:contact@tnad.pf).

2. *Objet* : Les missions portent sur le conseil et l'assistance juridique, y compris en matière contentieuse, pour des opérations de développement industriel, commercial, d'aménagement ou de développement touristique d'envergure, en Polynésie française.

3. *Forme du marché* : TNAD n'est pas soumis au code des marchés publics de toute nature passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics.

Il s'agit d'un marché ad hoc à bon de commande, non exclusif, conclu avec au moins trois (3) prestataires pour des prestations intellectuelles de conseil et d'assistance juridiques.

Les différents besoins feront l'objet de missions distinctes et donneront lieu à des bons de commande spécifiques.

Les candidats retenus seront consultés pour chaque mission et devront remettre des offres sur la base de leurs prix unitaires. Les offres seront sélectionnées en fonction des critères de disponibilité, de prix et de l'équipe proposée.

4. *Montant du marché* : Il n'est pas prévu d'engagement minimum, ni de maximum pour le montant des bons de commande qui seront ultérieurement passés.

Le montant global prévisionnel des besoins sur 4 ans est de 250 000 000 F CFP (HT), net de tous droits et taxes dus en Polynésie française.

Le montant global prévisionnel des besoins pour la première année est de 150 000 000 F CFP (HT), net de tous droits et taxes dus en Polynésie française.

5. *Consultation et retrait des dossiers* : Le dossier peut être consulté et retiré au secrétariat de TNAD de 7h30 à 17 heures, ou par retour de courriel suivant une demande formulée à l'adresse email : [contact@tnad.pf](mailto:contact@tnad.pf).

6. *Date d'envoi à la publication* : Le lundi 12 janvier 2015.

7. *Adresse et date limite de réception des offres* : La date limite de réception des candidatures au secrétariat de TNAD est fixée au vendredi 6 février 2015 avant 17 heures, heure de Tahiti, délai de rigueur.

8) *Justifications à produire* : Les justificatifs à fournir sont précisés à l'article 4 du règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO).

9. *Critères de sélection des candidats* : Les candidats seront sélectionnés en tenant compte des critères énoncés à l'article 6 du règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO) : Les critères de sélection pour l'attribution des bons de commandes sont précisés dans le RPAO (article 2.3).

10. *Profil et références des candidats* : Les candidats devront justifier d'une expertise en droit des affaires et en investissements internationaux. Des expériences en développement de complexes touristiques et de projets d'infrastructure (ports, aéroports) sont également attendues.

Les candidats pourront être constitués en groupement. Le marché n'impose pas de forme juridique pour les candidats. Les candidats sélectionnés pourront assurer leurs prestations au moyen de structures ou entités créées à terme en Polynésie, voire en cédant leur marché à ces structures ou entités.

11. *Délai d'exécution* : Le marché à bon de commande est prévu pour une durée de 1 an, reconductible annuellement pour une durée maximum de 4 ans.

La première mission est programmée pour le début du mois de février 2015.

*Le directeur général,*  
Jean-Claude PRESTI.

### AVIS D'APPEL D'OFFRES AAPC N° 2-15 TNAD

Pour des missions de conseil et d'assistance en analyse économique et financière pour des projets de développement industriel, commercial, d'aménagement ou de développement touristique d'envergure, en Polynésie française

1. *Dénomination et adresse de l'organisme acheteur* : Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD), 51, rue du Commandant-Destremau, BP 9030, 98715 Motu Uta Papeete-Tahiti, tél : 40 50 81 00, fax : 40 50 81 02, email : [contact@tnad.pf](mailto:contact@tnad.pf).

2. *Objet* : Les missions portent sur le conseil et l'assistance en analyse économique et financière, pour des opérations de développement industriel, commercial, d'aménagement ou de développement touristique d'envergure, en Polynésie française.

3. *Forme du marché* : TNAD n'est pas soumis au code des marchés publics de toute nature passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics.

Il s'agit d'un marché ad hoc à bon de commande, non exclusif, conclu avec au moins trois (3) prestataires pour des prestations intellectuelles de conseil et d'assistance en analyse économique et financière.

Les différents besoins feront l'objet de missions distinctes et donneront lieu à des bons de commande spécifiques.

Les candidats retenus seront consultés pour chaque mission et devront remettre des offres sur la base de leurs prix unitaire. Les offres seront sélectionnées en fonction des critères de disponibilité, de prix et de l'équipe proposée.

4. *Montant du marché* : Il n'est pas prévu d'engagement minimum, ni de maximum pour le montant des bons de commande qui seront ultérieurement passés.

Le montant global prévisionnel des besoins sur 4 ans est estimée à 150 000 000 F CFP (HT), net de tous droits et taxes dus en Polynésie française.

Le montant global prévisionnel des besoins pour la première année est de 80 000 000 F CFP (HT), net de tous droits et taxes dus en Polynésie française.

5. *Consultation et retrait des dossiers* : Le dossier peut être consulté et retiré au secrétariat de TNAD de 7 h 30 à 17 heures, ou par retour de courriel suivant une demande formulée à l'adresse email : [contact@tnad.pf](mailto:contact@tnad.pf).

6. *Date d'envoi à la publication* : Le lundi 12 janvier 2015.

7. *Adresse et date limite de réception des offres* : La date limite de réception des candidatures au secrétariat de TNAD est fixée au vendredi 6 février 2015 avant 17 heures, heure de Tahiti, délai de rigueur.

8. *Justifications à produire* : Les justificatifs à fournir sont précisés à l'article 4 du règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO).

9. *Critères de sélection des candidats* : Les candidats seront sélectionnés en tenant compte des critères énoncés à l'article 6 du règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO) :

Les critères de sélection pour l'attribution des bons de commandes sont précisés dans le RPAO (article 2.3).

10. *Profil et références des candidats* : Les candidats devront justifier d'une expertise en analyse économique et financière des affaires et d'investissements internationaux. Des expériences en expertise de complexes touristiques et de projets d'infrastructure (ports, aéroports) sont également attendues.

Les candidats pourront être constitués en groupement. Le marché n'impose pas de forme juridique pour les candidats. Les candidats sélectionnés pourront assurer leurs prestations au moyen de structures ou entités créées à terme en Polynésie, voire en cédant leur marché à ces structures ou entités.

11. *Délai d'exécution* : Le marché à bon de commande est prévu pour une durée de 1 an, reconductible annuellement pour une durée maximum de 4 ans.

La première mission est programmée pour le début du mois de février 2015.

*Le directeur général,*  
Jean-Claude PRESTI.

#### AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE

Marché de travaux passé par la Polynésie française,  
Vice-présidence du gouvernement de la Polynésie française  
Ministère du budget, des finances, de la fonction publique,  
des énergies, de la santé et des solidarités

1. *Objet du marché* : Renouvellement du système de traitement d'air du bloc opératoire de l'hôpital de Uturoa, île de Raiatea.

2. *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (articles 19, 20, et 23 à 25 du CMP) avec variantes.

3. *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* auprès du service biomédical de la direction de la santé, BP 9835, Motu Uta, 98715 Papeete, Tahiti, tél : 40 54 21 09.

4. *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées*, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3).

5. *Retrait du dossier de consultation au* : Service biomédical de la direction de la santé, BP 9835, Motu Uta, 98715 Papeete, Tahiti, tél : 40 54 21 09.

6. *Envoi à la publication le* : 16 janvier 2015.

7. *Remise des offres* : Au service biomédical de la direction de la santé, Motu Uta, bâtiment A1, à côté de la poste, au-dessus de la Pharmacie d'approvisionnement, avant le mardi 17 février 2015 à 11 heures 30, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

8. *Validité des offres* : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9. *Critères de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 25, 25 bis, 25 ter et 25 quater, du code des marchés publics (CMP). Les offres seront analysées et sélectionnées au terme d'un classement prenant en compte les critères et sous-critères suivants, selon la pondération indiquée :

- prix apprécié au travers du forfait global : 60 points ;
- Valeur technique, appréciée au travers du mémoire : 30 points ; une note inférieure ou égale à 10 est éliminatoire ;
- procédés d'exécution et moyens utilisés : 6 points ;
- provenance et références des fournitures : 9 points ;
- note d'hygiène et sécurité : 9 points ;
- programme d'exécution des travaux : 3 points ;
- plans d'ensemble et de détail explicitant l'offre : 3 points.
- coût tout au long du cycle de vie, apprécié au travers du contrat de maintenance: 10 points.

#### 10. Critères d'acceptation des candidatures :

- Les justificatifs concernant la situation administrative du candidat :
  - certifications par l'administration fiscale (service des contributions et Trésor public) attestant au 31 décembre précédent, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;
  - certificats attestant que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations auprès de la Caisse de prévoyance sociale (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres) ;
  - la déclaration sur l'honneur pour justifier qu'ils n'entrent dans aucun cas mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article 9 du CMP ;
  - pour les candidats admis au règlement judiciaire, selon l'alinéa 3 de l'article 9 du CMP :
    - la copie du ou des jugements prononcés ;
    - lorsqu'ils sont en période d'observation, une attestation du juge-commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
  - effectif minimum de 3 personnes.
- Les justificatifs concernant les capacités professionnelles, financières et techniques exigées des candidats :
  - les références en travaux en indiquant le type de travaux, l'année de réalisation, le montant des travaux et la part sous-traitée en montant ou en pourcentage, la durée des travaux, le lieu d'exécution des travaux et le client ;
  - une déclaration concernant le chiffre d'affaire global des trois derniers exercices disponibles ;
  - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement. Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
  - les entreprises de création récente devront prouver leurs capacités professionnelles, financières et techniques par tout moyen, notamment par une déclaration appropriée de banque, des justifications professionnelles, ou attestations de qualification professionnelles de certains agents qualifiés, ou des certificats d'identité professionnelle ou tout autre justificatif regardés comme équivalents.

*Le vice-président du gouvernement  
de la Polynésie française,  
ministre du budget, des finances,  
de la fonction publique  
des énergies, de la santé et des solidarités,  
Nuihau LAUREY.*